

**CM**

**CAHIERS  
MARXISTES**



---

**travailler,  
produire,  
se soigner,  
s'instruire,  
s'installer,  
écrire,  
peindre,  
créer  
à la louvière**

---

juin - juillet 1990

**174**

---

**abonnement**

pour la Belgique  
pour l'étranger

700 f  
800 f

faites-vous et faites-nous plaisir en effectuant sans tarder un versement au compte 001-1047600-76 des CM  
20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles  
pour les moins de 25 ans,  
l'abonnement est de respectivement 350 f et 400 f

---

**comité de patronage :**

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart,  
Roger Somville.

**comité de rédaction :**

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit,  
Jean-Michel De Waele, Dominique Driessen, Anne Drumaux,  
Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh,  
Jean-Pierre Keimeul, Rosine Lewin, Bérangère Marquès-Pereira,  
Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard,  
Jean-Maurice Rosier, Christian Vandermotten, Benoît Verhaegen.

**mise en page :** Héléne De Noose

**rédacteurs en chef :** Pierre Gillis, Michel Godard

---

Avec l'appui de la Commission communautaire française de la région de Bruxelles-Capitale.

Edité par FREE asbl avec le soutien de la Fondation Jacquemotte.

---

## sommaire

<i>- éditorial</i>	<b>jean-maurice rosier</b>	3
- le centre, une vieille région industrielle	<b>j.-p. janssens, j. liebin, ch. vandermotten</b>	6
- alternative et sous-région .....	<b>pierre beauvois</b>	16
- états d'âme socio-politique d'un enseignant de la région du centre .....	<b>yves herlemont</b>	29
- le centre, prétexte à des réflexions sur la santé ....	<b>jan meesters</b>	35
<hr/>		
- voyage .....	<b>toni santocono</b>	51
<hr/>		
- <i>le centre et ses immigrés</i>		55
- l'immigration flamande dans le centre .....	<b>yves quairiau</b>	56
- 70 ans de présence italienne dans la région du centre	<b>anne morelli</b> .....	65
- intégration, naturalisation, assimilation, ..	une interview de <b>vincent fretto</b> .....	72
<hr/>		
- wallonby .....	<b>j.-p. denefve, f. badot</b>	79



jean louvet 90

---

- *les paradoxes du mouvement culturel louviérois*

	<b>pierre gillis</b>	87
- la louvière, surréalisme et politique	<b>christine et achille béchet</b>	91
- le groupe <i>rupture</i> .....	<b>serge alarcia</b>	101
- les oubliés de la culture .....	<b>jean delval</b>	119
- voyage au coeur du campus .....	<b>jean-pierre michiels</b>	126
- le grand complot .....	<b>jean louvet</b>	131

---

<b>livres</b> .....	133
<b>revues</b> .....	137

---

des rapports du *centre* (bruxelles)  
à sa *périphérie* (la belgique francophone),  
et à *la région du centre* en particulier

On a beau -- vocabulaire sociologique oblige -- remplacer les termes de *capitale* et de *province* par ceux du *centre* et de la *périphérie*, on n'évitera pas cette évidence que la *périphérie* obéit au centre et que ce dernier commande et légitime les manifestations de la *périphérie*. Cette logique ancestrale de subordination nous avait conduit dans la préface/présentation du numéro des *Cahiers Marxistes* sur le Borinage (n° 144, juin 1986) à nous excuser de l'originalité d'une démarche comme si la Wallonie ne pouvait se penser hors de son centre. Aujourd'hui, le développement de la francophonie tout autant que la progression de l'idée européenne ont modifié la perception que l'on peut avoir de l'identité régionale. D'ailleurs, la *périphérie* s'est dotée d'institutions et change de visage.

Pour ce qui se dénomme paradoxalement la région du Centre, la tradition historique et culturelle nous rappelle qu'il est possible de refuser la soumission. Ne dit-on pas que La Louvière est la deuxième capitale mondiale du surréalisme et cette marge wallonne a-t-elle besoin de réhabilitation depuis Bury, Chavée et aujourd'hui Louvet ? Ainsi, il nous semble, à célébrer une région, ne pas tomber dans la commémoration folklorique et ne pas subir les effets du populisme.

Cependant, il ne conviendrait pas d'oublier les mécanismes de domination du centre sur la *périphérie* parce

qu'enfin deux écueils nous menacent : d'une part l'exagération/survalorisation du système des handicaps et des exclusions, qui aboutit à traiter le phénomène régional comme une altérité originale ou la manifestation d'un manque, voire la défense des humbles et des dominés ; d'autre part, magnifier la spécificité d'une région en hiérarchisant les événements selon leur ancrage périphérique. Pour conjurer les deux figures opposées du misérabilisme et du populisme (1), il nous paraît que seul un va-et-vient qui étudie les interactions entre le centre et la périphérie permet de donner une image fiable de l'identité régionale.

Par défiance envers la dépendance périphérique, la rédaction des *Cahiers Marxistes* s'est décentrée et a ménagé un espace de liberté aux acteurs régionaux. Ceux-ci, par le biais d'analyses, de témoignages et de fictions, conjuguent l'ethno-culturel et le socio-économique ; ils tentent en tout cas de rendre compte de toutes les facettes d'une réalité régionale en mouvement.

Puisse ce numéro susciter, aux antipodes de tout nationalisme, sentiment d'appartenance et prise de conscience régionales. A croiser paroles officielles et voix des dominés, nous avons voulu éviter de privilégier la représentation/délégation tout autant que l'exclusion et la marginalité. On devine, bien entendu, où vont nos sympathies. Au lecteur, de toute manière, à juger du bon respect de notre démarche dialectique.

Certes, il peut paraître outreucidant de baliser une lecture comme si l'on craignait en permanence une menace de défaillance. Un lecteur, si peu prévenu qu'il soit, met du sens là où bon lui semble. Néanmoins, nous avancerons encore à destination pratique quelque chose comme un mode d'emploi de ce numéro des *Cahiers*, à savoir qu'il convient de lire les pages qui suivent dans leur dimension prospective. Avertissement nécessaire, nous semble-t-il, quand il s'agit de la

(1) Cf Claude Grignon et Jean-Claude Passeron : *Le savant et le populaire*, Editions Hautes Etudes/Gallimard/Seuil, Paris, 1989.

---

Wallonie industrielle. Notre intention, répétons-le une dernière fois, n'est pas de cultiver la nostalgie d'un passé mythique auquel le lecteur comparerait un présent local vécu comme négatif et anémique. Ce numéro sur La Louvière, dans le chef de ses auteurs, n'entend pas développer une stratégie de repli ou une recherche d'identité défensive ; au contraire, il s'oriente vers la diversité, la volonté d'émergence, la mise en place d'un scénario de changement critique et optimiste.

Jean-Maurice ROSIER

Les illustrations qui accompagnent notre numéro louviérois sont bien entendu l'oeuvre de peintres louviérois, il ne pouvait en être autrement.

Daniel Pelletti, né en 1948, a accumulé les prix, enseigne à l'Académie de Bruxelles et de Braine-l'Alleud, et est un membre fondateur du groupe Carré H.

Serge Polart est un peu plus jeune (il est né en 1953), et se présente lui-même comme un peintre autodidacte dont l'implantation régionale ne peut être niée : ses Gilles anthropophages et pervers ont fait frémir plus d'un Louviérois.

Leur contribution à ce numéro est un témoignage de la vitalité culturelle de la région de La Louvière - ainsi qu'une preuve évidente d'amitié à l'égard de notre revue. Qu'ils en soient tous deux chaleureusement remerciés !

## le centre, une vieille région industrielle

jean-pierre janssens, jacques liebin,  
christian vandermotten \*

*Texte reproduit du Guide « Hommes et Paysages »  
n° 10 : « Itinéraire de l'industrie du Centre », Société  
Royale Belge de Géographie, coédition Ecomusée  
Régional du Centre.*

La région du Centre n'occupe plus en 1986 que 17.500 emplois salariés dans le secteur industriel, tant extractif que manufacturier. Par comparaison, la région industrielle de Charleroi, que l'on peut limiter à Courcelles et Fontaine-l'Evêque à l'ouest et à Aiseau-Presles à l'est, comprenant Fleurus au nord, comptait à la même époque 31.000 emplois. Pour l'une comme pour l'autre, ces chiffres reflètent un dramatique déclin.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, l'extraction occupa les 4/10 au moins de l'emploi industriel tant dans les arrondissements de Soignies et de Thuin que dans celui de Charleroi. Un tiers environ de l'emploi du secteur extractif concerne le secteur de la pierre dans les arrondissements de Soignies et de Thuin, alors que celui de Charleroi est presque totalement charbonnier. La crise charbonnière est brutale, comme partout en Wallonie, et les puits ferment : les charbonnages occupaient 18.400 personnes dans les arrondissements de Soignies et de Thuin en 1947, 8.800 en 1961, 200 en 1974. Dans celui de Charleroi, la chute est semblable : 37.800 en 1947, 5.900 en 1974, 1.600 encore en 1982. Aujourd'hui, ici comme là, tous les puits sont fermés mais le paysage reste marqué par l'empreinte de ce passé charbonnier.

---

\* Respectivement licencié en sciences commerciales et financières, proviseur à l'Athénée provincial de La Louvière ; historien, directeur de l'Ecomusée du Centre ; géographe-urbaniste, professeur à l'ULB.



Pour le reste, les structures industrielles des arrondissements de Soignies et de Thuin furent toujours moins puissantes mais aussi plus diversifiées que celles de Charleroi. La filière métallurgique fut toujours moins exclusive dans ces arrondissements : 14 % de l'emploi manufacturier en 1846, pour 48 % à Charleroi ; 27 % en 1896, au lieu de 41 % ; 37 % en 1930, au lieu de 58 % ; 40 % en 1989, pour 65 % à Charleroi.

D'autre part, alors que la sidérurgie l'a traditionnellement emporté sur les fabrications métalliques à Charleroi, du moins jusqu'aux années 30, l'inverse a prévalu dans le Centre : la sidérurgie ne s'y développe pas avant la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, son poids reste moindre que celui de la métallurgie de transformation, avec des effectifs de l'ordre du quart de ceux du bassin de Charleroi.

Paradoxalement, cette situation s'inverse avec la crise des années 70 : la sidérurgie du Centre résiste mieux, ne perdant que 28 % de son emploi entre 1974 et 1986, alors que la chute est de 63 % à Charleroi ; par contre, les fabrications métalliques sont plus touchées. La meilleure résistance de la sidérurgie tient au dynamisme des usines

### L'évolution de l'industrie charbonnière.

Déjà mentionnée à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, l'exploitation charbonnière a conservé un caractère temporaire et artisanal jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. A ce moment, les transformations techniques (notamment l'approfondissement des puits) vont nécessiter l'apport du capital de la bourgeoisie. L'exemple le plus connu dans la région est celui de la société du Grand Conduit et du Charbonnage de Houdeng, base de la Société du Bois-du-Luc.

Avec le XVIII<sup>e</sup> siècle et la protoindustrialisation, les sociétés charbonnières se multiplient. Pour assurer le transport du charbon, le gouvernement autrichien suscite la construction de chaussées ou « pavés ». S'appuyant sur le charbon, l'activité métallurgique se développe après 1750. Forges à martinet et platineries s'installent sur les bords de la Haine.

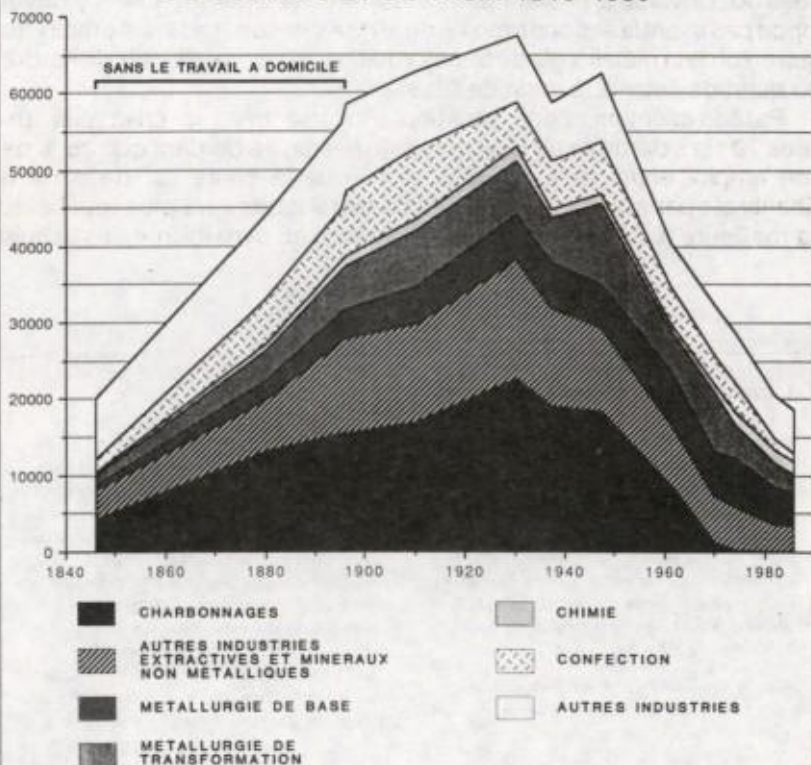
Tout à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle débute la révolution industrielle. Bien vite, le machinisme fait son entrée dans l'industrie, provoquant notamment l'augmentation de la capacité d'extraction du charbon. Les sociétés charbonnières vont souvent se transformer en sociétés anony-

mes dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, en vertu de la loi libéralisant cette forme juridique. Il en va ainsi des Charbonnages de Strépy-Bracquegnies (1872), des Charbonnages de La Louvière et Sars-Longchamps (1886), des Charbonnages de Ressaix, Leval, Péronnes, Sainte-Aldegonde à Ressaix (1890), des Houillères d'Anderlues (1894), des Charbonnages de Maurage (1904), de Bray (1910), des Charbonnages de Mariemont-Bascoup (1913). Ces sociétés anonymes apparaissent ainsi comme une forme de concentration nécessitée par des impératifs financiers.

Les puits les moins rentables ferment dans l'entre-deux-guerres.

Dans le cadre du plan des fermetures conçu par la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.) dans les années 1950, le mouvement de concentration reprend. C'est ainsi qu'en 1959 les Charbonnages de Mariemont-Bascoup, de Ressaix-Leval et de La Louvière et Sars-Longchamps fusionnent pour former la société des Charbonnages du Centre.

### EMPLOIS INDUSTRIELS DANS LES ARRONDISSEMENTS DE SOIGNIES ET DE THUIN 1846-1986



Boël qui sont dotées d'une chaîne coulée continue - laminoirs à fils, d'Usiflex où l'on entre de plain-pied dans la conception-fabrication assistée par ordinateur, de Biebuyck qui, entre autres, exporte ses machines de précision en Extrême-Orient, de Précimétal Fonderie de Précision, titulaire d'un oscar à l'exportation.

Il est difficile de retracer les évolutions sur le long terme dans des cadres communaux, mais les variations de l'emploi industriel du Centre depuis 1846, date du premier recensement, peuvent être approchées par excès par celles des arrondissements de Soignies et de Thuin, et le Pays noir peut être assimilé à l'arrondissement de Charleroi.

Vieux bassins charbonniers, les deux ensembles connaissent, avec des nuances, une évolution semblable de l'emploi industriel : croissance très rapide jusque 1880, se ralentissant progressivement ensuite, en même temps que les structures industrielles se figent ; maximum en 1930 ; pertes liées à la crise des années 30 ; reprise provisoire dans l'immédiat après-guerre, puis baisse dramatique ramenant les effectifs à un niveau à peine supérieur (Charleroi), voire inférieur (le Centre) à celui de 1846.

La dynamique du Centre fut cependant toujours un peu moins vigoureuse que celle du bassin de Charleroi : la croissance y fut un peu moins rapide au 19<sup>e</sup> siècle ; son ralentissement est plus prononcé au début du 20<sup>e</sup> siècle (le seul emploi manufacturier, à l'exclusion de l'extraction, culmine dès 1910) ; la chute de l'après-guerre est plus forte et plus précoce : en particulier, les industries manufacturières déclinent déjà dans les années 50 (crise de la construction ferroviaire), alors que, de ce point de vue, l'effondrement carolorégien est postérieur à 1974, avec la crise de la sidérurgie.

Plus qu'à Charleroi, d'autres activités industrielles complètent la base métallurgique : l'industrie de vêtement reste importante jusqu'au

début des années 70, de même que la gobeletterie et la faïencerie, mais les pertes d'emploi sont depuis lors considérables : entre 1974 et 1986, 73 % dans la confection, soumise à la concurrence étrangère, 59 % dans l'industrie des produits minéraux non métalliques. La chimie progresse par contre, mais en dehors du noyau du Centre, sur la frange septentrionale (pétrochimie de Seneffe).

Le Centre présente donc les mêmes symptômes et causes de récession que la plupart des autres vieux bassins industriels et charbonniers de l'Europe du Nord-Ouest : développement fondé sur la grande industrie ; PME peu importantes (25 % seulement de l'emploi industriel dans des établissements occupant moins de 50 personnes en 1930, pour un moyenne belge de 41 %) et souvent exclusivement sous-traitantes de la grande industrie locale ; système scolaire conditionné par les besoins des spécialisations dominantes ; vieillissement démographique précoce ; faiblesse du tertiaire moteur.

En 1989, reste profondément ancré dans la mentalité collective qu'en dehors de la filière métallurgique il n'y a point de salut. Cette rigidité a également orienté les efforts de développement, axés sur les grands travaux d'infrastructure, mais dont les succès sont mitigés.

L'autoroute de Wallonie n'a pas vraiment fécondé les parcs industriels installés à grands frais à Feluy, Péronnes, Seneffe-Manage, Soignies et Strépy-Bracquegnies.

La gare autoroutière d'Houdeng-Goegnies et ses annexes (un terminal containers, une zone de services pour les usagers et leurs véhicules, ainsi qu'une zone artisanale réservée à l'implantation d'entreprises liées au secteur du transport et de l'entrepôt), situées entre les autoroutes de Wallonie et de Bruxelles-Paris, connaissent un lent développement.

Enfin, l'ascenseur à bateaux de Strépy-Thieu tarde à justifier les espoirs placés en lui.

L'avenir de ce type de région devra passer par une meilleure prise en compte du cadre de vie, du qualitatif, et par le dépassement de l'anomie culturelle, qui se marque par la perte de confiance en soi et la faiblesse de l'initiative locale, communes à bien des vieilles régions industrielles.

La diversité plus grande des activités industrielles dans les arrondissements de Soignies et de Thulin que dans celui de Charleroi tient pour une large part à l'opposition, déjà évoquée plus haut, entre la partie urbanisée centrale et les franges septentrionale et méridionale.

## **la partie médiane : une urbanisation fortement marquée par l'industrialisation du 20<sup>e</sup> siècle**

Les quatre communes centrales constituent l'ancien pays charbonnier. En 1986, elles fournissent encore 8.800 emplois industriels, où la sidérurgie domine avec 56 %. Elle ne s'est développée qu'après 1850 : les frères Cambier construisent le premier haut fourneau à La Louvière en 1884 ; Gustave Boël mise tout sur l'acier à partir de 1887.

Elle est suivie de fort loin par les fabrications métalliques (8 %), en particulier les modestes vestiges de la construction ferroviaire et des ponts et charpentes.

L'industrie alimentaire occupe également 8 % de l'emploi industriel ; la faïencerie et le verrerie, 7 %.

Dans cette partie médiane, l'habitat se combine constamment à des sites industriels et miniers, et s'étend selon un arc allant de Thieu à l'ouest jusqu'à Chapelle-lez-Herlaimont et Morlanwelz à l'est. Dans les parties les plus anciennement bâties, des rues étroites, bordées de petites maisons ouvrières à un étage, présentent une organisation spatiale fort anarchique, qui se marque notamment par l'absence de grands axes de circulation. Cette situation est liée au développement polycentrique qu'a connu cette région au cours du 19<sup>e</sup> siècle.

Vers 1800, elle se composait essentiellement de villages : il reste encore des traces importantes de ce passé à Saint-Vaast et à Haine-Saint-Pierre. Mais l'industrialisation du 19<sup>e</sup> siècle va profondément modifier cet habitat, par la concentration des logements à proximité immédiate des sites industriels et miniers, souvent sous forme de corons ou de cités, construits par les entreprises elles-mêmes ; par la densification et l'extension des villages existants vers les lieux d'emploi ; par la planification de nouveaux quartiers urbains comme à La Louvière.

Le développement des lignes de tramways vicinaux va entraîner dans un deuxième temps une dissémination de l'habitat tout au long de leur trajet, et conduire dans certains cas à une urbanisation continue des chaussées, comme par exemple la chaussée entre Manage et Haine-Saint-Pierre.

Si cette disposition permettait aux ouvriers d'être assez proches de leurs lieux de travail, la disparition progressive des activités traditionnelles va mettre en évidence tous les inconvénients de cette urbanisation.

Tout d'abord, le paysage urbain est profondément marqué par les innombrables friches industrielles, dont l'état de délabrement n'est pas sans conséquence sur le moral des populations riveraines. Souvent

### Emploi industriel salarié dans le Centre en 1986.

	Extraction de la pierre	Industries alimentaires	Confection et cuir	Edition	Chimie et petrochimie	Produits minéraux non métalliques	Sidérurgie et fonderie	Fabrications métalliques	Industrie automobile	Constructions électriques	Fabrication de produits en plastique	Autres	Total
La Louvière	48	174	18	43	10	509	3741	444	2	3	9	534	5535
Manange	11	306	81	66	234	141	838	201	267	7	158	67	2377
Mortelmuz	17	198	20	3	-	-	377	97	-	9	3	75	799
Chapelle-lez-Herlaimont	-	26	81	-	12	-	-	-	-	-	-	11	130
Le Centre proprement dit	76	704	200	112	256	650	4736	742	269	19	170	687	8841
Buiche	109	92	498	50	157	6	40	21	35	620	-	214	1685
Andelues	18	11	2	4	-	5	73	9	-	-	-	51	430
Estivres	-	2	-	-	-	-	-	6	-	-	-	10	18
La frange mendiante	127	105	500	54	157	11	213	36	35	620	-	275	2133
Seneffe	-	9	-	-	1081	-	191	731	565	325	96	184	3182
Sognues	472	72	67	550	79	879	1	21	13	11	1	111	2277
Braire-le-Comte	22	52	4	1	-	4	-	606	-	6	-	35	730
Le Roeulx	7	8	-	2	55	-	48	57	2	-	14	43	188
Ecaussinnes	25	3	-	-	-	-	-	12	-	-	5	15	118
La frange septentrionale	526	154	71	553	1215	883	240	1427	580	342	116	388	6473
Total	729	963	771	719	1628	1544	5409	2205	884	981	286	1350	17469

vastes, ces friches constituent autant de coupures au sein de la trame urbaine, isolant certains quartiers.

Ensuite, l'étalement de l'habitat gêne l'organisation des services publics, notamment celle des transports en commun, qui ne sont pas toujours adaptés aux mutations de la région et aux nouveaux besoins en transport de la population. Les quartiers isolés et éloignés des nouveaux centres d'emplois connaissent un lent vieillissement de leur population et, faute d'une clientèle suffisante, une disparition progressive des petits services.

Depuis plusieurs années, des efforts sont menés pour l'assainissement de ces sites. Les terrains, après démolition des anciens bâtiments, sont réaffectés au tertiaire (grandes surfaces principalement) et au logement.

## **au sud, la tradition de la confection à binche**

La frange sud n'occupe que 2.100 emplois industriels, avant tout à Binche (1.700 emplois), où la confection est aujourd'hui dépassée par les constructions électriques. L'emploi industriel d'Anderlues se partage pour l'essentiel entre la première transformation du fer et la cokerie, héritage du passé charbonnier.

L'industrie de la confection binchoise s'est développée à la fin du 19<sup>e</sup> siècle : en 1896, 54 entreprises patronales utilisent 825 personnes à domicile et 111 au siège des entreprises. Au début du 20<sup>e</sup> siècle, leur nombre augmente : on en compte 80 en 1910. C'est à ce moment qu'ont lieu les premières tentatives de mécanisation.

Après la Première Guerre mondiale, la progression reprend. La mécanisation se développe entre 1929 et 1939. A ce moment, 1.200 ouvriers travaillent à domicile et 3.000 dans les ateliers.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les besoins en vêtements sont énormes. C'est l'âge d'or de la confection binchoise.

A partir de 1950, la situation change : la concurrence nationale et étrangère joue à plein. D'importantes fermetures frappent ce secteur à partir de 1965.

Le plan Claes de restructuration et de modernisation de l'industrie textile belge apporte, au prix de conditions draconiennes, un certain renouveau à l'industrie binchoise. Celle-ci occupe toujours 500 personnes, dans trois ateliers importants - Lescalier, Flagship et Vetimo -, ainsi

que chez cinq ou six confectionneurs travaillant souvent à façon. La spécialité de Binche reste le vêtement masculin.

## **braine-le-comte et le bassin carrier**

Le noyau de fabrications métalliques établi à Braine-le-Comte (700 emplois), présente un caractère traditionnel.

Soignies, quant à elle, (2.300 emplois), outre une activité importante dans l'impression, reste marquée par l'extraction et le travail de la pierre bleue, industrialisés dès le 19<sup>e</sup> siècle.

## **au nord, les nouveaux parcs industriels proches de l'autoroute**

La frange nord occupe 6.500 emplois industriels, pour l'essentiel dans trois communes : Feluy, Manage et Seneffe. La pétrochimie, les fabrications métalliques et la construction automobile dominent à Seneffe (3.200 emplois) : il s'agit ici d'une industrialisation récente, en parcs industriels, au nord du vieux sillon industriel et à proximité de l'autoroute de Wallonie.

A partir des années 60, l'IDEA (Intercommunale de Développement Economique et d'Aménagement des régions du Centre et du Borinage) a créé des parcs industriels dans la région. Quatre-vingt-cinq pourcents des 1.300 ha aménagés l'ont été à Feluy et Seneffe-Manage, au carrefour des autoroutes de Wallonie et Paris-Bruxelles et sur l'embranchement des canaux Charleroi-Bruxelles et du Centre.

C'est tout à fait conforme à la logique de l'époque en matière de localisation industrielle et d'aménagement du territoire. On était persuadé, lors de la création de ces parcs, de l'attrait réel qu'exercerait sur les investisseurs étrangers une telle concentration d'infrastructures. C'est dans cette perspective qu'a été créée la gare autoroutière d'Houdeng.

Au début, la stratégie s'est avérée payante. La grande première fut l'arrivée de BMC, la British Motor Corporation, en 1964. Elle allait progressivement créer plus de 500 emplois. BMC allait successivement devenir BLMC, LIB, puis Austin Rover Distribution. Changements de



raison sociale pour continuer à bénéficier des avantages fiscaux de la législation belge en matière de relance économique. Pratique connue et généralisée. Comme celle de céder sa production, à un prix situé entre le prix de revient et le prix de vente, à un bureau de commercialisation domicilié dans un pays à taux de taxation des bénéfices moins élevé qu'en Belgique... Que d'illusions et de désillusions depuis la fermeture des charbonnages !

C'est cependant dans cette zone que se situent les entreprises chimiques porteuses de technologies nouvelles et génératrices de forte valeur ajoutée : Montefina, ACS Plastiques Industriels, Sigma Coating, Chemviron Carbon, Labofina...

Ainsi, en 1988, le bilan est en demi-teinte. On l'a compris et on aurait sans doute dû le comprendre d'emblée. L'investisseur étranger ne s'intéresse à une région que si, compte tenu de ses paramètres spécifiques, les taux escomptés, soit de croissance, soit de profit, sont plus avantageux qu'ailleurs. Quand ce n'est plus le cas, il plie bagage. Burroughs, TAS, Chevron et, plus près de nous, Austin Rover Distribution en sont de tristes exemples. Il est évident que les responsables locaux du développement n'ont pratiquement pas d'audience auprès des centres décisionnels situés dans d'autres pays, voire sur d'autres continents. Il est donc capital de rendre aussi compatibles que possible et leurs objectifs, et nos préoccupations. Parallèlement, et sans que l'un exclue l'autre, il faut encourager la recherche de solutions fondées sur les forces propres de la région.

D'autant que le décentrage des parcs de Feluy et de Seneffe-manage par rapport à La Louvière, ville-noyau de la région, est non seulement géographique, mais aussi culturel (au sens large du terme). Une proportion non négligeable des travailleurs occupés dans les deux parcs n'a pas d'attache affective à la région du Centre. L'appartenance au Brabant wallon est souvent marquée. Là où on souhaitait une symbiose entre les entreprises des parcs de Feluy-Seneffe-Manage et la région industrielle traditionnelle, il y a plutôt coexistence d'identités culturelles divergentes. La mentalité qui prédomine dans les parcs Feluy-Seneffe-Manage procède résolument d'une identité culturelle positive et offensive ; elle est largement ouverte à la modernité.

## **alternative et sous-région**

pierre beauvois

Un quart de million d'habitants, une agglomération -- la sixième du pays -- découpée en cinq communes, la région du Centre reste pour le Belge moyen plus une nébuleuse de localités à laquelle fait défaut une étoile centrale, donc une identité comme les autres concentrations urbaines. Les raisons sont multiples. D'abord, le Centre est écartelé entre trois arrondissements administratifs. Ce manque d'homogénéité est renforcé par les forces d'attraction économiques, commerciales de Mons et de Charleroi comme par les lenteurs de La Louvière à s'imposer comme pôle culturel, tertiaire. Le manque de coïncidence entre l'espace sociologique et la représentation politique n'aide pas non plus à ce que s'expriment mieux les intérêts sous-régionaux tant au niveau national que wallon. Et les médias sanctionnent souvent ce manque de cohérence ne serait-ce, comme les émissions régionales de la RTBF, qu'en couvrant de façon fort sporadique l'actualité de la sous-région. Bref, le Centre reste en manque d'unité.

Ce qui ne l'empêche nullement d'avoir une histoire économique propre.

Au sortir des années soixante, il est doté d'un tissu industriel fort varié même si, voici 30 ans, l'industrie lourde est la dominante à côté d'une forte activité agricole que l'on retrouve dans tout le Hainaut.

### **première reconversion**

Comme la seconde moitié des années 60 vont voir se fermer la quasi totalité des charbonnages et des entreprises de matériel ferroviaire -- une réelle spécialité locale --, la première reconversion verra l'Intercommunale de Développement Economique et d'Aménagement du territoire (IDEA) concentrer l'essentiel des implantations de multinationales dans les zones périphériques à l'agglomération louviéroise. Le zoning de Feluy-Seneffe a nécessité de lourds investissements pour affirmer sa vocation pétrochimique. Les raccords autoroutiers, ferroviaires, le port en amont du plan incliné de Ronquières et les réseaux de pipe-lines vers Anvers et Audenaerde constitueront les incitants coûteux aux pouvoirs publics pour arracher l'implantation d'une raffinerie de la Standard-Oil. L'espoir de voir celle-ci être le point de départ d'un centre pétrochimique

tournera court. L'investissement dans une installation de *cracking* permettant la production d'éthylène, base de départ d'autres activités de transformation vers la chimie organique, sera refusé par les pétroliers américains. Les activités de raffinage du pétrole brut venant d'Anvers se limiteront donc à produire essence, gas-oil, fuel-oil livrés aux réseaux de distribution de Caltex-Chevron et à la Centrale électrique de Ruien. Le projet d'une périphérie d'usines attirées par un secteur *cracking* s'effondrera tout à fait après l'échec des négociations entamées par l'IDEA et la Députation permanente du Hainaut avec le Ministère roumain de la Chimie pour envisager d'autres investissements mixtes dans l'aval pétrochimique. Cette première tentative de coopération Est-Ouest, pourtant bien avancée en 1972-73, tournera court dans la foulée de la campagne orchestrée par les patrons pétroliers contre le projet Ibramco entre la Belgique et l'Iran. La Raffinerie Chevron n'entraînera donc pas d'autres implantations économiquement liées.

Les autres investissements du zoning de Feluy-Seneffe, essentiellement américains (Chemviron, Ethyl, Stauffer...) ou belges (Montefina), n'auront aucun lien avec la Raffinerie Chevron. Certains opteront pour notre pays en raison d'une législation laxiste sur la pollution et les risques de la chimie lourde des herbicides et pesticides notamment. Quelques multinationales du zoning de Feluy ont fait de leur implantation belge des pôles avancés pour exporter vers l'URSS.

Outre les dangers réels pour les populations de Seneffe-Manage, confirmés d'ailleurs par l'existence d'un plan d'évacuation impressionnant mais manquant de moyens et donc de crédibilité, les investissements à Feluy ont peu d'impact sur l'emploi. Chaque poste de travail coûte 20 à 30 millions en capital fixe ; l'essentiel des cadres viennent de l'étranger et ne résident pas dans le Centre. Les quelques centaines d'emplois concernent des ouvriers d'entretien et du personnel administratif.

Début des années 80, alors qu'elle accumulait les profits, la Raffinerie Chevron arrête ses activités pour les recentrer sur ses installations de Rotterdam. Cinq mois d'une occupation, décidée par les travailleurs et appuyée par les communistes, ne feront pas plier la direction. Bien que sollicités, syndicats et élus locaux, dont l'actuel ministre Busquin, ne jugeront ni opportun de développer la solidarité des travailleurs de la sous-région, ni de populariser l'idée que la raffinerie reste une nécessité pour satisfaire les besoins énergétiques de la Wallonie et du Grand-Duché de Luxembourg.

Aujourd'hui, après avoir été le théâtre d'un scandale financier dont s'est sorti indemne le ministre G. Mathot, la raffinerie est reprise par un groupe italien qui en a reconverti l'activité vers des productions méritant

toujours la vigilance des milieux soucieux de la santé et de la protection de l'environnement.

## le zoning de manage

Deuxième pôle de reconversion à l'est de l'agglomération louviéroise, il verra se multiplier lui aussi les investissements étrangers à partir de 1965. Là aussi le caractère hétéroclite domine confirmant encore l'absence d'une politique de reconversion industrielle intégrée. Une division informatique de Burroughs, une usine d'assemblage automobile de Leyland Industries, un atelier de construction de chaudières (Benson), une entreprise de production de machines de soudage (Electromécanique), une filiale de Don international, groupe anglais spécialisé dans la production de patins de freins pour automobiles... S'y ajoutent quelques entreprises de peinture, de traitement des plastiques, une fonderie de précision, des ateliers de tabac à priser, de mobilier de bureau.

La motivation du secteur public (IDEA et pouvoir national) reste strictement centrée sur la création d'emplois. Le principe de maintenir et de prolonger les qualifications sous-régionales, notamment celles dans la construction mécanique, la chaudronnerie, est absent. La classe politique échange emplois nouveaux contre l'arsenal des aides publiques organisé par les lois d'expansion économique sans contrôler l'usage de celles-ci. D'où de nombreux dérapages. En fait, bon nombre d'investissements ne dépasseront pas la dizaine d'années, période au-delà de laquelle les avantages fiscaux et autres s'estompent. Et cette limite coïncidera souvent avec fermeture, licenciements et luttes défensives pour essayer de sauver l'emploi. Le scénario de Chevron sera déjà celui de Burroughs en 1976 qui liquidera ses ateliers de production malgré 9 semaines d'occupation par les travailleurs.

Trois années plus tard, 3.000 ouvriers de British Leyland seront mis à pied après un pauvre simulacre de protestation de la part de la CSC et de la FGTB. Là, l'automontage wallon fait les frais de la robotisation de l'industrie automobile anglaise et de la politique néo-libérale de Margaret Thatcher.

C'est sous la pression des banques belges que l'on liquide aussi les 200 emplois de l'Electromécanique après une lutte de 5 semaines au cours de laquelle techniciens et cadres, épaulés par le SETCa, s'efforceront de prouver, dossiers et études à l'appui, que leur usine est viable et performante dans un secteur à haute valeur ajoutée. Fin des années 70 et début des années 80, c'est donc le reflux d'une reconversion qui n'aura pas su rentabiliser collectivement des milliards d'aides publiques.

Les gâchis évoqués de cette politique auront leurs paroxysmes. Notamment dans le zoning artisanal de Bracquegnies où l'on verra l'entreprise ISOLEX faire faillite quelques mois à peine après son inauguration et changer plusieurs fois de dénomination juridique pour continuer à émarger aux aides publiques. Dans bon nombre de cas, la durée de vie d'une implantation n'excède pas trois à cinq ans. Après chaque faillite, l'IDEA redevient propriétaire des locaux désaffectés. Aux pouvoirs publics de consentir à de nouveaux efforts pour trouver de nouveaux partenaires privés ou utiliser eux-mêmes les locaux pour que le capital immobilier ne dépérisse pas purement et simplement.

## **l'étiollement hors zoning**

Tandis que s'effritent les apports de la reconversion, le tissu industriel classique continue à décliner. En 1976, le secteur du verre plat entre en crise. Le *float*, cette nouvelle technique de coulage du verre sur bain d'étain en fusion, produit de telles hausses de productivité que tout le secteur verrier belge connaît une profonde mutation. Elle est d'autant plus spectaculaire que les monopoles européens se livrent déjà à une guerre pour redistribuer le marché. Les Français de BSN ont pris position dans le groupe belge de Glaverbel. Les fermetures se multiplient dans la région de Charleroi mais aussi dans le Centre où la division d'Houdeng Goegnies (600 emplois) est liquidée en plusieurs étapes sans que la reconversion des emplois soit finalisée.

Début des années 80, c'est l'industrie de la porcelaine et de la faïence qui est à son tour frappée. Le rythme de la construction fléchit. L'insécurité d'emploi n'explique pas à elle seule la baisse de l'engouement des ménages à bâtir. La dégradation des finances publiques fait fondre les investissements dans la construction sociale. De plus, pour que les monopoles trouvent les moyens financiers nécessaires à leur restructuration européenne voire mondiale, on sollicite l'épargne populaire. Les avantages fiscaux, les incitants divers -- dont un soutien médiatisé aux jeux boursiers -- visent à drainer cette épargne davantage vers les placements mobiliers que vers l'immobilier.

Le secteur du bâtiment s'effondre et avec lui bon nombre d'entreprises liées. C'est le cas des producteurs d'équipements sanitaires comme les divisions de Boch-Keramis et Ideal Standard. Cette seconde, particulièrement moderne, sera sacrifiée à l'avantage de la filiale ouest-allemande qui reprendra le marché belge. Quant à Boch, plusieurs restructurations mobiliseront les interventions en capital de la région wallonne. L'initiative industrielle publique finira -- c'est là une des rares exceptions dans la région du Centre -- par maintenir un outil modernisé à grand-peine. Il aura fallu interpeller les forces politiques locales, et le Conseil

communal louviérois en particulier, pour que n'aboutisse pas l'opération de liquidation menée par les concurrents luxembourgeois de Villeroy-Boch que l'Exécutif wallon a maintenus de longues années au sein même du Conseil d'administration.

## encore l'acier

L'initiative industrielle publique, elle, sera plus que sollicitée pour accompagner vers la fermeture des entreprises familiales de fabrications métalliques. Bastenier, Collinet, les Ateliers du Thiriau, Vanderplanck appartiennent à cette catégorie d'entreprises moyennes que la bourgeoisie locale gère dans l'inertie, sans moderniser ni diversifier. Le chantage à l'emploi va multiplier les prises de participation de la région wallonne souvent via la SRIW. Dans tous les cas, les restructurations nécessaires se font chaque fois avec dégageement de personnel.

Ce processus va cependant rencontrer celui des évolutions sidérurgiques. En effet, le Centre reste producteur d'acier. Les usines Gustave Boël constituent, avec leurs 4.000 travailleurs et une production de l'ordre d'un million de tonnes par an surtout concentrée sur les produits plats, l'un des derniers pôles de l'industrie traditionnelle.

Au début de la crise sidérurgique, le groupe Boël s'est retiré de Cockerill où il détenait quelques pourcent du capital. Ce repli confirme une volonté d'indépendance vis-à-vis des restructurations qui concernent les bassins de Liège et de Charleroi. De fait, Boël avec ses divisions de La Louvière, Marbauge, et Fabrique de Fer à Charleroi va traverser la crise de l'acier sans grand drame ni pour l'emploi, ni pour l'outil. Les profits s'effondrent, les salaires restent bas mais le carnet de commandes résiste mieux qu'ailleurs. Il n'en faut guère plus, alors que les autres bassins sont périodiquement soumis à l'abandon de capacités de production, pour que Boël cultive l'image du « bon patron ». Elle lui rapportera d'ailleurs, ainsi qu'au PRL local, un siège au Sénat et quelques arguments massues pour étayer les thèses néolibérales en vogue au début des années 1980.

Le mythe subsiste encore aujourd'hui, même si la réalité aurait dû le détruire. Car l'indépendance vis-à-vis des capitaux publics, ce « moins d'Etat » que professe Pol Boël, est d'autant plus factice que le groupe sollicitera au moins à deux reprises les finances publiques. Une première fois en créant Boël Invest, une de ces holdings mixtes au capital de 20 millions, 10 souscrits par Boël et 10 par la SNI. Cette structure financière lui permet majoritairement de gérer les 7,5 milliards de fonds publics qui vont lui servir à racheter les ateliers Collinet, une fraction des laminoirs de Jemappes, ceux de Longtain, les ateliers du Thiriau fusionnés avec ceux, qu'il contrôle déjà, de Braine-le-Comte. Grâce à la manne publi-

que, le groupe Boël, toujours via l'Invest, acquiert les ateliers Vanderplanck, construit un atelier de sous-traitance (Usiflex) pour Caterpillar, prend le contrôle d'un marchand de mitraille dans la région liégeoise. Cette opération de mainmise sur les vestiges des fabrications métalliques du Centre ne concernent pas les boulonneries UBEL fermées par l'Arbed.

La reprise des ateliers cités ne signifie pour autant pas une relance de l'activité mais bien une redistribution des services et des activités au sein du groupe sidérurgique louviérois. Il y a pas ou peu de nouveaux projets industriels mais plus fondamentalement la possibilité de rationaliser avec des capitaux publics les activités de Boël et des ateliers de Braine. Pour preuve, un plan de compression de 1.000 emplois dans la sidérurgie, plan qui est en cours, et la volonté de filialiser certaines divisions. Des 7,5 milliards, tout n'a pas été consommé. Ce qui tend à confirmer bien plus le caractère financier de l'opération que la volonté d'un redéploiement industriel dans l'aval sidérurgique.

Par ailleurs, le baron Boël s'est fortement engagé politiquement dans la défense du projet d'ascenseur de Strépy Thieu dans lequel il voit une possibilité d'exporter plus facilement ses aciers vers le bassin parisien. Engagé politiquement (pas financièrement) bien que le solde des droits de tirage de Boël Invest pourrait être engagé dans l'ouvrage d'art particulièrement onéreux, dont la réalisation s'éternise. Sans doute faut-il aussi souligner que, à travers les commandes reçues par les Ateliers de Braine-le-Comte et Thiriau pour cet ascenseur, le groupe Boël en est doublement, et sans engagement, le bénéficiaire.

## **et le tertiaire ?**

La reconversion des années 65-75 laisse vers le milieu de la décennie 80 des zonings équipés mais à moitié vides. Le reste du tissu industriel a continué de se désagréger. Par ailleurs, dans le Centre, le secteur tertiaire est loin d'avoir connu un développement similaire à celui des grandes villes comme Bruxelles, Anvers, Liège etc... Si la grande distribution s'est implantée comme partout, elle a rapidement cassé l'emploi plein temps en faisant pression sur le personnel féminin pour qu'il se contente d'emplois à temps partiel.

Quant au secteur bancaire, la BBL et la SGB en particulier, il a pris acte de la désindustrialisation sous-régionale en réduisant ses services louviérois pour les reconcentrer sur Mons ou Charleroi et ne laisser à brève échéance que les agences chargées des opérations courantes.

Il en résulte que l'essentiel de l'emploi dans le domaine des services

se situe dans la fonction publique et particulièrement dans l'enseignement, les administrations locales et régionales. Le secteur de la santé joue lui aussi un rôle relativement important.

Cependant, la politique d'austérité qui s'est intensifiée après 1982 a contribué à comprimer l'embauche dans ces secteurs. La plupart des communes ont limité le volume du personnel et multiplié le recours aux agents conventionnels subventionnés. Ils représentent 30 % des effectifs du personnel non enseignant à la ville de La Louvière. La restructuration du secteur hospitalier et certains déficits financiers hypothèquent encore aujourd'hui des dizaines d'emplois paramédicaux. Le démantèlement progressif de l'intercommunale hospitalière de la région du Centre n'aide pas non plus à garantir l'emploi dans le secteur de la santé.

Enfin, dans le tertiaire privé, la région ne bénéficie pas des emplois qui accompagnent d'habitude les implantations industrielles. Bon nombre des usines du Centre ont choisi de localiser leurs sièges sociaux à Bruxelles.

Tout ceci concourt à donner de la sous-région une photographie sociale particulièrement déprimante. De 1980 à 1990, les dépenses d'aide sociale consenties par la ville de La Louvière (77.000 habitants) pour le minimex sont passées de 10 à 110 millions. Dans l'arrondissement de Soignies, le taux de chômage complet est de 15 % de la population active. Plus d'un chômeur sur 4 a moins de 25 ans. Près d'un actif sur deux est un navetteur, essentiellement vers Bruxelles. Par rapport aux assujettis à la sécurité sociale, le taux de chômage est de 23 %.

L'arrondissement est de plus en plus une zone dortoir et dualisée. En outre, le revenu moyen par habitant est l'un des plus bas du pays.

## **les forces vives**

Si la reconversion précédente a échoué, il s'imposerait d'en cerner les raisons. La politique d'aide publique s'est faite sans contrôle suffisant et en l'absence de tout schéma industriel ou tertiaire cohérent. De même lorsque le secteur public s'est substitué financièrement au privé défaillant, il n'a pas cru bon de placer des gestionnaires publics dotés de compétences adaptées aux entreprises à redresser. On a préféré soulever et placer des membres de cabinets ministériels.

Un dogme a dominé toute la reconversion : la multiplication des infrastructures publiques de communication est la panacée pour attirer l'investissement privé. L'autoroute de Wallonie, les zonings équipés, la modernisation du Canal du Centre avec d'abord le plan incliné de Ronquières puis la mise au gabarit de 1.300 tonnes du Canal du Centre



ont été, avec les avantages des lois d'expansion, le leitmotiv des ambassadeurs provinciaux qui ont sillonné les USA, le Japon, dans leur quête à l'investisseur.

En dépit du piètre bilan de cette politique, et confrontée à celui-ci, la classe politique dominante à partir de 1985, s'est relancée dans une voie similaire.

Après une gestation d'une demi-douzaine d'année, les « forces vives » du Centre se sont structurées au sein d'une ASBL « Centre Carrefour Européen ». Rassemblant pêle-mêle patrons, syndicalistes, élus municipaux et parlementaires des trois principales formations politiques, les « forces vives », se sont réunies à chaque fermeture industrielle pour exprimer essentiellement des doléances. En gros, début des années 80, l'idée était de faire bloc face aux pouvoirs nationaux et régionaux pour défendre les intérêts communs à la sous-région. Et le cas échéant, contre d'autres sous-régions. La vie ayant sanctionné l'inefficacité de cette politique, les mêmes milieux, au nom d'un consensus localiste et possibiliste, se sont attachés à faire avancer le dossier de l'ascenseur pour bateaux et l'achèvement du Canal du Centre vers Mons dans la perspective de rejoindre Dunkerke. En outre l'ASBL « Centre, Carrefour Européen » veut promouvoir le développement du tourisme local, la relance de l'emploi par l'aide aux PME. Elle espère intéresser les milieux portuaires et industriels du Nord-Pas-de-Calais à investir dans le Centre. L'ASBL s'est emparée du dossier de la Gare autoroutière située à l'intersection des autoroutes de Bruxelles-Paris et de Liège, pour la porter comme nouveau pôle de reconversion. Les quelques dizaines d'emplois créés restent pourtant bien en deçà des promesses d'il y a plus de dix ans.

## **en recherche d'alternative**

Bien qu'elle se solde par un dépérissement socio-économique, la politique d'aide publique n'a jamais été fondamentalement mise en cause au sein du mouvement ouvrier dans le Centre. En dehors des communistes et de quelques syndicalistes, cette critique est restée marginale. D'abord parce que le besoin de création d'emploi est devenu tellement fort qu'il gommait toute autre considération comme l'utilité sociale des emplois créés, leur coût réel pour la collectivité, leur stabilité voire les conséquences pour la santé, l'environnement. Par ailleurs, le mouvement ouvrier restait largement à l'écart des problèmes de gestion de l'entreprise. Celle-ci était chasse gardée patronale, peu ou pas contestée. L'action syndicale visait les salaires, l'emploi, les conditions de travail, non le pilotage de l'entreprise. Dire, aujourd'hui, que les conditions ont changé, serait abusif. Par contre, affirmer que ceux qui

ont été attentifs à un moment ou l'autre aux divers cheminements de cette restructuration n'ont pas pris conscience des limites du fonctionnement et des interventions syndicales classiques, serait erroné.

Un premier acquis, dans la réaction des travailleurs confrontés à une fermeture, a été assez rapidement engrangé. Il s'agit de la politisation des conflits en s'adressant aux élus politiques locaux, aux municipalistes pour qu'ils interviennent. Chaque fermeture, dans le Centre, a pratiquement fait l'objet de cette démarche même si son caractère tardif, à chaud, la rend inefficace. En la systématisant, elle a eu le mérite de mettre en évidence les limites sévères du pouvoir parlementaire et la précarité de la démocratie économique.

Un second acquis s'est répété à plusieurs reprises, à savoir le refus de se rendre à l'argumentation patronale de la « non rentabilité » de l'entreprise restructurée. On a évoqué le cas de l'Electromécanique, on pourrait ajouter celui d'Idéal Standard et celui plus récent de la Manufacture Royale de La Louvière Boch. Pour ces trois cas, il y a eu tentative des travailleurs de présenter des solutions alternatives de gestion et de démonter les mécanismes patronaux permettant de « justifier » la fermeture.

Lors de restructurations sidérurgiques, il a été possible dans le Centre et en coopération avec le SETCa, de rassembler des cadres et de développer une réflexion sur les capacités de faire participer les fabrications métalliques wallonnes aux investissements de modernisations de la sidérurgie, donc de redéployer l'emploi et la valeur ajoutée dans la mécanique. L'idée d'une reconversion dans l'aval de la production de l'acier était présente déjà début 1980 dans certains milieux syndicaux. L'obédience au PS l'a fait tourner court. L'idée, donc, de la nécessité d'organiser un débat démocratique centré sur l'alternative économique pour la sous-région fait son chemin. Les dernières luttes dans la fonction publique et particulièrement dans l'enseignement confortent cette aspiration. Les communistes en sont porteurs depuis la fin des années 70 avec notamment cet effort pour populariser les « plans emplois » fondés sur d'autres critères de gestion.

## **les critères macro-économique**

Une première approche de l'alternative s'articule sur l'inventaire des besoins sous-régionaux dont la satisfaction implique des retombées dans le secteur de la production et des services.

Une évaluation du patrimoine immobilier, notoirement vétuste dans le Centre, joint à la pénurie de logements sociaux – plus de 2.500 deman-

des en attente actuellement -- justifie pleinement la mise en place d'une initiative différente de ce que les pouvoirs publics font actuellement.

Les coûts d'une politique de rénovation des logements privés et de relance de la construction sociale doivent tenir compte des dépenses occasionnées par le chômage endémique. Actuellement, chaque chômeur coûte globalement près de 700.000 francs compte tenu des allocations, des moins-values fiscales directes et indirectes, des pertes de recette pour la sécurité sociale. La création d'un emploi dans le privé réduit donc d'autant les déficits publics. D'où l'intérêt du pouvoir national, mais aussi du régional et du communal, confrontés aux coûts de la pauvreté, de relancer l'emploi dans la construction pour une politique d'investissement et par une plus grande sélectivité des aides publiques.

Le secteur du bâtiment et des infrastructures collectives nécessite une main-d'oeuvre qui peut être assez rapidement formée. Les demandes en logement ont des effets de relance dans de nombreux domaines d'activité.

Par ailleurs, une politique de redynamisation des investissements publics concerne de multiples besoins.

Bien que producteur de matériel ferroviaire lourd et léger, le Centre est mal desservi en transports en commun. Les nécessités impérieuses d'épurer les eaux usées transformant la Haine en égout à ciel ouvert, de traiter les déchets ménagers déversés dans les carrières presque comblées de Cronfestu, peuvent permettre de redéployer certaines activités dans les fabrications métalliques. En coopération avec l'IDEA qui gère depuis plus de 20 ans la centrale d'épuration de Wasmuel et qui de ce fait a acquis du savoir-faire dans ce domaine, les entreprises transformatrices de l'acier pourraient bénéficier d'un marché en expansion.

La lutte contre la pollution industrielle et la récupération des pertes calorifiques de la sidérurgie, des cimenteries et de la centrale électrique de Péronnes, ont également un impact important sur les entreprises régionales de la construction, de la production de tubes, de vannes, de pompes et d'échangeurs thermiques.

Les études de faisabilité pour des réseaux de chauffage urbain ont été faites à Mons et à La Louvière. Bien que concluantes, elles sont restées sans mise en application. Elles devraient l'être par la nouvelle société publique d'électricité, la SPE, qui vient d'étendre ses activités au Hainaut et dont les statuts prévoient également des initiatives en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, les critères de gestion macro-économiques pratiqués négligent complètement la notion de coût global pour la collectivité. On a évoqué le coût social du chômage, il faudrait lui ajouter celui du gâchis énergétique qui va à l'encontre de

toute réflexion cohérente sur la mise en oeuvre des matières premières, l'usage rationnel de celles-ci et la nécessité d'améliorer les termes d'échange avec le tiers-monde faute d'accentuer encore les tensions entre le Nord et le Sud.

Il en est de même à propos des formes de pollution de l'air et de l'eau puisqu'on ne dispose pas, dans ce domaine, de données chiffrées sur le coût des nuisances. En créant une structure d'étude et de concertation pour tout ce qui concerne les problèmes de santé dans la région du Centre, la ville de La Louvière s'efforce de combler un vide informationnel notamment dans le domaine des analyses épidémiologiques. On peut dès lors espérer qu'au fil du temps, des données précises viendront conforter cette approche par les coûts globaux.

A côté des outils d'information dont le besoin se fait à présent nettement sentir, il existe dans la gauche politique et syndicale une volonté politique naissante de vouloir gérer autrement. Pour ce faire, il faudra préalablement débattre de ces nouvelles approches. Certains signes laissent à penser qu'il ne faudra plus attendre des mois pour que des initiatives concrètes permettent de donner corps à des avancées démocratiques en matière d'intervention dans les choix politiques concernant la sous-région.

## **les critères micro-économiques**

Les avancées en terme de démocratie économique qui s'imposent peu à peu pour définir une réponse alternative adaptée pour le Centre impliquent un processus semblable au niveau de l'entreprise privée comme publique. Les grandes aspirations superstructurelles (paix, coopération, solidarité avec le Sud, défense des équilibres homme-nature, lutte contre les inégalités) ne peuvent avancer sensiblement si elles ne sont pas présentes à l'interface patronat / monde du travail que constitue l'entreprise. C'est là que doit se situer le premier débat sur les choix d'investissements, la nature des technologies, des produits, de l'affectation des profits et de leur importance.

Très concrètement, les besoins de consolider les investissements publics ont mis en évidence l'usage fait des aides publiques au privé. La volonté du PC de modifier fondamentalement cette politique s'est traduite par la revendication d'octroyer aux travailleurs de l'entreprise concernée par les aides un réel pouvoir de contrôle sur les affectations. Reste qu'il y a lieu de préciser les critères pour que l'exercice de ces droits nouveaux renforcent l'efficacité et le caractère d'utilité sociale, humaniste de la production.

Le retard wallon est manifeste quant au niveau technologique de la production et des services. Notre valeur ajoutée créée par emploi occupé est inférieure à la moyenne belge, comme à celle de bon nombre de régions de la CEE. A moins d'avoir vocation de zone atelier, le Centre, et le reste de la Wallonie, doivent renforcer le caractère intensif de l'économie. Plus de qualitatif et moins de quantitatif.

La sous-région reste un producteur agricole mais transforme très peu. Le relèvement de la valeur ajoutée dans ce secteur passe par l'investissement dans l'aval agro-alimentaire pour réduire les dépendances, dont celle vis-à-vis de la Flandre. Ceci met en cause toute la politique communale de liquidation des abattoirs locaux, le désintérêt manifesté à La Louvière pour le secteur primaire, la destruction des terres cultivables par la spéculation et le manque d'incitants et d'aides pour développer les coopérations entre producteurs du secteur alimentaire et consommateurs.

Même bilan négatif pour la gestion forestière et la reconstitution de ces zones et leur exploitation rationnelle.

Le renforcement d'un plus grand autocentrage alimentaire commence par un inventaire à dresser des origines d'approvisionnement de la grande distribution. Et ceci d'autant plus que la montée en force des groupes français et allemands dans ce secteur en Wallonie risque de réduire l'approvisionnement autochtone. La défense des filières agro-alimentaires doit progressivement concerner les travailleurs des monopoles du commerce de détail. Des concertations utiles entre ceux-ci et les travailleurs de l'agro-alimentaire pourraient mieux permettre de situer notre dépendance extérieure, ne serait-ce que pour réduire les coûts de transports de biens susceptibles d'être produits à proximité de la zone de consommation. Même besoin d'intervention des travailleurs de la grande distribution pour promouvoir une autre politique de conditionnement des produits vendus. Car on ne peut aborder toute la problématique des déchets en faisant l'impasse sur le rôle de la grande distribution en matière d'usage des plastiques, principal polluant des déchets ménagers.

Dans cet exemple évoqué de l'utilisation des droits de tirage de Boël Invest, il est évident qu'aucun plan industriel n'a été avancé par les syndicalistes métallurgistes. Ni plan, ni même l'esquisse d'une restauration de la filière acier permettant le relèvement sensible, dans ce secteur, de la valeur ajoutée par une diversification de l'aval sidérurgique.

Autre critère micro-économique : celui du rapport entre les coûts en capital matériel et financier, et les dépenses en salaires, en formation, en sécurité sociale. La lutte contre les dérives spéculatives et les choix

extensifs doit mettre en avant le principe d'une réduction de ce rapport. Cette réduction, pour autant qu'elle se vérifie sur plusieurs années pour une entreprise donnée, confirme alors que la direction a choisi l'option intensive. C'est évidemment rarement le cas. Et syndicalement le problème est rarement posé.

Le fait d'aborder la problématique de l'inégalité croissante des politiques de prélèvement a rapidement conduit à l'analyse des bilans d'entreprises de la sous-région. D'une revendication superstructurelle, à savoir la nécessité d'adapter l'enseignement, on passe rapidement à la problématique des moyens, donc des fiscalités dont celle sur l'entreprise. Là se vérifie la distorsion entre l'impôt théorique sur les bénéficiaires (41 %) et la réalité (20 % en moyenne).

Aujourd'hui, l'action syndicale ne pose pas la question fiscale dans l'entreprise. Soit par méconnaissance soit par corporatisme (après tout les cadeaux fiscaux peuvent permettre au patron d'être plus généreux pour certains fonds sociaux). La sous-fiscalisation de bon nombre d'entreprises moyennes va aussi à l'encontre du principe de l'utilité sociale de celles-ci. Il y a donc là un déficit idéologique que l'on ne pourra commencer à combler qu'en révélant de façon exemplative les données fiscales locales, en suscitant la prise de conscience et le débat public, en montrant les conséquences de cette sous-fiscalisation pour les pouvoirs locaux entre autres, en situant l'inégalité entre la taxation du ménage et celle de l'entreprise. Ce processus débouchera sur le besoin d'une réforme fiscale fondée sur d'autres critères à populariser. Une telle démarche a de réelles chances de faire évoluer les mentalités en suscitant davantage le besoin de contrôler les paramètres de gestion d'une entreprise. L'articulation fiscalité dans l'entreprise / gestion sous-régionale ou régionale, en concrétisant, aide à une meilleure perception de la notion de démocratie économique. L'entreprise cesse d'être une fin en soi puisque la problématique fiscale éclaire ses relations, ses apports aux recettes communales et régionales et donc, en dehors de l'emploi occupé, son impact sur le socio-économique et culturel local.

Cette recherche de critères alternatifs à ceux imposés par le patronat est essentielle pour briser la stratégie du consensus dont les « forces vives » sont l'élément moteur. Dans le Centre, des conditions tangibles existent pour que naisse, à court terme, un débat critique dans la gauche, par rapport aux séquelles profondes de la période néo-libérale. C'est un vaste champ d'expérience et de recherche qui s'ouvre pour tous ceux qui veulent occuper l'espace nouveau créé par l'aspiration à la décentralisation.

## états d'âme socio-politiques d'un enseignant de la région du centre

yves herlemont

Huit heures du matin, « Drapeau blanc », centre de La Louvière. Les ados tiennent le haut du pavé.

Régulièrement, les portes vitrées embuées des bus les expulsent bruyamment par paquets de plusieurs dizaines. Ils vont rejoindre ceux qui, rue de Bouvy, rue Sylvain Guyaux ou rue Hamoir, discutent le coup, fument une dernière clope, les un(e)s occupant la largeur du trottoir, les autres perchés sur leur mob aux chromes rutilants, le casque accroché au guidon.

Difficile de croire les statistiques démographiques qui décrivent la population de la région du Centre comme une des plus âgées de Belgique, voire d'Europe, quand, péniblement, on joue des coudes pour se frayer un passage parmi les blousons et les jeans délavés.

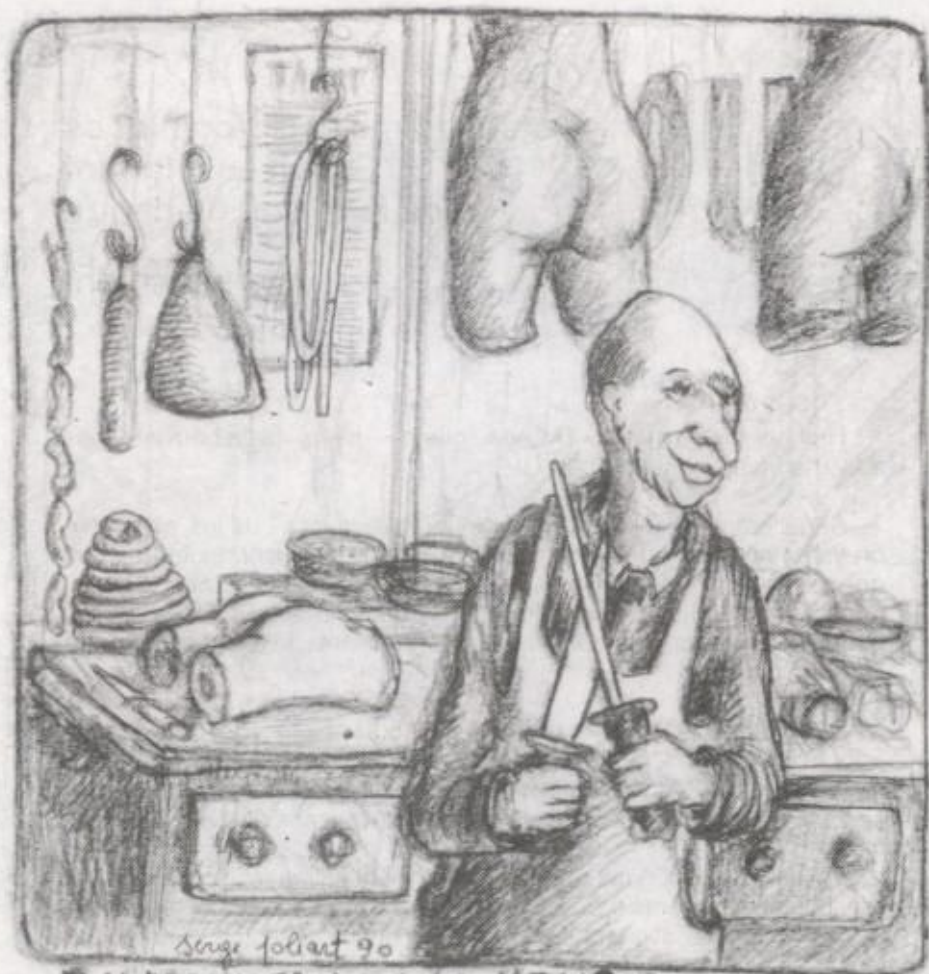
Pas de panique, dans quelques minutes le calme reviendra. Bientôt les six établissements d'enseignement secondaire, général, technique et professionnel, avaleront les trois ou quatre mille (peut-être plus) jeunes gens et jeunes filles qui suivent leurs cours.

\*  
\* \*

« Sortir du Désert » ; « Lutter contre la Sinistrose ». En novembre 89, *le Vif/l'Express* a consacré deux pages à la région du Centre.

\*  
\* \*

Mai 1990. Les ados sont dans la rue. Plus sur le trottoir, au milieu de la rue. Plus pour aller à l'école, pour en sortir.



Serge foliant 90

**DU NOUVEAU DANS L'ENSEIGNEMENT!**



Pour en sortir parce que l'avenir n'est pas gai, parce que l'école n'est pas gaie, parce que les profs ne sont pas gais.

Alors pourquoi ne pas manifester avec eux : ras-le-bol des classes surpeuplées, de l'ennui, de la morosité.

A travers les revendications purement ponctuelles, « *Pas de hausse du minerval* », « *De meilleures rémunérations* », c'est changer l'école, changer la formation que l'on réclame. Il faut réinstaurer le plaisir d'apprendre.

On le sent bien, on ne peut pas continuer comme ça.

\*  
\* \*

La formation professionnelle ne correspond plus aux besoins des entreprises. C'est Fabrimétal qui parle.

En quelques années, le paysage industriel a changé. Dans la région du Centre aussi.

De petites unités, à haute technologie, à main d'oeuvre réduite et donc à forte valeur ajoutée, se sont développées, petit à petit, sans faire de bruit, sur les ruines industrielles passées.

Dans le secteur des fabrications métalliques tout d'abord : Usiflex, Biebuyck, Précimétal, Debelle-Estom, Colinet (nouveau), Ettecom, etc.

Dans le secteur chimique ensuite : Chemviron, Ethyl, Montefina, Sigma Coatings, Stauffer, Dow Corning, Fina Research, soit sept entreprises pour quelques 1400 emplois (1) alors que Boël occupe encore à lui seul 2500 personnes...

Le patronat réclame une main d'oeuvre à la formation la plus « pointue » possible, en faible quantité. Il veut aussi changer l'école.

Il lui faut des travailleurs « *aptés à l'initiative* », à « *capacité de recyclage rapide* », à la « *sociabilité développée* », sachant « *prendre leurs responsabilités* », mais aussi possédant les « *connaissances techniques de base (robotique, électronique, informatique)* », sachant parler « *une ou plusieurs langues étrangères* », « *capables de prendre et de communiquer l'information* » (2).

Le projet est clair : rendre l'école la plus élitiste possible en faisant supporter les frais de l'échec scolaire par les pouvoirs publics. Pour l'enseignement, la formation « générale » (entendez par là la culture d'entreprise). Quant à la formation technologique, la faire assurer par les entreprises, en fonction de leur besoin immédiat fluctuant, aux frais de la collectivité.

C'est toute la problématique de la privatisation du service public qui est posée là. Version enseignement avec le sacro-saint principe « socialiser les coûts, privatiser les bénéfices » !

\*  
\* \*

CPE -- lisez Centre de Perfectionnement et d'Emploi pour travailleurs qualifiés. Asbl gérée paritairement par le patronat du secteur des fabrications métalliques et les organisations syndicales (hélas !).

Objectif : trier sur le volet des travailleurs qualifiés, actuellement au chômage, leur donner une formation « pointue » correspondant aux besoins immédiats (et éphémères) d'une entreprise (chez nous c'est Usiflex avec flex comme flexible !).

Formateurs : payés par le Forem.

Si ce n'est pas là de la formation conçue comme de la sous-traitance gratuite pour entreprises performantes, qu'on me fasse un dessin !

\*  
\* \*

D'après l'Interrégionale wallonne de la FGTB, on évalue à 15000 le nombre de jeunes sans qualification en Communauté française (3).

L'enseignement professionnel qui regroupe à lui seul un quart de la population du secondaire ne réussit pas à donner le moindre diplôme à 25 % de ses élèves (4).

Si vous voulez voir des « décrochés » scolaires à La Louvière, promenez-vous un après-midi de grand soleil sur les pelouses du parc Gilson. Les autres jours, allez plutôt au bistrot...

\*  
\* \*



Commission Emploi-Formation-Enseignement du comité subrégional de l'Emploi Mons - La Louvière, travail de réflexion rédigé par un responsable syndical (hélas, bis !).

On y parle de « *carte régionale des formations* », d'« *esquisse de profils de formation pointus* », au niveau régional et de « *collaboration formateurs - entreprises* » au niveau local (5).

Question : organiser la formation au niveau régional et local, n'est-ce pas nécessairement concevoir et adapter cette formation en fonction des besoins immédiats du patronat ?

\*  
\* \*

Credo en guise de conclusion (provisoire).

Exiger que l'on investisse dans l'enseignement, c'est exiger que l'on parte de l'enfant, de l'élève, de l'étudiant, de son bien-être, de son épanouissement intellectuel, manuel, affectif. C'est exiger que l'on développe ses facultés cognitives dans tous les domaines.

C'est exiger qu'on lutte contre l'échec scolaire et contre ses déterminismes socio-culturels.

C'est exiger qu'on réforme les pédagogies et qu'on recycle les enseignants qui le désirent.

C'est exiger qu'on donne aux enseignants des conditions de travail dignes de leurs objectifs pédagogiques.

C'est exiger que l'on finalise la formation non pas en fonction du porte-feuille des chefs d'entreprise mais en fonction de l'intérêt général.

De grâce, qu'on laisse le contenu, le poids et le coût de la formation immédiatement rentable à celui à qui elle profite, l'employeur lui-même !

L'enseignement doit rester un secteur non marchand.

\*  
\* \*

Tous dans la rue...

(Juin 1990)

## Notes

(1) *Centre, Carrefour européen*, dépliant économique, mai 1990.

(2) « Les nouvelles exigences de l'entreprise en matière de formation professionnelle », *Bulletin de Fabrimétal*, juin 1988, pp. 40 et suivantes.

(3) *Rapport d'activité* de l'Interrégionale wallonne de la FGTB, 26 septembre 1989.

(4) A. Roosen, « Tribune libre », *Revue belge d'Éducation*, n° 212, septembre 1988.

(5) Comité subrégional de l'Emploi, Mons - La Louvière, Commission Emploi-Formation-Enseignement, *Formation des jeunes - Esquisse de réponses*, mars 1989.

## le centre, prétexte à des réflexions sur la santé

jan meesters

La santé publique dans la région du Centre se situe dans un contexte national déjà très typé par rapport à celui des autres pays industrialisés.

De fait, nous sommes un des pays où le nombre des cancers (15.000 nouveaux cas par an), l'usage de tranquillisants, l'alcoolisme et la fréquence des suicides (1.500 par an) sont parmi les plus importants du monde.

Quelques exemples : le cancer pulmonaire est, chez nous, deux fois plus fréquent qu'en France (et augmente de 20 % en 10 ans), la mortalité routière deux fois plus élevée qu'en Angleterre, et les suicides sont plus nombreux chez nous qu'au Japon ou que dans les pays nordiques contrairement à une idée très répandue. Entre 1973 et 1983 ils ont augmenté de 50 %, ce qui donne à penser que notre santé mentale se détériore avec une rapidité très alarmante, surtout lorsqu'on se rend compte de ce qu'ils sont proportionnels, de façon relativement constante, au nombre des états dépressifs, des « déprimés » et des morosités qui constituent la base de la pyramide de cette pathologie du mal-être, et dont la fréquence augmente donc dans la même proportion.

En raison de l'impureté de notre eau, l'hépatite A est 10 fois plus fréquente chez nous qu'en Hollande ou en RFA.

Au milieu de notre petit pays à grande morbidité, le Centre a un niveau de santé publique encore inférieur. Un indicateur global souligne cette remarquable inégalité : la dépense de la Sécurité Sociale pour un habitant de La Louvière s'élève à près du double (1,8) de la moyenne nationale.

Ceci pourrait s'expliquer par un plus grand nombre de personnes âgées -- grandes consommatrices de soins -- et une plus importante proportion de chômeurs. Mais cette explication n'est pas suffisante. D'autres facteurs interviennent, nombreux et pesants.

## 1 les inégalités sociales devant la maladie

Les épidémiologistes savent depuis longtemps que la maladie est plus fréquente dans les couches sociales à bas revenus. La maladie accompagne la pauvreté. Cela est particulièrement vrai pour les maladies infectieuses et les cancers. Chacun connaît les ravages de la tuberculose dans la classe ouvrière au début du siècle, par exemple.

Par contre, peu de gens savent que les tumeurs malignes atteignent deux fois plus les ouvriers non-spécialisés que les « cadres ».

Il est par ailleurs évident que les ouvriers en contact avec certains produits industriels peuvent contracter des maladies spécifiques : anthracose, silicose, asbestose, plombisme, eczéma, bronchite chronique, et tant d'autres.

Certains facteurs psychologiques interviennent aussi : mauvaises habitudes alimentaires, travail à pauses ou à la chaîne, surmenage physique ou nerveux, angoisse devant le chômage, stress, etc...

Enfin, il ne faut pas oublier les accidents du travail qui, par définition, ne frappent que la classe ouvrière.

Ces quatre facteurs conjugués font que l'ouvrier meurt une dizaine d'années, statistiquement, avant le « cadre », qu'il est deux fois plus souvent touché par le cancer (sauf celui de la prostate), qu'il meurt 8 fois plus par suicide, et 10 fois plus par alcoolisme aigu.

On peut donc bien se dire que la haute morbidité de la région du Centre est liée à ce que celle-ci est industrielle et que sa population active est en grande partie ouvrière (ou issue d'origine ouvrière), avec un revenu moyen moins élevé qu'ailleurs.

### 1.1 détérioration environnementale et santé

Depuis la recherche médicale faite par RAE, à Dallas, on sait que le contact avec des produits artificiels courants -- teintures, vernis, colorants, agents de conservation, pesticides, textiles, etc.-- à très faible dose, agit comme cofacteur dans l'apparition et les accès de beaucoup de maladies typiques de notre civilisation : spasmes coronariens, bronchite, colite, ulcères digestifs et autres.

C'est dire l'importance de la pollution occulte, insidieuse, indécélable sinon par analyse chimique.

Pour ce qui est de la pollution industrielle, plus évidente en raison de la beaucoup plus grande concentration des produits, on pourrait se dire

que la situation est plus claire, donc qu'il est plus facile d'y remédier.

Au stade actuel cela n'est pas sûr : il est bien difficile d'étudier l'action d'une substance sur la santé puisqu'elle n'intervient jamais seule, que sa trace dans la nature et dans le corps humain est très difficile à suivre, et que ses effets ne se marquent parfois qu'à très long terme, comme c'est le cas pour l'asbeste, lequel ne donne naissance au mésothéliome qu'après une latence de dix à vingt ans. On admet, en général, que 50 % des substances chimiques de synthèse ont un pouvoir cancérigène ou mutagène. A l'échelle mondiale, 1.000 nouvelles molécules sont créées chaque année et lancées dans la nature. En 1987, près de 70.000 travailleurs ont été indemnisés pour maladies professionnelles, ce qu'il ne faut évidemment pas confondre avec le nombre total, bien plus élevé, des habitants atteints, dans leur santé, par les produits chimiques.

A noter que la nocivité éventuelle d'un nouveau produit industriel ne fait pas l'objet d'une étude systématique avant sa mise en circulation. Il y a lieu de signaler ici que l'information, déjà si maigre dans le domaine de la toxicité industrielle, passe très mal des milieux médicaux vers ceux de l'industrie. Il est remarquable de voir combien les chimistes de ces entreprises sont, de bonne foi, dépourvus de toute connaissance toxicologique ou épidémiologique, alors que, d'une certaine manière, ce sont eux qui ont notre santé en main.

Citons à ce titre l'exemple éloquent de l'asbeste -- 60.000 décès prévus à l'échelle mondiale -- qui a été employé chez nous, même dans les bâtiments publics, jusqu'au cours de ces dernières années, alors que son implacable toxicité avait déjà été établie dans les mines d'Afrique du Sud vingt ans plus tôt ! Et aujourd'hui l'Etat projette de faire enlever le flocage de ses constructions en déboursant des milliards.

Et que penser des produits fabriqués dont on ne sait rien parce qu'ils sont couverts par le secret de la production ?

Et que dire des déversements clandestins, illégaux et de nature inconnue, si nombreux en Wallonie ?

Quant au problème de la détermination des normes, c'est à dire des concentrations tolérables pour la santé, leurs chiffres souvent plus élevés en Belgique qu'ailleurs et attirant par là l'investisseur industriel étranger, paraissent souvent arbitraires et imprudents.

Quant à la véritable toxicité d'une substance, elle est parfois longue à se dévoiler. Ainsi, en ce qui concerne la cigarette, dont on croyait connaître les effets néfastes depuis longtemps, on vient de constater en 1990 seulement que sur 20 vieillards de 80 ans, 19 ne fument pas, et que l'espérance de vie d'un fumeur est de 18 ans plus courte, statistiquement, que celle d'un non-fumeur.

Parfois la collectivité montre une inertie suspecte et invraisemblable lorsqu'il s'agit d'évaluer les dangers d'un produit. C'est le cas de l'alcool. Depuis des années la polémique fait rage concernant son incidence dans les accidents de la route : les chiffres sont contradictoires et contestés en tous sens, et on discute à perte de vue sur les mesures préventives à prendre en se fondant sur des statistiques d'alcoolémie dépourvues de la moindre fiabilité. En effet, comme le dosage n'est pas pratiqué, loin s'en faut, chez tous les accidentés, on n'a aucune notion exacte concernant l'alcoolisme au volant, point de départ incontournable pour une évaluation correcte.

Quant aux accidents de travail, leur corrélation avec l'ivresse ne s'évalue pas. Patronat et syndicats paraissent tacitement d'accord pour fermer les yeux. Une notion dont on ne parle pas est que l'alcool est un remède-miracle, ponctuellement, contre la pénibilité physique et la lassitude psychologique. C'est un auxiliaire nécessaire, indispensable, incontournable, du travail excessif.

Dans les deux cas cependant il y aurait intérêt à ne pas se cacher la réalité, si on veut faire l'économie d'un nombre impressionnant d'accidents.

Il suffirait, dans quelques hôpitaux, pendant quelques semaines, anonymement et sans perspective répressive, de doser systématiquement l'alcoolémie de tous les accidentés, sans exception, de façon à mesurer toutes les faces de ce fléau. Il faut en effet savoir que l'alcool est infiniment plus présent dans la morbidité nationale que ce que le public pense : un lit psychiatrique sur deux est concerné par l'éthylisme, en médecine interne la proportion est presque la même, idem pour les accidents de toutes catégories (sauf le sport). Les enfants et les femmes battus ou violés le sont par un homme ivre, pratiquement toujours. Quantités de crimes et délits sont commis en état d'ivresse.

Ces lourds problèmes de santé publique concernent particulièrement notre région où l'alcool, tabac et polluants sévissent.

## **1.2 détérioration culturelle et santé**

Au début de l'ère industrielle, et pendant longtemps, les conditions de travail faites par les industriels aux ouvriers ont été effarantes : six jours de travail par semaine à raison de 12 à 15 heures par jour, pas de congés, salaires de famine, hygiène inexistante. Filles et garçons descendaient à la mine ou à la carrière lorsqu'ils avaient entre 8 et 14 ans. Par conséquent, ils étaient peu -- ou n'étaient pas -- scolarisés, et donc condamnés à rester soumis à une condition sociale tout à fait inférieure.

Par ailleurs, leur isolement au fond de la mine ou de la carrière les coupant des autres, ils subissaient une privation de formation psychique et sociale irréparable.





Daniel Pelletti  
Viatique des Forçats I  
100 x 250  
Papier de riz sur soie



Daniel Pelletti  
Viatique des Forçats II  
100 x 250  
Papier de riz sur soie

Devenus adultes et entièrement pris par un travail beaucoup trop long et épuisant, ils rentraient chaque jour dans leur logement misérable à l'heure où leurs enfants dormaient déjà, pour, la nuit passée, repartir avant qu'ils ne soient levés. La coupure entre enfants et parents était complète : le père ne faisait connaissance avec son fils que lorsque, à 14 ans, celui-ci le rejoignait à la carrière, comme apprenti. L'absence de relation directe entre les enfants, élevés par les grands-parents, et les parents, ne pouvait qu'altérer la cohésion familiale et appauvrir la personnalité des jeunes, gravement. C'est-à-dire les déculturer et porter atteinte à leur santé mentale et sociale. Cela est encore plus évident si l'on entend, comme ici, **culture** comme l'ensemble du savoir, du savoir-faire et des attitudes qui permettent une vie meilleure, autonome et responsable.

Epuisé et déprimé par une vie bestiale, le monde ouvrier trouvera tout naturellement oublié, consolation et bonheur factice et temporaire dans l'alcool. Et y laissera sa santé.

Cette évolution sera induite du fait que le patronat donnera une partie du salaire - la quinzaine - sous forme de boissons alcoolisées. Il y a cent ans, le nombre de cabarets, dans le Centre, était énorme : 1 pour 3 ouvriers. Cela faisait l'affaire des patrons : un homme abruti par la boisson est inapte à l'affrontement politique.

## **2 l'assurance maladie-invalidité, un remède débilisant**

Devant tant de misère et d'injustice, l'AMI semblait pouvoir être un remède. Mais il s'agissait d'un système à trois acteurs, malade-médecin-mutuelle, dont aucun n'était responsable des dépenses ni d'une politique de santé.

Chacun se comportait, sauf exception, comme si les soins et autres avantages étaient gratuits comme un don du ciel.

Personne n'avait intérêt à pondérer les débours, bien au contraire. Les abus, et même les fraudes, florissaient.

Survint en plus, après quelques années, une banalisation des avantages sociaux, facteur lui aussi, de surconsommation. Mais le phénomène le plus important fut que la dispensation des soins devint une source considérable de profit dans certains milieux et qu'on assista à la marchandisation de la santé, qui devint une affaire, au sens commercial du terme. L'inflation des hôpitaux en est un bon exemple, loin d'être le seul.

Parallèlement, les gens prirent d'autres habitudes. Gâtés par les facilités de la « Sécu », ne devant plus faire face personnellement aux difficultés de la vie et leur pouvoir d'achat ayant augmenté, le recours précoce aux professionnels (médecins, travailleurs sociaux, avocats, syndicats, etc.) entra dans les moeurs.

Leur déculturation opéra dans le même sens.

Finalement la société évolua vers une « civilisation de réparation » : indemniser et restaurer, au lieu de prévenir ou éviter. Vous avez un accident de roulage, on vous soigne » gratuitement », on vous indemnise pour vos séquelles éventuelles et pour vos dégâts matériels. Au lieu de prévenir l'accident et faire l'économie des dépenses et des souffrances. En matière de politique -- si l'on peut dire -- de santé, c'est la même chose : l'orientation vers la prévention et l'éducation sanitaire est très faible, et superficielle.

Un exemple : la prévention en matière de drogues devrait avoir comme cible principale les enfants de 12 ans et devrait opérer au moyen de techniques assez évoluées et appliquées massivement, tels les jeux de rôles.

Qu'en est-il ?

Lorsqu'on évalue tous les effets de la sécurité sociale qui a tellement materné les gens, les a tellement rendus dépendants des professionnels, les a infantilisés au point que, » facilité faisant loi », il ne leur est plus nécessaire d'avoir un bagage pour vivre -- on se demande si ses effets pervers ne seront pas, un jour, plus importants que ses effets positifs. Il semble exister, en d'autres termes, une antinomie **Sécu versus Culture** assez fascinante.

## **2.1 incidence de la prospérité sur une société sécurisée et assurée**

Depuis les *Golden Sixties*, la Sécu allait remanier plus profondément encore notre façon de vivre.

Jadis les petites gens thésaurisaient, vaille que vaille, en prévision de la maladie éventuelle, de l'accident, de la perte de travail. Ce que la Sécu rendit inutile. De plus, les salaires s'élevant, la classe ouvrière disposa enfin d'argent pour les loisirs. L'appétit de confort, d'agrément, de distractions et plaisir ne pouvait qu'être immense pour cette génération dont les parents avaient connu la gêne et la misère. La voiture fut la première à être convoitée. Elle facilite la vie, le transport, la mobilité. Mais cela ne se passe pas sans revers : près de 2.500 morts par an, (deux fois plus qu'en Angleterre, et avec un maximum de mortalité infantile par rapport à tous nos pays voisins) un coût social énorme, une réduction des transports en commun et pour les démunis qui ne possèdent pas

d'auto, une diminution de leurs possibilités de déplacements. Puis ce fut la télévision, puis la vidéo. C'est cette dernière dont on peut voir l'irruption dans les familles les plus pauvres.

Ces instruments, magnifiques si on en fait bon usage, ont contribué à désocialiser les gens. En compagnie ou en famille on allume la TV et on se tait. Et, à défaut d'initiation culturelle suffisante, on se branche sur *Dallas* ou sur les vidéo-clips à longueur de soirées. Chez les jeunes le catharsis prend le pas sur la vie. Chez les culturellement défavorisés la vidéo fait des ravages.

Voici la ventilation des locations d'une vidéothèque louviéroise (1986) : films d'horreur -- 80 %, « porno rose » -- 10 %, tout le reste -- 10 %.

Chez les « cadres », l'usage de ces appareils est tout différent : on enregistre ce qui est éducatif, culturel et artistique. Il est indiscutable que se creusent ainsi les fossés culturels entre les classes extrêmes de la société, au détriment des moins éduqués.

Parlons précisément de l'éducation fondamentale. C'est-à-dire scolaire. Une cinquantaine d'enseignants du Centre nous ont tenu le même propos : le niveau des élèves est en baisse, surtout depuis dix ans. Les enfants sont peu motivés, les parents peu collaborants, les maîtres découragés. Les élèves ne « se battent » plus pour réussir à l'école, celle-ci n'étant plus perçue comme moyen d'ascension sociale. Le diplôme n'est plus utile puisqu'il ne donne plus de travail. Les élèves zélés sont le plus souvent des enfants d'immigrés, surtout turcs, ceux qui auront le plus de difficultés à s'insérer dans la collectivité nationale. L'instruction n'est plus non plus un but en soi. La débâcle porte surtout sur l'apprentissage de la langue française, clé d'accès à toutes les connaissances.

La jeunesse, qui dispose de plus d'argent de poche que jadis (voir la publicité bancaire visant les jeunes), tend à verser dans les drogues. Certains cafés de chez nous sont ouverts entre 7 et 8 heures du matin et servent de la bière aux jeunes de 12 à 18 ans avant l'entrée en classe. La « boum », assortie de la « cuite » est hebdomadaire dans l'enseignement moyen et le technique. La mort par overdose a augmenté en Europe de 40 % en 1989 !

La déculturation et l'hétéronomisation de la classe ouvrière ont fini par la conduire à la perte de la perception de son identité, la perte de sa vision du monde et sa marginalisation par rapport à celui-ci. Donc sa dépolitisation. Un exemple : nous avons interrogé 100 jeunes chômeurs en leur demandant s'ils pouvaient imaginer une mesure susceptible de

réduire le chômage et les inégalités sociales. Une seule personne a pu donner une réponse : rétrécir l'éventail des salaires. Les 99 autres ont répondu, dans un ordre de fréquence décroissant : « je ne sais pas, je ne m'occupe pas de politique, il faut f... les étrangers dehors, mon délégué syndical est payé pour ça ». L'inculture et l'égoïsme sont très apparents dans ces réponses. On peut se demander si ce n'est pas là qu'il faut trouver une explication au caractère profondément malade, psychologiquement, de notre société où les deux causes principales de décès chez les jeunes sont l'accident de roulage et le suicide (1.500 par an, avec une prépondérance pour la Wallonie), où les syndromes dépressifs sont anormalement nombreux (même remarque), et où l'usage de tranquillisants atteint les plus hauts chiffres du monde, les Wallones dépassant très largement la moyenne nationale.

Les effets pervers de la Sécu sont-ils imprévus et fortuits, ou bien organisés ? Le caractère dominateur de la classe dirigeante donne à penser que la seconde hypothèse ne doit pas être exclue. Après tout, la Sécu a-t-elle été inventée pour favoriser les plus démunis ou pour obtenir la « paix sociale », c'est-à-dire la castration politique du monde du travail ? Dans ce dernier cas le résultat aura dépassé toutes les espérances.

Quant à la politique actuelle, elle maintient et consolide le système -- avec ses effets pervers -- et se borne à des restrictions budgétaires et des contrôles, essentiellement.

### 3 le rendement sanitaire de l'ami

Sur les 200 milliards financés, 80 % viennent des cotisations, et 20 % de subventions de l'Etat.

Les plus grosses dépenses portent sur les médicaments et l'hospitalisation (32 %).

Certaines autres sont en pleine inflation, telle la biologie clinique qui est passée de 3 milliards en 1970 à 33 milliards en 1987, soit 12 % du budget AMI. Selon certains médecins biologistes, la proportion d'exames de laboratoire utilement pratiqués n'atteindrait pas 10 %.

En ce qui concerne l'imagerie médicale, notre consommation est pléthorique : nous consommons 2 fois plus de clichés radiographiques qu'en Suède (avec une prépondérance en Wallonie), et nous avons 4 fois plus de scanners que les Hollandais. Malgré cela, la croissance de l'imagerie est rapide chez nous, à l'heure actuelle.

Les médicaments comptent pour 14 % du budget AMI, et nous en consommons 2 à 3 fois plus que les Anglais ou les Hollandais. Les actes

intellectuels des généralistes (3 %) et des spécialistes (3 %) sont stationnaires.

Pour l'an 2000, on prévoit un déficit de l'AMI de 10 % et une participation de l'Etat passant de 38 à 49 %. De 1970 à 1985, les dépenses pour les soins ont été multipliées par 7. Depuis 1965, il y a 2 fois plus de médecins et 5 fois plus de kinésistes qui, en Belgique, sont les plus nombreux du monde.

Résultats : de 1970 à 1982, l'espérance de vie des femmes passe de 74.1 à 76.8 ans, et, pour les hommes, de 67.7 à 70 ans. De 1960 à 1985, la mortalité est passée de 31 à 10.1 pour mille. Une partie de ces progrès est due à la médecine, une autre à l'amélioration des conditions de vie.

Le nombre total de malades augmente cependant, de même que, particulièrement, celui des cancers et des états dépressifs.

Le rendement sanitaire, difficile à évaluer, est probablement faible. Beaucoup de facteurs extra-médicaux interviennent et brouillent les données. Par exemple, beaucoup de personnes âgées occupent des lits « aigus », chers, dans les hôpitaux parce qu'on ne peut ou ne veut les reprendre dans leur famille ou dans des institutions, ce qui serait moins coûteux. Une masse de médicaments sont employés par les vieillards inutilement parce qu'inefficaces.

D'une façon générale, on surconsomme. Beaucoup.

Un exemple ? La grippe touche annuellement 20 % de la population, avec une durée moyenne de congé de maladie de 8 jours et un coût social de 3 milliards ! Dans la réalité, une grippe peut, à la rigueur, demander 1 ou 2 jours d'incapacité de travail, et pas chaque fois ni chaque année, par personne. C'est en tous cas ce que l'on voit dans les hôpitaux, côté médecins et chirurgiens. Côté personnel, c'est différent : à certaines périodes on peut observer un absentéisme de 90 %. Mais quelle différence dans l'intérêt que présente le travail, dans le statut, dans le salaire et les responsabilités !!! En fait, les congés pour maladies bénignes sont devenus, dans l'esprit de beaucoup, une sorte de prétexte de congé de repos et de détente que l'on peut assez souvent comprendre, mais qui n'a pas de rapport sérieux avec la maladie.

En fait, l'AMI serait bien plus efficace si ses divers protagonistes en usaient de façon raisonnable.

## 4 quelle solution ?

Lorsqu'on considère la Sécurité Sociale belge -- réputée comme une des meilleures du monde -- on ne peut s'empêcher de la voir autrement que comme un mastodonte, une structure primitive énorme, inerte et pesante, impossible à mobiliser ou modifier. Les enjeux financiers et politiques sont trop gigantesques. Ses effets positifs en santé publique ne doivent pas être menacés non plus, cependant. Si on se donne pour but d'atténuer les inégalités sociales, d'améliorer la vie, d'économiser des souffrances et des dépenses (pour la santé : près de 10 % du PIB en 1990 contre 4,6 % en 1960. Et la morbidité augmente !), faut-il réformer la Sécu ? Pas possible. Et pas certain.

En effet, nous avons constaté dans cette brève analyse que c'est dans les domaines du manque de savoir, de savoir-faire et les comportements des gens -- avec l'impact de la prospérité des années 60 -- qu'il faut trouver les raisons du dérapage.

Il serait donc intéressant de songer à contourner, à court-circuiter la problématique de la Sécu, en agissant sur le culturel, le civilisationnel.

### Comment agir ?

Au départ, il faut se souvenir de ce que les quatre lieux traditionnels d'apprentissage de la vie -- la famille, le milieu de travail, le quartier, et la communauté religieuse -- se sont effrités en tant que tels.

Aujourd'hui la situation est bien différente : on apprend (mal) la vie en deux lieux seulement : l'école et l'audio-visuel.

Chose importante, l'enseignement et l'audio-visuel dépendent largement de l'Etat et peuvent donc faire l'objet d'un changement par le biais d'un autre choix politique.

L'objectif serait donc de donner, aux personnes défavorisées surtout, une formation et un bagage tels qu'ils puissent mieux gérer leur santé, et, plus généralement, leur vie. De fait, les gens seraient beaucoup moins souvent obligés de se faire soigner s'ils disposaient d'un savoir leur permettant d'éviter les maladies, et s'ils mettaient ce savoir en pratique : éviter la cigarette, les graisses animales, la suralimentation, l'alcool, le sédentarisme, les conflits, le surmenage, le stress, la solitude, l'ennui, la monotonie, la déprime etc., dans la mesure du possible.

### 4.1 en ce qui concerne l'éducationnel

Modifier le contenu et les buts de l'enseignement primaire et moyen.

Faire de l'éducation sanitaire une matière importante dès les premières années, et ce jusqu'à la fin des études moyennes, en incluant progressivement des disciplines assez élaborées telles la psychologie, l'épidémiologie, la sociologie, des éléments de droit, etc..



Un approfondissement de l'enseignement de la première langue semble une priorité absolue pour rendre la génération montante plus autonome en matière d'auto-formation. Ce point est d'autant plus important que l'on sait depuis une quinzaine d'années, suite à une étude publiée par l'INSERM, que seuls apprennent facilement les enfants qui ont un excellent acquis de la langue parlée, et, plus précisément du langage explicite, par opposition au langage implicite, handicap très lourd pour l'apprentissage, et parler habituel des classes défavorisées.

A l'image de ce qui se passe dans les *Public Schools* anglaises, les après-midi pourraient être réservés aux activités physiques. Ou, mieux encore, aux occupations ludiques : sports, initiation artistique et esthétique, activités manuelles également, ce qui apprendrait à lire des schémas, des manuels, employer outils et matériaux, développer la dextérité, travailler en groupe, etc..

Il faut se rappeler que, instinctuellement et en contradiction avec une masse d'idées reçues, de philosophies et de religions, le seul sens de la vie réside dans la recherche du plaisir. Il suffit de s'introspecter honnêtement pour en être convaincu.

Par ailleurs, si on joue -- pour le plaisir -- du clavecin, ou si on joue -- pour la même raison -- au *jackpot*, cela ne revient pas au même sur le plan personnel ni celui de la personnalité. Et sur le plan social ?... Cependant ce n'est affaire, pour le principal, que de milieu et d'éducation.

On peut également remarquer que les gens cultivés et bricoleurs ont une personnalité mieux structurée et résistent mieux aux agressions de l'existence. Bien entendu, la revalorisation et le recyclage des enseignants sont nécessaires et urgents.

#### 4.2 en ce qui concerne l'audio-visuel

La TV apprend tout. Même la bêtise et la violence. Il faut faire un choix : soit le « tout commercial » avec priorité à l'audimat et à la publicité, comme à RTL, soit l'option informative et éducative, comme à la BBC.

Cet émetteur, indépendant des *lobbies* commerciaux et politiques, ne diffuse pas de « pub » et, outre les programmes ordinaires, présente une information très large ainsi que des programmes éducatifs quotidiens portant sur toutes les sciences, dans une série intitulée *Open University*, de très haut niveau pédagogique. Les téléspectateurs peuvent participer, par la poste, à des examens qui peuvent leur donner une qualification. Entre 7 et 800.000 personnes prennent part à ceux-ci. L'émetteur est entièrement financé par l'Etat.

A noter que la publicité n'a d'efficacité commerciale qu'auprès du public le moins averti, qui correspond, en gros, au monde du travail, floué une fois de plus.

Il est révélateur d'observer qu'une personnalité proche de la direction du PS et de la RTBF déclarait sur nos ondes, il y a quelques mois, que le premier reproche qu'il faisait à notre émetteur national était son obsolétude, en comparaison avec nos voisins (contigus) qui diffusent de la publicité. Ceci montre combien on peut mépriser le téléspectateur, et combien on peut avoir une médiocre conception de ses responsabilités.

En résumé : il faut investir dans l'audio-visuel.

## 5 épilogue

Chez nous, lorsqu'on désire améliorer les choses dans un secteur quelconque, on pense surtout à renforcer la législation, modifier ou compléter (souvent mal) les organismes existants et les contrôles. Sans toujours éviter les dérapages. Le Judiciaire et la Sécurité nous en ont donné des exemples impressionnants, ces dix dernières années.

Sans doute serait-il intéressant d'élaborer une réflexion allant dans le sens d'un projet préventif, éducatif et culturel, plutôt que répressif.

C'est ce qui a été tenté dans ce texte, en ce qui concerne la santé.

De fait, on peut penser que, dans la région du Centre comme partout ailleurs, la santé du monde du travail ne rejoindra le niveau sanitaire de la bourgeoisie que grâce à une progression culturelle.

Vous en doutez ? Posez-vous une question simple et cruelle : si demain une nouvelle ère de prospérité survenait, et que le pouvoir d'achat des ménages augmentait à nouveau, que feraient les gens de petite condition, peu instruits, déracinés ? Acheter une seconde voiture, acheter une nouvelle vidéo, boire plus, dépenser pour des *gadgets*, et garder les mêmes mauvaises habitudes de mode de vie, les mêmes conditions de travail, le même enseignement, etc ?

Et avec quel résultat ? Un « quart-monde » inculte, plus malade, plus fruste, et qui coûtera plus cher que jamais à l'ensemble de la société.

De même, si nous voulons être industriellement compétitifs, ne devons-nous pas avoir une classe ouvrière à haut niveau de formation ? N'est-ce pas une nécessité incontournable à notre époque d'explosion technologique ?

Une progression culturelle implique toujours un développement des arts, c'est-à-dire une progression du ludique, laquelle ne peut se concevoir qu'avec une diminution du temps de travail, objectif à nos yeux crucial.

---

Finalement, ce qu'il faut vouloir atteindre, c'est une société plus civilisée, sans exclus, une civilisation plus humanisée.

Au fait, c'est quoi, sinon, le progrès.

La réflexion peut paraître téméraire, mais souvenons-nous de Sénèque : *« Dans des situations de faible espérance les desseins les plus audacieux sont les plus sûrs. »*



Daniel Pelletti

Topographie de la misère - « L'Hiver » Technique mixte sur toile  
80 x 100

## voyage

toni santocono

Le tram est un moyen de transport qui a eu, dans le passé, une utilité certaine. Aujourd'hui, à l'époque des voyages dans l'espace, et des ordinateurs de poche, il apparaît plutôt comme un objet désuet, d'un autre temps.

Pourtant, dans cette partie de la Wallonie, le tram est toujours bel et bien présent (enfin, plus pour très longtemps). Non pas qu'il remplisse une fonction quelconque, mais parce qu'il fait partie du paysage au même titre que les terrils, les usines désaffectées ou les monuments au Roi Albert. D'ailleurs, si le tram transporte de moins en moins de monde, il reste malgré tout le guide le plus sûr de la région : «Pour aller à Jolimont, s'il vous plaît monsieur ?

- Vous n'avez qu'à suivre les lignes du tram et vous y êtes sans problème !».

Roger est conducteur de tram depuis plus de trente ans. Wattman, comme il dit. Pendant tout ce temps il n'a pas arrêté de sillonner la région dans tous les sens, étant ainsi le témoin de sa lente mais sûre métamorphose. Il a vu des champs de betteraves se changer en autoroute, des maisons du peuple en appartements de luxe et des charbonnages en terrains vagues. «C'est le progrès ! se disait-il, et on n'arrête pas le progrès !» Aujourd'hui, pourtant, à la veille de sa retraite, il se remémore le temps où son tram était plein de mineurs bruyants qu'il conduisait aux puits de St Arthur ou d'Anderlues. Et le mardi, alors, quand toutes les femmes des environs descendaient au marché de Morlanwelz... Actuellement, il n'y a plus de mine et les ménagères font leurs emplettes en voiture, à Cora-City.

Affalé sur le levier de vitesse et perdu dans ses rêves, Roger n'a pas vu venir l'arrêt de la place de Morlanwelz. En sursaut, il actionne le frein pneumatique et le tram s'immobilise à quelques mètres de l'endroit prévu. Sa voiture est vide et l'arrêt est désert. Il est vrai qu'on est dimanche et que la ligne du 31 n'est jamais très fréquentée ce jour-là. Il

lui est déjà arrivé de faire la course d'Anderlues à La Louvière sans prendre un seul voyageur. Nonchalamment, il remet sa machine en marche et alors qu'il traverse le village, il se plonge dans ses souvenirs.

Le tram vient de s'engager dans le bois de Mariemont et file entre les arbres. Tout à coup Roger frissonne. Une sensation bizarre le parcourt: le bois a l'air d'être plus long que d'habitude et les arbres, qu'il connaît pourtant par coeur, il n'arrive pas à les situer. C'est comme si c'était la première fois qu'il les voyait. Il se tape la joue afin de chasser cette impression absurde. Mais au sortir du bois, son sang se fige. Là, en face, devrait se trouver le parc de Mariemont ; sur la droite, l'ancien café «les Marronniers» ; et à gauche les voies du chemin de fer ! Et bien, de tout cela, il n'y a rien, seulement une longue route, coupée au milieu par les rails de son propre tram, qui s'allonge à l'infini.

Roger arrête sa machine. Que lui arrive-t-il ? Est-il la proie d'une hallucination, d'un stupide cauchemar ? Ahuri, il regarde ce nouveau paysage devant lui qui le nargue à travers les vitres. Il enlève sa casquette et s'éponge le front.

Sans trop se rendre compte, il a remis le tram en route. Il se sent comme au cinéma, le décor bouge et lui, à l'extérieur, assiste impuissant à son défilement.

Il a déjà parcouru plusieurs centaines de mètres quand il commence à voir des maisons. Elles sont petites, jaunes, avec des soubassements goudronnés. Alignées de part et d'autre de la chaussée, elles sont toutes identiques. Elles ressemblent aux anciennes maisons des corons que les charbonnages louaient, aux mineurs, dans le temps. Au fur et à mesure qu'il avance, les bâtiments se font plus nombreux. C'est l'entrée d'un village. Roger ne le connaît pas. Bien que la vision lui soit lugubre, il se sent un peu rassuré car il pense rencontrer quelqu'un qui lui donnera peut-être l'explication de ce qui lui arrive. Roger bloque les freins et le tram s'arrête dans un grincement métallique amplifié par le silence de la rue. Il descend à la recherche d'une présence humaine.

Assis sur le seuil de sa porte, un vieux monsieur le regarde en souriant. Roger se précipite vers lui : «Eh ! grand-père, dit-il, d'allez ni m'croire, mais d'en sais pu à ieu s'que j'su !...Saurez bi m'dire el nom du patelin ?». Le vieux crache une giclée de tabac et toujours le sourire aux lèvres qui laisse entrevoir des dents brun foncé, répond moqueur : «Vous étou a s'tè pierdu ! Ca fait l'troisième audjourd'u ! Notez, mi ça fait bi tente ans que j'su pierdu ! Qu'es qué vo volez m'gamin, ça quindg' ! ».

Et sans attendre la réaction de Roger, le vieux se lève et rentre chez lui. Roger reste comme deux ronds de flan. Il veut rappeler le vieil homme car il a une tonne de questions à lui poser, mais il n'en a pas le temps. Comme un automate, il remonte dans son tram et le remet en route. Ses gestes sont précis, sûrs, ils semblent guidés par quelqu'un d'autre.

Le tram pénètre plus profondément dans le village. Les rues sont étroites et sombres. Les magasins étalent des devantures anciennes mais qui semblent familières à Roger : Courthéoux, C.G.A., Delhaize le Lion... Soudain, Roger perçoit le grondement confus d'une foule. Des gens crient et s'amusent quelque part au milieu de ces maisons. Il a juste le temps de réaliser, lorsque son tram débouche sur une immense place. Il reconnaît tout de suite la disposition caractéristique du jeu de balle pelote dont il entend maintenant, très clairement, les exhortations des joueurs et du public: «Allez Gaston, Marcel, Firmin...ça va d'aller ! Quinch'à deux et une chasse au tamis, ça va d'aller !...».

Tout content de rencontrer de la vie, Roger arrête à nouveau son tram et se presse vers le terrain de jeu. Mais, est-il à peine à quelques mètres des gens qu'il s'immobilise net, glacé par l'horreur de ce qu'il vient de comprendre. Tout ce qu'il a devant lui est fictif : le public, les joueurs, tout est faux, tout est figé et immobile, pareil à des statues en grandeur nature, tandis que de chaque côté du terrain de jeu, de gros hauts-parleurs crachent une ambiance pré-enregistrée. Roger reste cloué sur place. Pendant quelques instants, ses membres ne réagissent plus et il a la sensation de devenir lui aussi un morceau de plâtre.

C'est au prix d'un effort hors du commun qu'il arrive à se reprendre en main. Le sang se remet à circuler dans ses veines et il s'apprête à fuir lorsqu'il sent une présence humaine derrière lui : «De vou l'avou dit que ça stou plus comm' avant !». Roger se retourne brusquement pour se retrouver nez-à-nez avec le vieux qu'il a rencontré à l'entrée du village. L'homme le regarde avec le même sourire moquer que tout à l'heure :

«Mais qui êtes-vous ? crie Roger. Qu'est-ce qui se passe, ici ? Où suis-je ?»

Pour toute réponse, le vieux éclate de rire et se perd dans la foule des figurines. Roger est subitement envahi par une grande lassitude. Il ne cherche plus à comprendre et, la tête vide, il rejoint son tram. Son cerveau se trouve dans une telle confusion, qu'il ne remarque pas que la voiture est pleine de gens :

«Alors Roger ! avez sti boire une pinte ? » ricane quelqu'un.

Toutes les banquettes sont occupées par des mineurs. Des mineurs comme on en voit sur certaines vieilles photos : un casque rond sur la tête, un foulard rouge à petits pois blancs autour du cou, une pioche dans une main et une lampe à carbure dans l'autre.

«Spéchez-vous ! d'allons arriver en retard al fosse ! » reprend un autre.

Sans trop savoir pourquoi, Roger obéit et met le tram en route. Tout ce qu'il voit, il a l'impression de l'avoir déjà vu : tout ce qu'il vit, de l'avoir déjà vécu. Les petites maisons jaunes, les terrils noirs, pas encore boisés, les routes pavées...Tout se passe comme s'il venait de se réveiller : comme si tout ce qu'il a vécu avant l'arrêt de Morlanwelz était

un rêve, et que la réalité est là : lui, son tram et ces mineurs qu'il amène au travail.

Tout le monde descend au charbonnage de... Et puis non ! c'est n'importe quel charbonnage avec un châssis à molette et un grand mur autour. Les portes du tram allaient se refermer quand son attention est attirée par le tintement d'une clochette. Il se penche à l'extérieur et voit une petite roulotte verte tirée par un cheval de labour. C'est une roulotte de la boulangerie du «Bon Grain». Aux commandes, il reconnaît le vieil homme à qui il a déjà parlé. Instinctivement, il lui fait signe comme s'il s'agissait d'un camarade. L'autre rit et répond par de grands gestes de la main. Un rayon de soleil apparaît et Roger se sent tout à coup bien.

Le tram redémarre. Quelques minutes plus tard, il traverse un bois. C'est le bois de Mariemont. Roger s'en aperçoit tout de suite. A la sortie, il retrouve l'entrée du parc, les voies du chemin de fer et le café «le Marronnier»...Il a rêvé ? Oui, c'est cela, il s'est assoupi et il a rêvé. Il n'y a pas d'autre explication. Il paraît qu'un rêve ne dure que quelques secondes mais peut raconter toute une vie. Dommage ! maintenant qu'il commençait à aimer... Il décide d'oublier et c'est tout à fait lucide qu'il continue sa course vers le dépôt de La Louvière. La journée est terminée, Roger éprouve le besoin de marcher un peu. En chemin il ne peut s'empêcher de regarder la ville avec les yeux de sa jeunesse. La Louvière a bien changé. La place du marché est devenue un parking et la salle du théâtre wallon, où il a tellement dansé et rencontré sa femme d'ailleurs, est maintenant un restaurant chic. Il arrive devant un bâtiment en béton où semble régner une certaine animation. Une banderole pend à l'entrée : «Musée de la vie wallonne. Inauguration aujourd'hui». Il ne résiste pas à l'envie d'entrer voir.

Le musée est superbe, tout neuf, tout propre. Roger le parcourt, émerveillé. Il voit la première machine à feu du charbonnage de Bois du Luc, une taille plus vraie que nature, des wagonnets tirés par un cheval aveugle empaillé. Il revit plusieurs vieux métiers aujourd'hui disparus : des verriers, des brasseurs, des tailleurs de pierre. Il y a même une société de Gilles en grandeur réelle avec toute sa fanfare. Puis, son regard est attiré par une série de miniatures. Il reconnaît la reconstitution d'une partie de balle pelote. C'est la réplique exacte de celle qu'il a vue cet après-midi dans ce qu'il pense toujours être un rêve. Et plus loin, un tram : son tram, le 31. Tout est identique, dans les moindres détails. Il y a même une figurine aux commandes : c'est lui-même, Roger, en miniature : «Alors, de vous l'avoué bi dit que ça n'stou pu comme avant !» dit une voix qui lui rappelle quelqu'un. Roger se retourne et devant lui, le vieux de son rêve le regarde en souriant. Sur la tête, il porte un képi où il est inscrit : «guide».



## le centre et ses immigrés

Cela ne date pas d'hier, et certains sursauteront peut-être à voir l'arrivée d'ouvriers flamands traitée comme une première vague d'immigration étrangère, de blonds étrangers certes, arrivés à l'âge d'or -- restons-en aux poncifs -- des charbonnages et de la sidérurgie. Les Flamands comme main-d'oeuvre immigrée, taillable et corvéable : la Flandre de 1990 aurait sans doute beaucoup de mal à reconnaître ses ancêtres dans les habitants des coronas du début du siècle ; l'article d'Yves Quairiaux nous fait ainsi redécouvrir une migration presque oubliée.

Les Italiens ne sont venus qu'après, mais leur empreinte sur la région fut et reste considérable. Anne Morelli nous parle d'eux au passé, alors que leur insertion actuelle est analysée par le biais du fonctionnement du Conseil Consultatif des Immigrés, que les Italiens ont largement contribué à dynamiser et dans lequel ils jouent un rôle majeur. En fin de compte, ils ne s'en sortent vraisemblablement pas trop mal -- voir Enzo Scifo et Elio Di Rupo pour le meilleur, et les négriers pour le pire : mais peut-être n'est-ce là que la partie visible de l'iceberg ?

Peu importe d'ailleurs, l'essentiel étant d'accorder la place qu'ils méritent à nos (si peu) étrangers dans une région dont ils ont contribué à écrire l'histoire -- cela valait bien trois articles.

P. G.

## aux sources de l'immigration flamande dans le centre : les flamands

yves quairiaux

Plus que d'autres régions du bassin wallon, le Centre -- à l'origine rural et faiblement urbanisé -- éprouve dès les premières décennies de son industrialisation un déficit structurel en main-d'oeuvre. Le solde naturel de la population ne permettant pas de le compenser, un important mouvement migratoire ne tarde pas à s'y dessiner. Cette émigration présente deux aspects, l'un quantitatif, l'autre qualitatif. Le premier s'explique par la croissance du tissu industriel longtemps dominé par le secteur charbonnier. On assiste à l'intérieur des fosses du Centre à une mobilité interne symptomatique : les travailleurs locaux tendent à occuper les postes plus rémunérateurs (abatteurs) ou spécialisés et à désertter les fonctions auxiliaires (hiercheurs, etc.). L'emploi de femmes, d'enfants et même d'invalides fut accru sans résoudre le problème. C'est l'immigration qui le fera. Celle-ci se développe selon un rythme discontinu déterminé par l'évolution de la conjoncture.

Après une première phase ascendante de 1810 à 1860, le mouvement se tasse pour reprendre avec vigueur vers 1880. L'accroissement de population « étrangère », après les années 1880, correspond aux besoins nouveaux suscités par la diversification économique : verrerie, sidérurgie, métallurgie et dans une plus faible mesure secteur tertiaire engendré par ce *boom*. On assiste alors à un déplacement de nombreux travailleurs locaux vers les emplois moins dangereux, plus spécialisés et mieux rémunérés. Cette mobilité « qualitative » pose à nouveau le problème du recrutement de main-d'oeuvre non spécialisée dans les mines et l'appel à l'émigration. Traduit en chiffres, cet accroissement démographique est spectaculaire : en 1910 les 67 communes du Centre comprennent 3,7 fois plus d'habitants qu'en 1813 : 249.966 contre 67.935. La progression est particulièrement importante entre 1890 et 1910, lorsque la population passe de 155.776 à 249.966 habitants. Ce qui entraînera des problèmes de logement et une mutation des communautés villageoises périphériques d'accueil.

## les grandes étapes de l'immigration flamande

L'évolution chronologique du flux migratoire flamand permet de distinguer plusieurs étapes :

- 1) 1830-1850 : individus isolés et terrassiers flamands, oeuvrant aux travaux du canal Bruxelles-Charleroi et des embranchements, se fixent dans le Centre ;
- 2) 1850-1860 : émigration liée la crise économique des Flandres ;
- 3) à partir de 1890 : le mouvement reprend et se maintient jusqu'en 1914. Le système des abonnements ferroviaires ne semble pas entraver cette tendance ;
- 4) la grande guerre interrompt le mouvement et provoque même un retour des familles flamandes récemment implantées. Ceci en raison des difficultés de ravitaillement moins sensibles en Flandre rurale ;
- 5) dans l'entre-deux-guerres, le flux diminue sans disparaître. Les *navetteurs* quotidiens, abonnés ferroviaires, restent nombreux ;
- 6) après la deuxième guerre mondiale, le mouvement régresse en même temps que l'industrie charbonnière. Par contre jusqu'aux années 1960, l'immigration étrangère se maintient. Relevons sans nous y arrêter que son origine est ancienne et sa composition diverse. Un exemple : peu avant 1914, la société de Mariemont-Bascoup emploie un nombre appréciable de travailleurs russes et envisage même le recrutement de Chinois.

Dès les années 1830, l'industrie charbonnière du Centre, en plein développement, attire une main-d'oeuvre extérieure. Les ressources de la périphérie rurale sont cependant vite épuisées. D'autant plus qu'au Nord, le bassin carrier (Arquennes-Feluy-Ecaussinnes-Soignies), fixe un nombre élevé de bras. Quant aux campagnes situées à l'est et l'ouest, elles touchent aux bassins concurrents de Charleroi et du Borinage, eux-mêmes gros consommateurs de main-d'oeuvre. Cette situation explique la naissance d'une première vague d'immigration flamande dès avant la crise économique des Flandres en 1840-1850. Certains facteurs conjoncturels jouèrent également, comme le creusement du canal Bruxelles-Charleroi et de ses embranchements vers Bellecourt, La Croyère, La Louvière et Houdeng inaugurés en 1839. La majorité des terrassiers employés sur ces chantiers étaient flamands. Après l'achèvement des travaux nombre d'entre eux se fixent, comme ceux qui donnent naissance au « quartier flamand » du Hocquet à La Louvière. La construction des premières cités ouvrières, dès les années 1830, attire également une population rurale, parfois éloignée. L'édification de ces cités n'avait d'ailleurs d'autre but que d'amener et fixer une main-d'oeuvre perpétuellement insuffisante et mobile.

C'est cependant après 1850 que le mouvement gagne en ampleur. Le marasme de l'industrie linière à domicile doublé d'une crise vivrière (seigle et pommes de terre) provoque un véritable exode rural dont profite le Centre. Certaines compagnies charbonnières encouragent le mouvement, comme la société de Bois-du-Luc - Houdeng. Celle-ci décide en 1853 l'organisation d'une campagne de recrutement, par voie d'affiches, dans les campagnes flamandes voisines. A plusieurs reprises, des émissaires envoyés par les patrons charbonniers du Centre prospectent ces régions. Péripétie significative à cet égard : en 1906 les administrateurs des charbonnages de Mariemont-Bascoup, confrontés au problème de la raréfaction des Flamands délaissant les emplois sous-qualifiés, leur proposent un jardin deux fois plus étendu que ceux des travailleurs locaux !

Plus tard, ce mouvement migratoire se diversifiera, grâce à l'institution des abonnements ferroviaires ouvriers à partir de 1870. Assez curieusement le législateur, en organisant ce système, entendait d'abord éviter l'entassement de populations rurales dans des centres urbains « où elles contractent des habitudes de désordre ». Très vite cependant les industriels réalisent tout le profit à tirer de cette institution et l'encouragent. En 1908, la « population » charbonnière du Centre comprend 11,9 % de navetteurs. Leur répartition n'est pas uniforme. Si la Société de Bois-du-Luc comprend 22,6 % de *navetteurs*, Mariemont-Bascoup n'en compte que 1,1 %. Les Flamands se trouvent si nombreux dans ces trains ouvriers que l'expression *Gtrains de FlamindsH* finira par s'imposer. Ceux-ci continueront à rouler jusqu'à la fin de l'exploitation charbonnière en 1973. En 1956 encore, en pleine immigration étrangère, l'Association houillère du Centre demande à la SNCB une amélioration des liaisons avec la Flandre.

## vie sociale et problèmes d'intégration

Quant à la nature du travail, ces migrants, définitifs ou temporaires, se confinent dans les emplois subalternes de l'industrie et l'agriculture. Limitons-nous au secteur charbonnier où se concentre d'ailleurs l'essentiel de la main-d'œuvre flamande. Dès 1890, on y assiste à une véritable désertion des ouvriers locaux pour les emplois sous-qualifiés. Les travailleurs flamands sans tradition ouvrière et peu exigeants prennent le relais. A titre d'exemple, en 1906, sur 375 navetteurs flamands employés aux charbonnages de Bois-du-Luc, on ne dénombre que 7 ouvriers qualifiés et aucun surveillant, contre 83 surveillants et 356 ouvriers qualifiés wallons. La répartition de ces immigrés flamands varie. Dans l'industrie charbonnière on les retrouve en masse dans les

sociétés de Bois-du-Luc et de Ressaix. Deux explications peuvent être avancées : facilités d'accès pour les trains de navetteurs – ainsi, Bois-du-Luc organise un réseau ferroviaire interne permettant le transport des navetteurs flamands de la gare d'Houdeng vers les différents puits de la Société. D'autre part certains charbonnages de mauvaise réputation (autoritarisme de la direction, accidents, etc...), sont boudés par la main-d'œuvre locale, contraignant la direction à pratiquer une politique volontariste de recrutement de travailleurs « étrangers ». C'est le cas à Ressaix. Ce statut médiocre contribue pendant quelque temps à entretenir une image négative. D'autant plus que ces Flamands, peu exigeants et cantonnés dans ces emplois subalternes, finissent par y provoquer un avilissement des salaires. Autre facteur : le chômage endémique des campagnes flamandes entretient la crainte de ce réservoir de main-d'œuvre susceptible de fournir au patronat d'éventuels briseurs de grèves. On redoute également l'abstention des navetteurs ferroviaires, généralement peu syndiqués, au cours des conflits du travail. Il y a cependant en ce domaine une certaine forme d'intoxication. On ne connaît dans la région du Centre, qu'un seul cas précis d'intervention de briseurs de grèves flamands : celle qui se déroula à l'occasion du fameux lock-out d'Ecaussines en 1909. Cette attitude s'explique en partie par la vision dialectique largement répandue dans certains milieux wallons, opposant une Flandre rurale rétrograde à une Wallonie industrielle et émancipée.

Sur le plan de l'organisation socio-politique de ces Flamands, deux périodes doivent être distinguées. Avant 1890, ce prolétariat flamand ne mobilise guère l'attention. Les choses changeront sous l'influence de deux facteurs : structuration des forces politiques et syndicales du Centre, institution du suffrage rural en 1894, promouvant ces travailleurs flamands au rang d'électeur. Un mouvement multiforme d'organisation de ces derniers se dessine alors. Le mouvement flamand (*Vlaamsch Beweging*) considère ces concitoyens installés à demeure en Wallonie, comme une « *verloren volkskracht* » et s'efforce, sans succès, d'enrayer l'assimilation, synonyme de perte d'identité flamande. L'abbé J.P. Bernaerts, promoteur de l'ANV (*Algemeen Nederlands Verbond*), principale organisation flamingante du Centre avant 1914, reconnaîtra cet échec.

Le mouvement d'organisation catholique couvre différents domaines : religieux, social, syndical, culturel et politique. Une préoccupation domine : éviter que l'assimilation n'entraîne chez cette population d'origine rurale et catholique, la perte de la foi. On s'efforce dès lors d'encourager le développement du système des abonnements ferroviaires quotidiens. Pour les immigrés définitifs, la solution préconisée

consiste à encadrer ceux-ci dans un tissu serré d'oeuvres religieuses, sociales, culturelles et politiques. La première initiative en ce domaine remonte à 1854. D'abord individuelles et spontanées, ces entreprises finissent par se structurer.

Le bilan global est cependant négatif. Nombre de ces associations, loin de prospérer, déclinent assez rapidement. Un seul exemple : le quotidien flamand *De vlaamsche werkman in het Walenland*, créé par le vicaire Mols de La Louvière en 1902, disparaît après quelques mois de parution. En fait le succès de certaines oeuvres flamandes -- gildes féminines, sections enfantines, sociétés mutuelles, sociétés dramatiques ou musicales, témoigne surtout du souci de se retrouver entre soi.

Du côté socialiste l'attitude est tout autre. On ne néglige pas l'organisation d'une propagande spécifique en langue flamande sous forme de meetings, tracts, diffusion de journaux, etc. Mais sans tenter de mettre sur pied un système associatif diversifié encadrant cette population. On fait confiance au temps et à l'inéluctable assimilation. Un effort particulier est consacré aux *navetteurs* quotidiens. Moins intégrés au milieu ouvrier local, ils manifestent une certaine tiédeur dans les luttes sociales. Leur abstention risquant de compromettre les actions menées par la Fédération des mineurs du Centre (socialiste), les leaders syndicaux créent des sections dans les localités d'où proviennent ces *navetteurs*. Avec succès, le mouvement socialiste s'implante ainsi dans les campagnes flamandes grâce aux mineurs oeuvrant dans les charbonnages du Centre. Un phénomène similaire se produit à Charleroi et Liège. Au fil du temps certains travailleurs de souche flamande finissent même par occuper des postes de direction dans le mouvement socialiste.

L'importance de la vague d'immigration flamande a sollicité l'attention des observateurs scientifiques et politiques aussi bien wallons que flamands ; inspirés par des mobiles différents sur le plan de l'intégration, leurs conclusions concordent. G. Vermeersch, promoteur de l'ANV en Wallonie, les résume toutes lors d'un congrès de langue et littérature flamandes organisé à Bruxelles en 1906. La « dénationalisation » rapide des immigrés flamands en Wallonie s'explique par l'infériorité socio-culturelle de l'immigré, son désir de faire carrière en Wallonie, l'enseignement unilingue francophone. Il y ajoute les pressions diverses du milieu d'accueil, tant sur le plan linguistique que sur celui des relations sociales. Il ne faut pas nier l'existence d'une opinion wallonne dédaigneuse pour l'immigré flamand de fraîche date en raison de ses origines rurales, de sa méconnaissance du dialecte wallon - langue du milieu de travail -, de ses fonctions subalternes, du soupçon de « briseur de grèves »... Ce dédain

se transforme parfois en hostilité, à l'égard de deux catégories de travailleurs flamands :

– les *navetteurs* quotidiens, qui s'abstiennent de participer aux mouvements de grèves ;

– les « logeurs », *navetteurs* hebdomadaires qui résident en semaine dans des « maisons de logement ». Ces Flamands qui ne cherchent pas à s'intégrer, pâtissent d'une solide réputation de bagarreurs. Cette situation n'a pas échappé aux criminologues et aux chroniqueurs judiciaires de l'époque. Deux études sont à relever : celle de H. JOLY publiée à Paris en 1907 et celle de C. JACQUART en 1912. C. JACQUART, statisticien réputé, diagnostique une criminalité flamande relativement plus élevée. Non pour des raisons ethniques mais plutôt à cause de circonstances d'ordre économique et social. Selon lui c'est au déracinement, à la misère et à l'alcoolisme qu'il faut attribuer la criminalité apparente supérieure des Flamands immigrés. Ces *logeurs*, en raison de leur « visibilité » plus grande, (notamment aussi en raison de leur présence massive dans certains quartiers comme celui du Hocquet à La Louvière), finissent par engendrer un stéréotype réducteur appliqué à tous les Flamands. Une interprétation trop contemporaine risquerait, par anachronisme, d'expliquer cette criminalité spécifique comme étant celle d'une seconde génération, souffrant de problèmes d'intégration.

Cette vision stéréotypée du Flamand récemment installé a exercé une influence sur le processus d'assimilation en dissuadant l'immigré flamand d'adopter des comportements distinctifs. Ajoutons aussi deux facteurs d'intégration aussi essentiels que rarement cités :

– l'existence d'un cadre national commun : Flamands immigrés et Wallons des régions d'accueil partagent une même nationalité garantissant, nonobstant les particularismes socio-professionnels, des statuts juridiques égaux ;

– les populations flamandes et wallonnes ne présentent, en dehors de la langue, aucun signe distinctif majeur. Le mode de vie, sur le plan des loisirs, de l'alimentation, etc., ne diffère pas fondamentalement. Cela contribue à diminuer la sensation de déracinement et multiplie les occasions de contact.

Une précision de taille s'impose ici : l'assimilation est moins rapide et complète en ce qui concerne les femmes d'origine flamande établies dans des quartiers flamands, où elles n'exercent d'autres activités que domestiques. Plusieurs témoignages recensés à l'occasion d'enquêtes orales, montrent que de nombreuses Flamandes installées au Hocquet – dans un environnement unilingue flamand – n'apprennent jamais le français. Situation encore constatée au début des années 1960 ! Le milieu de travail joue en effet un rôle essentiel en faveur de l'intégration. Le

caractère collectif (travail en équipes) de l'extraction charbonnière, ajouté au danger inhérent à cette industrie, renforce la solidarité entre travailleurs d'horizons différents.

S'ils constatent, avec une relative unanimité, l'intégration des travailleurs flamands de la première génération, les observateurs reconnaissent la « wallonisation » quasi totale de la deuxième génération. Là c'est l'école, avant le milieu professionnel, qui favorise l'assimilation. L'école aurait pu, au contraire, jouer un rôle de frein. Il existait une possibilité légale, pourvu que vingt pères de familles au moins en fassent la demande, de classes flamandes en Wallonie. Cela ne fut jamais officiellement demandé. Ayant appris à lire, écrire, compter en français, le jeune Flamand utilise également cette langue dans les contacts avec ses compagnons de jeux. Dans le milieu de travail, c'est le français ou le wallon qui dominant.

Des témoignages recueillis directement au cours de l'entre-deux-guerres et à l'occasion d'enquêtes orales récentes dans les régions du Centre et de Charleroi, confirment et affinent cette analyse. L'enquête réalisée en Wallonie en 1929 par un journaliste (CX) de *De Volksgazet*, apporte sur ce sujet des informations fondamentales, chaque fois corroborées. Si l'immigré de la première génération s'intègre sans trop de peine, quoique gardant une certaine identité flamande, il favorise au maximum l'assimilation de ses enfants arrivés en bas âge ou nés en Wallonie. De nombreux parents découragent même la pratique du flamand chez leurs enfants. Ceci afin de faciliter leur apprentissage du français, seule langue jugée « utile » à leur avenir professionnel. L'école francophone aidant, nombre de Flamands de la deuxième génération ignorent la langue de leurs parents et se considèrent comme Wallons. Ajoutons comme autre facteur d'assimilation la pratique des mariages mixtes qui s'instaure. Les sondages réalisés dans les registres de population montrent qu'en dehors des quartiers à forte concentration flamande, les immigrés de la deuxième génération ne marquent pas de préférence pour un conjoint flamand.

## conclusion

Les caractéristiques particulières de l'immigration flamande expliquent la rapidité de l'assimilation. Seul le critère linguistique permet de distinguer les Flamands de la population autochtone. Pour diverses raisons : pression du milieu familial, social, scolaire..., la francisation s'opère dès la deuxième génération. Sans heurts ? Il serait présomptueux de l'affirmer. N'oublions cependant pas que le Flamand immigré,



quelle que soit sa génération, possède, en raison de la proximité de la Flandre, la possibilité d'y retourner. Cette faculté grandit avec l'industrialisation du nord du pays qui permettra, enfin, à sa population de s'y fixer.

### Orientation bibliographique

Pour une approche globale des mouvements migratoires en Belgique à l'époque contemporaine, on lira avec profit : Jean STENGERS, *Emigration et immigration en Belgique au 19e et au 20e siècles*, Bruxelles, 1978.

Pour le problème particulier de l'immigration flamande : M. POULAIN et M. FOULON, « L'immigration flamande en Wallonie : évaluation à l'aide d'un indicateur anthroponymique », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 12, 1981, 1-2, pp. 205-244.

En ce qui concerne le personnage du Flamand en Wallonie, surtout sur le plan méthodologique :

Y. QUAIRIAUX et J. PIROTTE, « L'image du Flamand dans la tradition populaire wallonne depuis un siècle », *Res Publica*, 20, 1978, n° 3, pp. 391-406.

Voir également : Y. QUAIRIAUX, « Le stéréotype du Flamand en Wallonie. Explications économiques et sociales (1890-1940) », *Stéréotypes nationaux et préjugés raciaux au 19e et 20e siècles*, Louvain-la-Neuve, 1982, pp. 138-151.

Pour le cas particulier du Centre, Y. QUAIRIAUX, « Présence flamande dans le Centre », *Mémoires d'une région, le Centre (1830-1914)*, livre-catalogue, Musée royal de Mariemont, 1984, pp. 182-229, pp. 302-307 ; id., « Abonnements ouvriers et problème de main-d'oeuvre », *Le Centre, Mémoire du rail (1839-1989)*, Ecomusée régional du Centre, 1989, pp. 58-70.

Le présent article s'inspire de ces deux publications.



Daniel Pelletti

Topographie de la misère - « Le Printemps »

80 x 100 Technique mixte sur toile

## 70 ans de présence italienne dans la région du centre

anne morelli

Si quelques Italiens ont pu s'établir dans la région avant la première guerre mondiale, c'est au début des années 20 qu'ils s'y fixent en nombre. Ils viennent pour y travailler dans les charbonnages.

En 1924 un rapport de la Fédération socialiste des Syndicats du Centre (1) relève à Bray 524 mineurs étrangers (dont 272 Italiens) pour seulement 470 Belges et à Boussoit 350 étrangers pour 80 Belges. Dans d'autres communes -- Anderlues, Strépy, Carnières -- les mineurs belges sont encore majoritaires mais le nombre d'étrangers est déjà important. Ce rapport nous décrit les cantines d'Italiens à Bray -- où trône au mur le portrait de Matteoti --, Maurage et Bracquegnies. Taudis-casernes « où les serfs modernes sont parqués, exploités et pressurés à merci » (2).

Le charbonnage de Ressaix n'autorisa pas l'envoyé des syndicats à visiter ses cantines, « où pourtant, il paraît qu'il y a une exploitation scandaleuse des immigrants » (3).

### des antifascistes actifs et traqués

Ces Italiens sont fortement politisés et sont dans leur grande majorité antifascistes et même communistes. Le 1<sup>er</sup> mai 1923 ils manifestent à Péronnes et à Bray, ce qui entraîne à l'expulsion 14 Italiens accusés d'avoir mené la manifestation et de faire de la propagande communiste (4).

Ils sont présents aussi en 1926 dans une manifestation qui converge à La Louvière et où une effigie de Mussolini est brûlée. La manifestation, conduite par le bourgmestre de Haine-St.-Paul ainsi que par Louis PIÉRARD et VOLCKAERT, a valu au bourgmestre de La Louvière, GHISLAIN, une réprimande du Ministère belge des Affaires étrangères car Rome menaçait, à la suite de cet incident, de rompre ses relations diplomatiques avec Bruxelles. En effet les autorités fascistes italiennes

reprochaient à Emile VANDERVELDE, ministre socialiste des Affaires étrangères, une certaine complaisance envers les manifestants (5).

Les cellules des « Chevaliers du travail » (Centrale révolutionnaire des mineurs) réunissent dans les années 30 nombre d'Italiens dans la région du Centre. Les responsables sont Amedeo MATTIOLA et Giovanni RUBOLO pour Bray, Domenico BERNARDI pour Péronnes, Domenico RUSSO, Attilio PAPAROTTA (6) et Giuseppe ARMIATO pour Anderlues, Giuseppe PALAMADOSSI (7) pour Carnières, Alfredo MAROCHI (8) et Luigi FARAONI pour Ressaix et Francesco CERO pour Maurage. Ils recrutent des Italiens pour le syndicat révolutionnaire, diffusent dans les cantines la presse communiste et les mots d'ordre du PCI.

Bien que se réunissant toujours dans des lieux différents selon les meilleures règles de l'action clandestine, leurs rangs sont régulièrement décimés par les expulsions (9). En effet, la Sûreté belge agit contre les « subversifs », sur demande des autorités italiennes, qui sont elles-mêmes renseignées sur place par des indicateurs qu'entretient le consul de Charleroi.

On retrouve ainsi dans les archives de la police fasciste à Rome des rapports contre des ouvriers italiens « révolutionnaires » signalés par un indicateur de Morlanwelz (10). Selon un tract de « La lega antifascista », déposé de nuit dans les boîtes aux lettres des maisons habitées par des Italiens dans la région, cet indicateur aurait été un marchand ambulant, du nom de Giovanni STEFANI, qui habitait, en 1933, 37 rue des Coeurs à Morlanwelz (11).

## des fascistes qui pavoisent

Mais le fascisme italien était principalement représenté dans la région du Centre par la mission catholique italienne fixée à Péronnes-lez-Binche.

En 1928 le prêtre chargé de la mission de Péronnes attira à diverses reprises l'attention sur lui en vertu de ses activités politiques. Le jour de Pâques, puis le 2 septembre, à l'occasion de la fête eucharistique de Binche, il avait revêtu ses amis politiques de l'uniforme noir des fascistes et avait défilé à leur tête, non sans essuyer des injures en passant devant la Maison du Peuple. Attendus par les antifascistes à leur retour, le missionnaire et ses peu pacifiques ouailles étaient revenus en ordre dispersé par des chemins de campagne (12).

Le 25 octobre 1928 eut lieu à Ressaix une grande manifestation de protestation contre la décision du charbonnage de diminuer les salaires. Trois mille manifestants – dont trois cents Italiens – y participèrent, et cela malgré les injonctions du missionnaire de Péronnes. En effet le jour précédant la manifestation, le « père noir » avait fait une tournée de toutes les cantines pour appeler les Italiens à ne pas participer à cette manifestation (13).

Le 11 novembre, toujours de l'année 1928, le prêtre fasciste défila dans Péronnes à la tête d'une quarantaine de chemises noires et finit par s'attirer des réactions belges au plus haut niveau. En effet la Chambre fut saisie le 20 novembre de diverses interpellations (BRUNFAUT, JACQUEMOTTE, FEULLIEN) qui stigmatisaient les agissements du prêtre à la tête de son escouade fasciste dans la région du Centre. Lorsque des contre-manifestants italiens avaient agi contre lui, la police avait inquiété uniquement les antifascistes (14).

Cette dénonciation publique des activités fascistes organisées sous le couvert de la mission à Péronnes n'entraîna pas pour autant l'expulsion du missionnaire qui poursuivit ses activités politiques mais avec un peu moins d'ostentation (15).

## expulsions et clandestinité

Telle était en effet dans l'entre-deux-guerres la situation faite aux Italiens en Belgique : seules les activités politiques des fascistes n'étaient pas interdites. Pour ne pas déplaire au gouvernement de Mussolini, police et gouvernement belges le secondaient dans la traque aux antifascistes. Les socialistes belges avaient dans un premier temps éprouvé de la solidarité pour les réfugiés antifascistes mais avaient souvent fait marche arrière en constatant que la plupart d'entre eux étaient communistes.

Les Italiens réfugiés en Belgique se trouvaient donc de plus en plus, au fur et à mesure que les années passaient, condamnés à agir dans la clandestinité. Il n'était plus question alors de participer ouvertement à des manifestations, ne fût-ce que le 1<sup>er</sup> mai. La simple distribution d'un tract suffisait à entraîner l'expulsion.

Ainsi Romano BRAVIN, qui habitait Morlanwelz, est interpellé la nuit du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai 1935. C'est le chef-gardien de la société des charbonnages de Péronnes-Ressaix qui l'avait dénoncé, l'ayant surpris à 3 heures du matin, alors qu'il passait sous les portes des Italiens de la Cité Sainte-Elisabeth à Péronnes des tracts en italien rédigés à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai (16).

Les expulsés politiques italiens sont nombreux dans l'entre-deux-guerres. Souvent leur expulsion de Belgique survient après de précédentes expulsions de France, de Suisse et du Luxembourg. Il ne leur reste donc plus qu'à revenir clandestinement dans la région où des sympathisants politiques les accueillent. Ainsi un rapport de la sûreté italienne de 1936 dénonce les activités de Giovanni Mario MODOLO, qui, en Belgique depuis 1921, accueille dans sa « maison de logement » du 6 rue des Bluets à Péronnes, des ouvriers italiens sans permis de séjour ou déjà précédemment expulsés (17). Sa maison abritait fréquemment les réunions de la cellule communiste italienne de Péronnes, une cellule qui, selon un autre rapport, réunissait 24 Italiens en 1936 (18).

## la guerre d'Espagne

L'année 1936 est, dans la colonie italienne, le moment d'une vive mobilisation en faveur de l'Espagne républicaine. Environ 200 antifascistes italiens de Belgique s'engagent comme volontaires pour la défense de la République (bataillon Garibaldi, colonne Rosselli). Un certain nombre d'entre eux proviennent évidemment de la région du Centre (19).

Les antifascistes italiens de Belgique constituent, dans le sillage du Front populaire, une organisation de front unique avec les socialistes. Cette *Unione popolare italiana* (UPI) est, sauf à Bruxelles, largement dominée par les communistes, mais elle agit presque au grand jour.

A Bray par exemple, la section UPI est organisée jusqu'en 1939 par des communistes italiens, à qui les communistes belges font parvenir du matériel de propagande en provenance du parti communiste italien de Paris (20). Giuseppina MARCON est l'une des organisatrices de l'UPI de Bray (21). Son mari, un mineur, a été fait prisonnier en Espagne par les franquistes, et fusillé. Son café est un lieu de réunions. Cette section organise évidemment le mouvement de solidarité envers les volontaires pour l'Espagne républicaine.

## la résistance

En 1939 les organisations communistes redeviennent clandestines et lorsque la Belgique est envahie le 10 mai 1940, les antifascistes italiens ont déjà depuis longtemps choisi leur camp et sont prêts à participer à la Résistance. Dans la région du Centre, comme dans le reste du pays, de nombreux Italiens payeront de leur vie leur opposition au nazisme, tandis que beaucoup d'autres seront déportés (22).

Citons à titre d'exemple Noemi DE TOMI, résistante armée de Trivières, et Elda POZZEBON de Strépy-Bracquegnies, rescapées de Ravensbrück ; Germano PETTENO de Saint-Vaast, déporté à Sachsenhausen ; Giuseppe MORETTI, mineur à Péronnes, fusillé ; Luigi ANDREAN de Haine-St-Pierre, déporté ; Giovanni BRUSARDIN, mineur d'Havré, mort à Bergen-Belsen.

## l'après-guerre

A la Libération l'épuration des fascistes ne se fait pas dans les instances consulaires, mais au contraire la coalition antifasciste, qui publie *Italia di Domani* et organise dans toute la région des comités « Italia Libera », est rapidement suspectée d'être un paravent du parti communiste. La guerre froide entraîne l'expulsion de Belgique de nombreux communistes italiens dont certains étaient des héros de la Résistance en Belgique (23) et d'autres s'appliquaient à organiser les nouveaux contingents d'Italiens arrivés massivement depuis 1946 (24).

Une nouvelle phase dans l'immigration italienne en Belgique s'est en effet ouverte avec les accords belgo-italiens de 1946 prévoyant la « fourniture » par l'Italie de 2.000 mineurs par semaine pour les mines belges. La région du Centre recevra un important contingent d'Italiens, parqués dans un premier temps dans les camps de baraques autour des puits de mines ou des usines.

La « cantine des Italiens » et son petit musée de l'immigration (25) est aujourd'hui à Houdeng-Goegnies le dernier témoignage de l'« accueil » réservé aux travailleurs italiens à leur arrivée dans la région. Ces cantines étaient interdites d'accès aux syndicalistes socialistes, mais par contre une assistante sociale de l'ONARMO catholique accompagnait chaque convoi. Les missions catholiques italiennes organisaient l'accueil des travailleurs et ils étaient inscrits par les gérants de cantine à la mutualité patronale.

Malgré cet encadrement serré, le parti communiste italien réalisera cependant un travail clandestin très actif parmi les mineurs. C'est que beaucoup de candidats à l'émigration étaient en Italie privés de travail justement à cause de leur activisme politique de gauche et que nombre de communistes, ostracisés dans leur village, furent obligés de venir travailler dans les mines belges.

La surexploitation dont ils étaient l'objet en Belgique n'était certes pas de nature à effacer leurs convictions et ils mèneront, parfois sous le paravent d'associations italo-belges, de nombreux combats notamment pour la reconnaissance des maladies professionnelles.

Il ne faut pas oublier non plus qu'ils payèrent dans la région du Centre aussi un lourd tribut aux accidents de travail et aux catastrophes minières (26).

## aujourd'hui

Largement héritiers de cette tradition de lutte, les Italiens de la deuxième génération de la région du Centre ont enrichi la gauche d'apports nouveaux que ce soit dans les luttes syndicales (27), la gestion des communes (28) ou la culture (29).

En 1984, le PCI avait recueilli pour l'ensemble de la Belgique 40,8 % des voix italiennes et élu au Parlement européen une jeune sicilienne (30) de Morlanwelz...



**Notes**

- (1) Pierre VAN MALDERE, « Le problème des migrations ouvrières », *Cahier de la Commission syndicale de Belgique*, n° 8, mai 1925, l'Eglantine, rapport de « Roland ».
- (2) *idem*, p. 64.
- (3) *idem*, p. 65.
- (4) *idem*.
- (5) cf Ministère des Affaires étrangères belges, *Italie 1926*, dossier 11.382.3.  
Henri ROLIN, chef de cabinet de VANDERVELDE, se limita à inviter les bourgmestres de La Louvière et Haine St. Paul à « se montrer plus circonspects à l'avenir ».
- (6) Il avait déjà été expulsé de Belgique en 1932 pour propagande subversive mais était revenu.
- (7) Expulsé en 1933.
- (8) Expulsé le 24 novembre 1933.
- (9) *Archives centrales de l'Etat à Rome (A.C.S.)*, P.S., 1934, b28, rapport d'indicateur en date du 24 octobre 1933 et P.S., 1934, b49, KB, rapport du consul de Charleroi en date du 1<sup>er</sup> décembre 1933.
- (10) *idem*, 2 décembre 1933.
- (11) A.C.S., P.S., 1933, b25, K1B, décembre 1933, tract recueilli par les services du consul d'Italie à Charleroi.
- (12) *Il Riscatto*, 20 mai et 30 septembre 1928.
- (13) *Il Riscatto*, 11 novembre 1928.
- (14) *Annales parlementaires, Chambre*, 20 novembre 1928, p. 17-20.
- (15) J'ai recueilli sur ses agissements dans l'entre-deux-guerres divers témoignages et notamment ceux de Mr ROSSET (17/1/1981) et Mr A. DEBAISE (cf *La Pensée* mars-avril 1981, p. 5).
- (16) A.S.C., P.S., b49, K1b, 12 mai 1934, rapport de Mons.
- (17) A.C.S., P.S. 1936, B36, K1B, Belgio, 14 octobre 1936.
- (18) *idem*, 3 septembre 1936.
- (19) Rizzieri BORDIN de Trivières, Giovanni BRUSSARDIN de Havré, Antonio CAMBURSANO de St. Vaast, Silvio FONTANA de Havré, Primo GALASSI de Haine St. Paul, Guido PARISINI de Braquegnies, Emanuele ZENI de Bray, fusillé par les franquistes.
- (20) A.C.S., P.S. 1939, b68, K1B, 5 mai 1939.
- (21) Avec Mario GARIUP et Silvia BERTOLDI.
- (22) cf Anne MORELLI, *La participation des émigrés italiens à la résistance belge*, Rome 1983.
- (23) Par exemple Cleto ALPI, Leandro BADAN, Giuseppe BETTINI.
- (24) Luciano MENCARAGLIA par exemple, devenu ensuite sénateur communiste de Sienne.
- (25) Cantine des Italiens, 90 rue Tout-y-faut, 7070 Houdeng-Goegnies, tél. 064/66.25.61.
- (26) En 1932 déjà, un coup de grisou à Péronnes fait trois victimes italiennes (photos dans *Le Peuple*, 14 décembre 1932).
- (27) Dans les dernières années à Boël, au Cora de La Louvière (Carla NONNA),...
- (28) Conseil consultatif des immigrés de La Louvière, G. FAVARIN à Morlanwelz,...
- (29) Girolamo SANTOCONO a écrit avec sa *Rue des Italiens* une véritable épopée de la communauté (Ed. du Cerisier, Cuesmes, 1986).
- (30) Francesca MARINARO.

## intégration, naturalisation, assimilation, ...

l'expérience du conseil consultatif  
des immigrés

interview de vincent fretto \*

*Les immigrés sont nombreux à La Louvière. Sur une population de plus de 76.000 personnes, on dénombrait fin 1988, 20.117 étrangers soit 26,4 % des Louviérois.*

*Répartis par nationalité, cela donne :*

	CEE		HORS CEE
RFA	8	TURQUIE	996
DANEMARK	3	AUTRES EUROPEENS	139
ESPAGNE	260	MAGHREB	480
FRANCE	750	AUTRES EXTRA EUROPEENS	142
GR. BRETAGNE	22	REFUGIES-APATRIDES	141
LUXEMBOURG	9		
GRECE	254		
ITALIE	16.718		
PAYS-BAS	30		
PORTUGAL	93		
TOTAL	18.219	TOTAL	1.898

*Source: Commissariat royal à l'immigration*

*On constate que la communauté italienne est de loin la plus importante : 84 %. Les communautaires représentent 90,6 % ; parmi les non communautaires, les Turcs sont 5 % et les Maghrébins 2,4 %.*

*Les problèmes posés par cette situation méritent qu'on les examine. VINCENT FRETTO, président du Conseil communal consultatif des Immigrés de La Louvière, est vraisemblablement un de ceux les mieux à même de nous éclairer à leur sujet, ce que confirmera l'entretien qu'il nous a accordé et dont le compte-rendu suit.*

---

\* Président du Conseil communal consultatif de La Louvière.

---

***A La Louvière, les Italiens sont de loin les immigrés les plus nombreux. Leur histoire est-elle connue (1) ?***

V. F. Pas assez. L'étude d'Anna Morelli sur la présence des Italiens dans notre région nous aide à la connaître, et un groupe de jeunes Louviérois fait un montage vidéo sur cette histoire de l'immigration italienne, notamment en faisant appel à la mémoire collective. C'est un travail de longue haleine, mais je pense sincèrement qu'il sera très utile.

La catastrophe de Marcinelle est un point-clé de notre histoire. Après qu'elle se fut produite, des groupes de travailleurs migrants se sont formés, notamment pour faire pression sur le gouvernement italien, afin que ce dernier assume la tutelle des intérêts des travailleurs. Ils sont aussi à la base de la reconnaissance, en 1962, de la silicose en tant que maladie professionnelle.

L'après-Marcinelle a vu un premier ralentissement de l'immigration venant de la Péninsule, et l'arrivée d'autres travailleurs venant d'Espagne, de Grèce, du Portugal, etc..

Dans les années 60, l'immigration italienne connaît un coup d'arrêt, à cause de la pénurie de main-d'oeuvre que connaît l'Italie. Ne quittent plus le pays, à cette époque, que les familles des travailleurs venus seuls dans les années 50, c'est le regroupement familial.

Entre 1972 et 1974, beaucoup d'Italiens retournent au pays. A La Louvière, par exemple, ils sont 1.500 à partir. Ce retour est souvent problématique, surtout pour ceux de la deuxième génération qui éprouvent d'énormes difficultés d'intégration. Ils ne se sentent chez eux ni en Italie, ni ici. C'est surtout vrai pour les gens du Sud de la Péninsule.

***L'intégration : que peut-on en dire, à La Louvière ?***

V. F. L'intégration, on en parlait, mais d'une manière « souterraine », je dirai même « sous-entendue ». Le gouvernement belge n'en parlait quasiment pas. Il aura fallu la création du *Commissariat royal à l'immigration*, il y a un an, et la sortie de son premier rapport, pour que les partis politiques prennent position sur une série de points soulevés par ce rapport.

Je pense d'ailleurs que le Commissariat royal n'a pas mesuré l'ampleur du problème de l'immigration. Dans ce rapport, tout n'est pas abordé et cela sans doute délibérément. Le service militaire entre autres, du fait qu'on ne peut changer actuellement l'article 6 de la Constitution.

On pourrait pourtant trouver des solutions en suivant d'autres pistes : au PCI, nous sommes pour un service civil, et ce depuis de nombreuses années. Nous avons même préconisé un service civil au sein de l'OTAN pour nos jeunes gens. Il faudra en reparler.

J'en reviens au rapport du Commissariat. Il fallait développer les divers thèmes, les budgétiser, afin de les présenter au gouvernement pour que ce dernier sache ce que cela coûtera de prendre en compte tel ou tel problème et ses implications.

Le rapport est centré sur l'intégration. Il reprend certaines des revendications de la vie associative des immigrés (CEE et autres), mouvements culturels, partis politiques de l'immigration, syndicats, etc.. Malheureusement, les partis politiques belges ont tout instrumentalisé et en ont fait un rapport d'*assimilation*. Assimilation pour tout le monde : la troisième génération devient belge automatiquement ; la seconde, on peaufine, mais on ira dans le même sens ; quant à la première, elle n'est pas intégrable. Résultat : tout le monde, ou presque, devient belge.

On accroît ainsi les difficultés entre les générations dans une même famille. Je m'explique : lorsqu'une famille d'origine non communautaire veut se rendre en France par exemple pour y retrouver d'autres membres de la famille, les uns, belges, peuvent sortir du pays sans aucun problème, les autres, en général les « anciens », doivent avoir passeport, visa, etc.. Cela crée un climat d'incommunicabilité, d'incompréhension énorme. Pour moi, il est absurde d'avoir réduit le problème à la question de la nationalité. On ne règle rien comme cela, les distinctions continuent d'exister, les problèmes aussi.

D'autre part, si demain les 26 % de non-Belges de La Louvière deviennent belges, cela ne les empêchera pas de constituer une minorité ethnique. Il existe un risque de recréer, au sein même de la ville, un problème communautaire puisque les Etats d'origine des « anciens immigrés » ou si tu préfères des « nouveaux Belges », n'auront plus rien à voir avec leurs anciens ressortissants. C'est l'Etat belge qui devra répondre aux besoins de ces 26 %. Et au niveau communal, il faudra tenir compte, notamment en ce qui concerne les choix budgétaires, de la présence dans la population de Belges qui *culturellement* ne le sont pas.

Réduire le problème à la question de la nationalité, c'est une manière de ne pas prendre en compte les propositions, les projets, les revendications qui émanent des divers milieux de l'immigration. Le plus souvent, c'est l'attitude du pouvoir en place. Maintenant on peut espérer que

ces propositions, ces projets se retrouvent dans les rapports du Commissariat. Il sera plus aisé de nous faire entendre et de travailler.

D'autant plus que le second rapport du Commissariat royal à l'Immigration intitulé « Pour une cohabitation harmonieuse » contient des indications intéressantes : l'entité de La Louvière compte 25 % de nouveaux Belges -- à savoir des immigrés devenus Belges suite à la loi du 28/6/1984 sur le code des nationalités. Et d'autre part, le pourcentage de mariages mixtes enregistrés à La Louvière (17 %) est le plus élevé de Belgique.

*Comment est né le Conseil consultatif de La Louvière, quels sont ses objectifs ?*

V. F. Il existait déjà une commission composée uniquement de membres de la Communauté Italienne et qui s'était penchée sur la question de la participation des immigrés à la vie communale. Après les européennes de 1979, cette commission s'est élargie à toutes les nationalités. Elle a élaboré des statuts et un règlement électoral qui a été soumis au Conseil communal et approuvé à la majorité (les élus PRL se sont abstenus).

En 1986 ont eu lieu les premières élections pour l'installation du CCI : 50 % de la population étrangère a participé au scrutin, ce qui comparativement à d'autres communes est un beau résultat.

Nos objectifs sont vastes.

Il y a d'abord les diverses informations que nous donnons aux autorités communales sur la situation des étrangers. Dans l'autre sens, nous demandons à être tenus au courant des problèmes administratifs, socio-économiques, culturels. Nous sommes d'ailleurs représentés dans divers organes culturels de La Louvière.

Les problèmes tels que le logement, l'éducation, la scolarité, la religion, sont également discutés avec les édiles communaux. Nous tenons d'ailleurs à ce qu'un maximum soit fait pour faciliter l'intégration et la participation des non Belges à la vie communale et ce sans aucune distinction d'origine.

Il y a évidemment des lacunes, des choses qui n'avancent pas beaucoup. Par exemple l'apprentissage de la langue maternelle, suggéré par une directive européenne, ou encore les difficultés scolaires que rencontrent nos enfants. Faut-il insister sur les logements sociaux ? On le sait, ils sont insuffisants, chers, et pas toujours adaptés aux familles nombreuses.

Ce qui est certain, c'est que nos rapports avec les autorités locales sont excellents. Le CCI est aujourd'hui réellement représentatif.

Et en son sein, on peut dire que l'entente entre les diverses nationalités est excellente et que nous nous renforçons.

Nous préparons maintenant les élections pour la seconde fois. Le nouveau règlement, que nous avons élaboré, a été approuvé lors du dernier conseil communal par tous les conseillers y compris cette fois par les libéraux.

*Tu dis nouveau règlement. Cela signifie donc des changements par rapport à 1986 ? Quels sont-ils ? Et pourquoi ?*

V. F. Par rapport à 1986, toutes les listes sont ouvertes et doivent représenter trois nationalités différentes, afin d'obliger les gens à encore mieux se connaître et à collaborer. Durant les quatre années écoulées, une meilleure collaboration s'est établie entre nous, surtout entre les Méditerranéens. Rien ne pouvait faire croire que nous arriverions à un tel résultat. Notre groupe par exemple comptait 15 associations et 8 nationalités. Certains nous donnaient deux mois de survie car, pensaient-ils, les communistes y étant majoritaires, ils allaient tout dominer, tout régler. Au contraire, une grande collaboration s'est faite entre tous.

Le fonctionnement du CCI m'apparaît donc comme essentiellement satisfaisant. Mais ce fait-même met en évidence ce que personnellement je considère comme une lacune, comme un phénomène regrettable. Pendant les vingt dernières années, surtout parmi les organisations italiennes, politiques ou autres, 70 % des gens se sont tournés vers leur pays d'origine (d'abord pour tout ce qui concerne la vie associative), très peu vers la Belgique. Cela s'explique sans doute par des raisons affectives : il ne fallait pas négliger l'exigence culturelle, très importante, et qui ne trouvait pas à s'exprimer dans le cadre belge. Le CCI a changé cette situation : on arrive à organiser des manifestations culturelles, alors qu'avant, on ne pouvait compter que sur les différentes organisations à caractère régional ou national.

A mon sens, ce déblocage devrait amener les organisations immigrées à être plus revendicatives vis-à-vis des partis politiques, des institutions belges, et à envisager différemment leurs rapports avec le pays d'origine. Par exemple, il ne faut plus accepter la marginalisation de nos activités culturelles par rapport à celles des Belges. Les groupes étrangers ont une vision autre, un autre dynamisme, parce qu'ils en

« veulent ». Il ne peut subsister de subordination ; nos revendications, nous les avançons au même titre pour tout le monde, comme nous le faisons au niveau syndical par exemple. Et nous devons poser les problèmes dans les mêmes termes à l'égard des partis politiques. Nous ne voulons pas être dépendants d'un parti quel qu'il soit.

*On en arrive presque automatiquement aux élections de 1994. Je suppose que les partis et organisations de l'immigration « communautaire » ont déjà réfléchi au problème. Et sans doute ont-ils déjà été sollicités par des partis belges ?*

V. F. Quand je dis dépendants, c'est que nous ne voulons pas être des pourvoyeurs de voix, ou simplement des colleurs d'affiches. Certains partis essaient de négocier individuellement deux ou trois têtes pour les mettre sur leurs listes. Ils ne négocient pas d'organisation à organisation, et c'est inacceptable. Il faudra négocier politiquement et globalement, car je pense que s'il n'y a pas négociation, il n'y aura pas non plus afflux massif vers les partis belges. Il faut une négociation électorale et non pas comme cela se fait dans certains partis, appâter des individus par des promesses en cas d'adhésion, en faisant miroiter un « carré de sucre » ou un « strapontin ». Si réellement on veut investir pour les années à venir, on doit le faire maintenant, mais il faut convaincre d'abord les organisations - italiennes notamment - afin qu'elles adoptent une autre attitude envers les institutions belges. Quant aux partis belges, ils doivent avoir une position claire lors des négociations électorales, ne pas se contenter de faire adhérer et... « on verra ensuite ». Les discussions doivent se tenir de parti à parti, sur base d'un programme élaboré ensemble. Nous ne voulons en aucun cas être les otages de tel ou tel parti. Mais nous estimons qu'on pourra établir des listes sur la base d'un programme que nous aurions discuté ensemble.

Ce n'est qu'ainsi, je pense, qu'on pourra envisager les choses pour 1994.

(Propos recueillis par Zoé Blusztajn)

(1) A ce sujet, on lira avec intérêt et amusement le livre de Toni Santococo, *Rue des Italiens*, aux Editions du Cerisier, Cuesmes, 1986.



May 1890



wallonby  
demain jadis

jean-pierre denefve  
et franz badot \*

*Ce texte fut lu ou clamé dans divers lieux publics et privés de Wallonie en 1983 et 1984. L'accueil ne fut pas systématiquement chaleureux.*

Wallon, inutile de te raccrocher aux réverbères à papa de ta fête éteinte. Ce sera bientôt fini. Tu n'as pu ravalé ta façade aux grandes envolées lyrico-économiques du vingtième siècle. Tu as sombré coq et biens dans la faillite et l'ennui. Tu as raté la marche de l'histoire. Si tu continues à vivre, à voter, à déclarer ta vide identité, c'est une grande poche de silence au coeur et une raison rouge distendue dans ton crâne. Ce sera bientôt fini.

Tu as cru longtemps en ce territoire noir, mégapolis du Nord-Ouest européen où tu as respiré une terre féconde d'un futur idéalisé. Aujourd'hui, à peine lit-on encore de part et d'autre d'une dorsale déjà paléoreptilienne le paysage tripoté des traces d'un rythme de vie jadis intense, les stigmates d'un développement technologique qui s'abîment alors qu'un peuple de vieillards aux yeux cernés erre sur les pentes herbues des terrils.

Pourtant, en ton sein géographique foisonnent encore les empreintes presque intactes d'une épopée humaine. Partout vibrent encore des signes, ruines et coutumes dont la charge suggestive alimente chez nos voisins un éventail poétique riche et complexe. Partout se racontent encore les luttes, peurs et désespoirs passés. Hélas, au lieu de tirer des leçons audacieuses de la conservation de ces témoignages, tu t'égares en la croyance en ces jours décisifs qui inversent le cours des choses.

Tu gâches ainsi, à moyen terme, un territoire précieux par sa situation exceptionnelle que lui confère un réseau de voies de communications unique dans la structure géographique de l'Europe et du monde entier.

Estime donc un peu plus précisément ce vieux pays, ce memento historique et dramatique qui a transmis au-delà de toute rhétorique l'éloquent message du sacrifice humain d'un peuple dont ces lieux furent le théâtre et restent un monument comparable aux plus importantes pyramides.

Pense à l'attrait touristique et économique que constitueraient ces espaces émouvants recyclés, transformés, revitalisés et même rentabilisés. Pourquoi araser un ancien charbonnage pour y installer des usines bientôt en faillite, alors que ces mêmes charbonnages, intégrés dans un grand parc archéologique et naturel, peuplés de vrais ouvriers crachant poussières et fumées, seraient aux yeux de notre société mondiale spectaculaire, aseptisée, une attraction sans aucune comparaison.

En d'autres termes, au pouvoir du bulldozer, du béton et de la modernité, il faut proposer le recensement de tous les témoignages en voie de disparition, la constitution d'une documentation, l'assimilation par la population des comportements physiques et sociaux anciens afin de naturaliser, pour la planète, le plus grand parc d'attractions jamais réalisé. Reconstruire les anciennes zones industrielles, remettre en état dans des lieux intégrés de promenades et d'excursions telle carrière, tel four à chaux... Le tout ponctué de panneaux didactiques et de saynètes vivantes et permanentes, proposées par la population, illustrant la vie industrielle passée et interdite dorénavant aux signes contemporains.

Le problème essentiel consiste évidemment à délimiter des zones-étalons, et à les localiser sur le territoire sur la base de points forts d'émergence de traditions, mis en évidence par un travail de documentation.

La parole est donc à une planification à grande échelle, attentive à toutes les composantes entrant dans ce grand jeu vivant du 20<sup>e</sup> siècle. Wallon, ne pleure plus sur ton passé.

Tes moignons vivants de culture populaire vivent encore à l'ombre des châteaux de l'industrie. Nous sommes des vestiges, aimons ces beaux restes. Redorons à l'or fin et à la suie ces vestiges repensés en tant que machines stimulantes et dérisoires d'une nouvelle action politique, économique et... culturelle.

Sauvons la Wallonie dans la joie et l'amusement, travaillons à la restauration de nos coutumes dans le plus grand luna-park de l'histoire de l'humanité, le plus grand musée industriel, la plus grande réserve volontaire ethnographique du monde civilisé : Wallonby.

## généralités

La Wallonie (Wallonby) est délimitée géographiquement sur ses frontières actuelles par une clôture électrifiée (2000 V), on y entre et on en sort par seize points de passage empruntés 1) par les rares autochtones qui ont reçu l'autorisation du Conseil d'Animation Ludique (CAL) de s'éloigner quelques instants de leur paradis (cette rigueur évite l'exode du capital touristique et richesse folklorique en contrebande - fini, les Gilles de La Louvière à Bordeaux ou à Liverpool) ; 2) par les touristes munis des titres de visite vendus par le CAL et les grandes agences touristiques.

Wallonby est parcouru par un réseau routier très dense mais particulier. Seuls quelques grands axes comme les autoroutes sont autorisés aux véhicules modernes et aux transports internationaux (ravitaillement et commerce des denrées locales typiques exportables). Les autres voies de communications rendues à leur état d'avant 1914 verront défiler calèches, trains et trams à vapeur, diligences, grands bis, cavaliers, vélocipédistes, chalands, bateaux à aube...

L'habitat d'avant 1914 est restauré, conservé, mais recèle tout le confort moderne, tandis que les maisons plus récentes verront leur façade masquée par des reproductions en matériaux durs rappelant l'avant-première-guerre.

Chaque Wallon, du berceau à la mort, est rémunéré comme acteur ou figurant permanent de Wallonby. Il est hors nature de rencontrer un vrai Wallon vêtu autrement qu'à la mode ancienne. Cependant, dans l'abri de son intime foyer, il peut se comporter à sa guise. Un système répressif maintiendra les habitants dans un mode de vie et de pensée désuets.

Un centre d'orientation détermine à chaque tranche d'âge les emplois de chacun selon sa morphologie, ses capacités et ses tendances à l'extériorisation. Chaque habitant aura ainsi la possibilité d'atteindre aux premiers rôles (mayer, gouverneur, chef de batterie, etc...).

Un même personnage possédera éventuellement plusieurs qualifications : ainsi un Gille fatigué de ses prestations journalières pourra, au

bout d'un certain temps, devenir consommateur à une terrasse, mineur en grève ou victime d'un tabassage.

Il est évident que l'aspect culturel inspiré des traditions populaires retiendra tout spécialement l'attention du CAL. Une place toute particulière sera réservée à l'art dans la rue : réalisation par les enfants et les artistes locaux de grandes fresques illustrant les grands événements ou le vécu quotidien ; théâtre d'intervention sur des sujets proposés par le génèreux public (exemple : vie de Van Gogh) ; réhabilitation des kiosques, et multiplication des fanfares locales et des concours d'endurance d'accordéon ; essor de la chanson de rue et de la poésie dialectale... A cet effet, le wallon sera la seule langue obligatoire et l'étude des accents locaux et des défauts typiques sera requise.

Une place importante sera naturellement laissée au théâtre wallon. Le répertoire sera traditionnel (*Em fie vu marié in nég* -- « Ma fille veut marier un nègre »), mais une place sera réservée à la lecture humoristique d'auteurs d'avant-garde. Nous retrouverons l'enseignement regretté de tous lorsque des bambins en culottes courtes et en manches de lustrine recevaient des coups de règle sur les doigts à l'ombre d'un poêle en fonte rougeoyant.

Comme un peuple sans sports est un peuple sans souffle, reviendra la belle époque du sport pour lui-même, de l'effort par les sports et des joutes fraternelles (jeux de quilles, balle pelote, etc...).

Des sociétés de gymnastique jailliront comme champignons au mois de septembre. Tandis que la colombophilie continuera à nourrir l'intellect wallon, en milieu campagnard, combats de coqs et comices agricoles agrémenteront les places de village.

Une fois par mois, afin de souder les liens d'amitié entre acteurs et figurants, une soulerie monstre et obligatoire sera organisée dans les salons et guinguettes de toute la Wallonie.

La gastronomie retiendra l'attention du CAL. En effet, un effort tout particulier sera fait pour retrouver les vieilles recettes confectionnées avec soin par les femmes, avec des sains produits du terroir. La tarte à l'*djotte*, les côtelettes à l'*berdouille*, la charcuterie de Bastogne et les ratas divers seront consommés dans des restaurants typiques ou destinés à l'exportation.

Evidemment, toute demande de modification d'emploi est soumise à l'approbation du CAL, composé exclusivement de gens du spectacle, qui distribue costume, rôle et accessoires. Ainsi un Wallonbyste mineur

peut arguer de sa morphologie ou de son sens politique pour devenir bourgmestre d'une paisible localité campagnarde et non vedette héberliste. En outre, afin d'éviter les mécontentements, un consommateur d'estaminet le matin peut être administrateur de charbonnage le soir et sabler le champagne en haut-de-forme pour fêter une récente défaite ouvrière.

Dans une première phase, le CAL, groupant spontanément des hommes de spectacle, des folkloristes et quelques hommes d'affaires étrangers à la triste décadence de leur patrie, s'occupera à délimiter les zones-étalons, points forts sur le plan géographique.

Les principales zones seraient le Borinage avec son *Doudou*, ses jeux populaires, son passé de luttes ; le Centre avec ses Gilles, sa balle pelote et son studio-théâtre dirigé par le grand Wallon Jean Lové ; l'entre-Sambre-et-Meuse avec ses marches militaires et sa gastronomie ; Namur avec ses *moulons* et son passé historique, Liège avec la révolution industrielle, Stavelot avec ses *blancs moussis* et la rosée des prés, les Ardennes avec leurs traditions campagnardes et leur calme effrayant, Tournai-Ath, pays vert avec son passé roman et ses géants...

Ensuite, le CAL s'attachera à la rude tâche de déterminer les thèmes des spectacles. Ainsi, le premier de ceux-ci serait le thème social issu des souvenirs de luttes tragiques mais parfois comiques. Nous reverrons grèves au finish avec discours, défilés, dépavage des rues, barricades, et joyeuses charges de cavalerie.

On assistera aux élections communales et provinciales avec séance de collage, combat à sceaux de colles et fête de la victoire ; on reconstituera les grands drames miniers du début du siècle.

Notons que les emplois dangereux (délégués syndicaux, gendarmes, gauchistes,...) seront tirés au sort et feront l'objet d'assurances spéciales.

Des tribunes judicieusement élevées permettront aux spectateurs de jouir du spectacle. La bien-aimée police communale se verra réhabilitée dans ses rôles traditionnels : accueil des touristes, intervention lors des querelles de ménage, ramassage d'ivrognes avec passage à tabac à heure fixe, dans de pittoresques locaux policiers.

## illustration

### UNE SEMAINE à WALLONBY 13.000 yen par personne.

**Lundi 18 juillet 19..**, monsieur Yoko Toto arrive de Yokohama avec ses trois filles et son épouse.

*Matin* : arrivée à l'aéroport international de Gosselies.

Accueil sur le tarmac par un chanteur wallon et de jeunes ouvrières en sabots qui offrent frites et *trappistes* de Chimay.

Départ en calèche à Charleroi. Installation à l'Hôtel du Beau Séjour (3 étoiles).

*Repas typique* : soupe aux poireaux, escavèche de Chimay, potée de choux au lard, chausson aux pommes ; bière blonde ou brune.

*Après-midi* : visite des Chaudronneries Réunies (ambiance assurée), achat de quelques casseroles en galvanisé.

*Soir* : départ vers Ham-sur-Heure.

Installation chez l'habitant dans une basse maison de grès.

Vellée avec conteur wallon, traduction simultanée.

### Mardi 19 juillet

*Matin* : après le petit déjeuner (*pistolet* et omelette au lard), participation à un mariage en sarrau, avec joueur de viole, *tir de campe* sur esclandre d'un libre-penseur à l'église (intervention de la police locale).

*Dîner* sous chapiteau avec la noce, danse-soûlerie.

*Après-midi* : arrivée de la marche des grenadiers et sapeurs napoléoniens -- location possible de costumes.

Départ pour Binche. Installation à l'Hôtel de la Gare. Accueil par le conservateur du musée du Carnaval et extensions.

### Mercredi 20 juillet

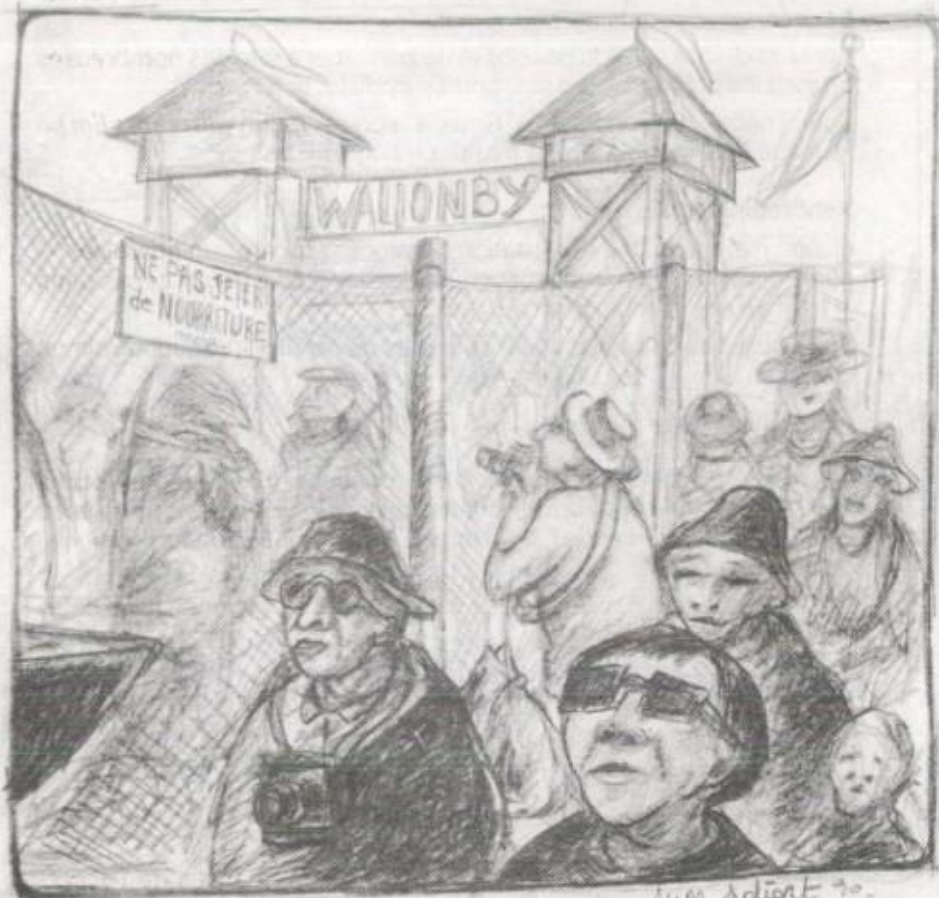
Lever en tambour et caisse, randonnée pédestre (parcours libre) dans les rues pittoresques animées par quelques sociétés.

11 H : rondeau

*Après-midi* : cortège carnavalesque.

*Soir* : feu d'artifice, bataille rangée entre étudiants, intervention de la gendarmerie à cheval.

Départ pour le Borinage. Installation à l'Hôtel de l'Amigo (1 étoile).



step pdient 70.

**Jeudi 21 juillet**

**Matin :**

au choix : -- *Doudou*, ou

-- *Frameries* : visite d'un puit de mine en activité.

11 H : coup de grisou.

11 H 30 : pleurs des veuves et orphelins, discours caractéristique de la délégation syndicale.

12 H : la révolte gronde. Mise à sac de l'habitation du gérant (participation facultative).

13 H : tout s'arrange. Pique-nique sur le carreau de la mine (tartine beurrée, boudin, café au lait -- « malette »).

*Après-midi* libre, avec la possibilité de participer à une des nombreuses animations prévues (ducasse, course cycliste, tir à l'arc...).

*Soir* : Théâtre de Mons (20 H). Grande représentation wallonne : *Em fie va marié in nég* (« Ma fille va marier un nègre »)

### **Vendredi 22 juillet**

*Matin* : marché guidé, dégustation de produits locaux ; mignardises.

*Midi* : départ en train à vapeur vers le lac de Virelles. Panier-repas dans le train. Repos, pêche, promenade.

*Soir* : possibilité d'assister à un concours de couillon (traduction simultanée) au café « Chez Joseph » à Virelles.

### **Samedi 23 juillet**

*Matin* : départ en diligence vers les Ardennes. Safari (nombreuses photos de la faune et de la forêt charbonnière). Rencontre inopinée avec de rudes bûcherons et de hardis forgerons. Pour les sportifs, possibilité de chasse à courre.

*Midi* : dégustation d'un cuissot de chevreuil rôti à l'ancienne avec baies sauvages.

*Après-midi* : Dinant -- visite des écoles communales.

Retour en diligence vers La Louvière. Installation à l'Hôtel du Commerce.

### **Dimanche 24 juillet**

Préparation de élections : collage, querelle entre colleurs, meeting. Visite d'un bureau de vote.

L'après-midi, tournée des cabarets, initiation aux danses de l'accordéon. Vers 18 H, possibilité d'assister à la reconstitution d'une catastrophe ferroviaire ou d'un incendie avec de grands concours de foule et solidarité populaire.

21 H : résultat des élections à la Maison du Peuple. Grand bal de la victoire -- cadeau souvenir aux visiteurs.

### **Lundi 25 juillet**

Retour à Gosselies en péniche. Départ vers Tokyo.

NB : D'autres parcours peuvent intégrer au choix la région du Tournaisis - Ath - Mouscron, ou encore le Brabant wallon à la région liégeoise.



## les paradoxes du développement culturel louviérois

La Louvière, centre culturel. Cela ne saute pas aux yeux quand on s'y promène : rangées de petites maisons ouvrières, architecture triste et répétitive réglée par une stricte fonctionnalité industrielle, les âcres fumées de Boël, le tram, un rien désuet, aujourd'hui disparu, dont nous parle Santocono, le charme tranquille du vieux canal et le savoir-faire, toujours industriel, dont témoignent les ascenseurs reconvertis dans le tourisme -- prémonition qui annonce le grandiose projet Wallonby que nous vous proposons dans ce numéro...

Pourtant, chacun connaît, au moins d'ouï-dire, le surréalisme louviérois, dont la place dans la mémoire collective semble s'étendre à mesure que la distance temporelle qui nous sépare de lui s'accroît. Achille et Christine Béchet d'une part, Serge Alarcia de l'autre, nous montrent comment il est né et surtout en quoi son émergence à La Louvière et pas ailleurs est précisément liée au développement brutal du capitalisme industriel et aux conditions de vie que celui-ci faisait à ses salariés, esclaves sans cesse révoltés dont la sueur et la chair ont nourri un colossal appétit de puissance et de profit. Il est aussi arrivé que ces opprimés s'emparent d'une parole qu'on leur refusait ailleurs et systématiquement -- c'est notamment le cas des écrivains prolétariens, dont nous entretient Jean Delval : Tousseul et Malva, le premier étranger à la région du Centre, le second plus ou moins « récupéré » par le courant sur-

réaliste. Cas de figure tous les deux : écartelés entre une solidarité première avec les laissés-pour-compte et leur ambition de s'extraire de leur condition misérable (au sens propre), ils ont tenté de s'insérer dans l'institution littéraire et d'y trouver une consécration que celle-ci leur a refusée (Malva) ou difficilement accordée (Tousseul). L'amertume de cet échec, d'autant plus définitif qu'il n'existait pas et qu'il n'existe toujours pas de cadre culturel alternatif à l'institution officielle, est vraisemblablement la cause des dérives politiques qui les ont finalement conduits à rompre avec leurs solidarités initiales.

Il ne faut toutefois pas s'y tromper : la vitalité culturelle de La Louvière ne se conjugue pas seulement à l'imparfait. En lui-même, le présent numéro en constitue une démonstration. Par ses illustrations d'abord, que nous avons empruntées à Daniel Pelletti et à Serge Poliard, dont le travail pictural est aujourd'hui connu et apprécié dans leur région d'origine et bien au-delà, Serge Poliard ayant même fait aux *Cahiers Marxistes* le superbe cadeau d'oeuvres originales, conçues pour notre numéro.

Par les textes de fiction que nous proposons aussi à votre lecture : Santocono et son tram, Louvet et la grève, Wallonby dont la verve dévastatrice n'est certes pas sans rappeler la puissance corrosive du surréalisme.

Jean-Pierre Michiels nous fait pénétrer l'histoire culturelle plus récente de la région. Celle-ci nous ramène à l'idée de cadre culturel alternatif évoquée à propos des écrivains prolétariens. La Louvière est une des rares villes -- avec Seraing -- où les autorités communales ont été chercher une impulsion pour leur politique culturelle dans la richesse de la vie associative. Au départ de ces efforts, on trouve, dans les années 70, le Foyer culturel de Haine-Saint-Pierre, vers où convergent des lignes de force à la fois politiques et culturelles (Objectif 82, qui luttait pour le droit de vote pour les immigrés, le mouvement de la Paix, Canal du Centre, la radio libre dont le dynamisme et la liberté de ton n'ont pas été oubliés,...). On y croisait souvent Jean-Pierre Hubert, qui allait devenir le premier échevin de la culture du Grand La Louvière après les fusions de commune de 1976 : difficile de parler culture à La Louvière sans parler de ce

grand format, qui fit ses premières armes à la Maison des Jeunes de Maurage, et qui fut directeur du Botanique à Bruxelles. Il y a incontestablement un projet politique derrière sa gestion : celui de fédérer le mouvement associatif, celui de centraliser la politique culturelle en partant d'efforts parfois non-coordonnés, un peu centrifuges, et celui de faire de La Louvière et de son hinterland le phare de la culture wallonne, par le biais d'une politique culturelle communale qu'il veut exemplaire. Le succès relatif de la démarche est en partie dû à un environnement paradoxalement favorable : l'importance de la communauté immigrée, dont l'appétit culturel est considérable, comme nous l'a confirmé Vincent Fretto dans l'interview qu'il nous a accordée.

Quinze ans plus tard, il est manifeste que cette politique volontariste a bouleversé le paysage culturel de la Ville. Des infrastructures ont surgi, surtout à l'époque où l'Echevinat de la Culture de La Louvière travaillait la main dans la main avec la Communauté française dirigée par Philippe Moureaux, en veillant à ne négliger aucun domaine : le Palace a été aménagé en salle de spectacle polyvalente, le Théâtre de La Louvière a pu se permettre une programmation ambitieuse qui a fait une large place aux jeunes compagnies, surtout au début de l'ère Hubert ; on a ouvert un centre culturel relativement modeste à Houdeng-Aimeries, un autre nettement plus conséquent à Bracquegnies -- un mammoth, dit-on dans la région, où est regroupé l'essentiel des efforts dirigés vers le théâtre pour enfants avec le Centre Dramatique de Wallonie --, un cercle horticole à Houdeng-Goegnies ; le musée de la gravure de la Communauté française s'est installé à La Louvière, rue des Amours, et un centre audio-visuel au Château Gilson ; des subventions publiques ont permis le lancement de Franc'Amour, une maison de production de disques qui visait toute la Wallonie. Toutes ces initiatives ont bénéficié de l'appui du Centre Culturel du Hainaut, bien utile pour organiser stages et formations s'adressant aux mouvements d'éducation permanente. Avec un aboutissement provisoire dans la reconnaissance de la Maison de la Culture, censée être le lieu coordinateur de toutes ces activités. On pourrait aussi mentionner le centre Indigo, espèce d'Infor-Jeunes d'initiative com-

munale, et la télé communautaire (Antenne-Centre), dont le fonctionnement est caractérisé par un pluralisme inhabituel en cette matière, n'en déplaît au Pacte culturel : le dialogue n'y est pas que formel.

Pourtant, la satisfaction n'est pas totale. Parce que cet essor réel s'est fait au détriment des liens avec les « associatifs ». Contrairement aux promesses de départ, le Foyer culturel de Haine-Saint-Pierre a été fermé. Le Conseil Culturel, qui rassemble l'ensemble des associations culturelles « privées », reste une espèce de forum d'où n'émanent que peu de propositions précises. La Maison de la Culture, soumise à une critique « de droite » parce qu'elle coûte trop cher, ne trouve pas bien sa place. Sans doute les disparitions prématurées et successives de Jean-Pierre Hubert et de Michel Ney, qui lui avait succédé à la Direction de la Maison de la Culture, y sont-elles pour quelque chose : tant qu'Hubert était Echevin de la Culture, la question de l'autonomie de la Maison de la Culture ne se posait pas, puisque sa direction se confondait avec le pouvoir communal. Il n'en est plus de même aujourd'hui, et c'est au contraire une question qui se pose avec acuité. La décentralisation de l'organisation culturelle louviéroise est indéniable, mais la structure pyramidale qui la caractérise l'est tout autant ; les problèmes créés par la disparition brutale de celui qui en occupait le sommet mettent en évidence une curieuse précarité, qu'on retrouve d'ailleurs à un tout autre niveau : celui du statut des travailleurs employés dans l'ensemble de ces institutions, chômeurs mis au travail, contractuels subventionnés, troisième circuit de travail. La dialectique centralisation/décentralisation est très délicate, et elle a fonctionné pendant plusieurs années grâce à la sensibilité, qu'il faut qualifier d'exceptionnelle, de Jean-Pierre Hubert à tout ce qui vit, à tout ce qui bouge dans la culture.

Un tel système est-il viable alors qu'aucune personnalité d'envergure comparable – sur le plan des compétences culturelles ET du pouvoir politique – ne semble émerger ? On peut en douter, et plaider dès lors pour que la dialectique définie ci-dessus voie son point d'articulation se déplacer vers la base, et la décentralisation l'emporter. De toute façon, qui vivra verra...

## la louvière : surréalisme et politique

christine béchet et achille béchet \*

### hainaut 1930

Le monde du travail est gravement touché par la crise économique : les structures industrielles sont vieilles et la crise à la fois structurelle et conjoncturelle provoque un taux de chômage particulièrement élevé.

Henri STORCK a montré dans un film d'une tragique beauté la misère dans le Borinage. Misère qui, dès 1932, pousse les mineurs à la grève. Le mouvement s'étend rapidement aux autres catégories professionnelles et gagne tout le bassin industriel. Il touche plus de 200.000 ouvriers. Sa tournure insurrectionnelle -- violemment réprimée -- le fait ressembler au mouvement de 1886 évoqué plus loin et déborde la direction du POB qui « *accuse les communistes d'être responsables du débordement. Leur activité, leur rôle est indéniable durant les événements, mais en fait, ils ne les ont pas réellement suscités : ce sont au contraire les événements, la rébellion ouvrière, qui ont produit des militants communistes et inséré de facto le parti communiste dans la réalité politique et sociale du pays, dont il était resté jusque là relativement éloigné, plus absorbé par ce qui se passait à Moscou qu'en Belgique* » (Jean PUISSANT).

C'est à ce moment que, dans le Centre, de jeunes intellectuels surréalistes fondent le groupe **Rupture**. Ils sont interpellés par les actions dont ils sont les témoins.

Le ton est donné : à La Louvière, contrairement à ce qui se passe chez les surréalistes de Bruxelles, les membres de **Rupture** veulent

---

\* extraits de *Surréalisme wallon* - éd. Labor 1987 (pp. 14 et suivantes), adaptés et complétés par les auteurs.

s'impliquer dans les luttes ouvrières et constituent un groupe « littéraire, politique et scientifique ». La lecture des comptes rendus des réunions laisse apparaître cette réalité avec évidence : il est question d'organiser un meeting avec le leader socialiste borain Walter DAUGE, on prend contact avec P.H. SPAAK, on invite des chômeurs, mais surtout, on tend à rassembler les diverses tendances de la gauche : « *Le groupe Rupture entend rester en contact avec les groupements politiques de gauche et les ouvriers afin d'intervenir efficacement si des conditions nouvelles le permettaient* ». Des trotskystes, des communistes, des anarchistes participent aux réunions, échangent des points de vue sur l'actualité politique, sur les manifestations surréalistes bruxelloises ou parisiennes. On diffuse des périodiques comme *Le Rouge et le Noir*, *Clarté* ou *L'action socialiste*. Et, bien sûr, on établit des liens avec le groupe de Bruxelles.

## la louvière : pourquoi ?

On s'est fréquemment interrogé sur les causes de l'apparition d'un groupe surréalisant en Hainaut, seul groupe provincial du monde.

Dans un article long et confus publié en 1961 dans le numéro de *Savoir et Beauté* consacré au surréalisme en Wallonie, H. LABARRE (M. Parfondry) propose des éléments de réponse. Plus récemment, l'historien Jean PUISSANT a dégagé la spécificité du Hainaut industriel dans son incidence sur les activités surréalistes.

En fait, l'histoire du Centre est particulièrement riche en événements retentissants et La Louvière, ville champignon de l'ère industrielle, n'a pas été gratuitement taxée de Chicago belge ! Surgie en pleine zone agricole, elle connaît une explosion démographique foudroyante et garde le record de la diversité de populations. Dès 1886, cette région est au coeur de la contestation sociale et politique avec son engouement pour les idées de l'avocat montois A. DEFUISSEAUX. Son pamphlet, *Le Cathéchisme du Peuple*, obtient un succès foudroyant et 200.000 exemplaires sont diffusés en deux mois à travers tout le pays. Au même moment, part de Liège, à la suite d'un meeting organisé par les anarchistes, un vaste mouvement insurrectionnel qui s'étend à toutes les régions industrielles et échappe au contrôle des dirigeants du POB. Fervent républicain et militant du suffrage universel, DEFUISSEAUX récuse la politique de son parti, le POB : il considère que « *les coopératives (sont des) citadelles capitalistes au sein du monde socialiste ; il est partisan de l'action révolutionnaire immédiate et impitoyable* » (Puissant). Ce qui lui vaudra d'être exclu du POB, en février 1887, par une direction en

majorité bruxelloise et flamande. De plus en plus inspiré par le blanquisme, il fonde alors le Parti socialiste républicain et continue de soulever l'enthousiasme de la classe laborieuse qui le suit massivement. Il crée ainsi une véritable panique chez les gouvernants qui en viennent à la considérer comme l'ennemi public numéro un.

Dans le Centre, la presque totalité de la base a rejoint le PSR.

Les anecdotes pullulent, à La Louvière, qui relatent des mouvements de lutte spontanés, souvent récusés par les organisations syndicales et politiques, paradoxalement anarchisantes. Un des plus célèbres reste le fameux épisode du Fusil brisé qui provoqua une grave crise ministérielle : le 16 octobre 1921, la fédération locale socialiste de La Louvière organise une manifestation en présence du ministre socialiste E. ANSEELE. Sur un drapeau, un soldat brise son fusil. Le Conseil de Cabinet réuni d'urgence déclare dans un communiqué de presse « *ne pas vouloir se solidariser avec l'attitude prise par un membre du gouvernement, qui avait couvert de son patronage officiel la remise à des manifestants d'un drapeau portant un emblème de nature à encourager l'indiscipline et l'insubordination* ». E. ANSEELE démissionne, soutenu par son parti qui rentre dans l'opposition : le gouvernement d'Union nationale a vécu. On en parle encore à La Louvière.

Il reste à souligner, dans ce qui fait le climat propre au Centre, le rôle tenu par les libres penseurs et le parti libéral. Fondamentalement hostile à toute intervention étatique, tout mouvement structuré de revendication, tout fanatisme ou violence, mais favorable aux conventions par entreprise, le parti libéral rassemble, outre des patrons, des intellectuels et des membres de professions libérales. Il est divisé : son aile conservatrice s'oppose, au nom de la liberté, à toute forme d'obligation, tandis que son aile progressiste défend le progrès et la science, la liberté et la laïcité, l'ordre, l'instruction et le travail. C'est au cours de séances publiques organisées par les nombreux Cercles de Réunions populaires, inspirés de la tradition fouriériste vivace à Verviers, que les progressistes diffusent leurs idées. Nés en Hainaut dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les Cercles sont soutenus par des membres du cadre industriel supérieur, ardents libres penseurs. Encore actifs aujourd'hui, ils ont eu un impact certain sur les surréalistes, anti-cléricaux rabiques.

En Hainaut, les libéraux progressistes soutiennent fréquemment les revendications socialistes, organisent des distributions de soupe populaire lors des grèves... Fait unique en Belgique, dès 1888, les charbonnages de Mariemont et de Bascoup instaurent des Conseils de conciliation et d'arbitrage sur le modèle anglais dans le but de « *substituer le principe*



Daniel Pelletti

« Les fées Carabosse ont le torse des outragés »

100 x 80

Acryl sur papier Japon



Tableau synthétique du groupe Rupture

NOM	DATES	PROFESSION DU PERE	ETUDES	PROFESSION	OBEISSANCE *
CHAVEE Achille	1906 - 1969	conservateur en bibliothèques	docteur en droit	avocat	membre du POB (renonce trotskyste) jusqu'en 1966 puis communiste
LORENT André	1901 - 1982	directeur d'école	humanités supér.	libraire	trotskyste
LUDE Albert	1912 -	ingénieur	doctorat en chimie, licence en physique	ingénieur industriel	communiste
PARFONDRY Marcel	1904 - 1966	peître : mineur oncle : boucher	école normale	instituteur	socialiste
DUMONT Fernand	1906 - 1945	industriel	doctorat en droit	avocat	communiste
MALVA Constant	1903 - 1969	mineur	début d'études au conservatoire	mineur	?
LOUTHE Jean	1915 - 1936	directeur d'académie	humanités infér.	peintre-sculpteur	?
BURY Paul	1922 -	garagiste	primaires	technicien	socialiste
LEFEBVRE René	1915 - 1958	ouvrier	fonctionnaire	trotskyste	
HAVRENNE Marcel	1912 - 1967		humanités supér.	photographe	communiste
LEFRANCO Marcel	1916 - 1974	boucher	humanités supér.	dessinateur	?
SIMON Armand	1906 - 1981	cadre d'entreprise	navire-école	employé	socialiste
SERVAIS Max	1904 -	officier d'armée	académiste	peître - antiquaire	communiste
VAN DE SPIEGELE Louis	1912 - 1972				

\* Le point d'interrogation ne s'explique pas par un manque d'information, mais provient du fait que les membres du groupe n'ont pas toujours eu une position clairement définie. Tous, cependant, se situent à gauche et à l'ordre gauche.

## le groupe rupture

serge alarcia \*

*Séance extraordinaire du 5 janvier 1936.*

*Baptême de Pierre LORENT.*

*Présents : Albert Ludé. L'officiant : Chavée.*

*Les témoins : Les Dumont et Parfondry. Tous debout. Ludé tient l'enfant dans les bras. Chavée verse quelques gouttes de porto sur le front de l'enfant et prononce les paroles suivantes tandis que Parfondry tient en main la photo de Lénine : « Au nom de Karl Marx, Lénine et Breton, aux noms du groupe RUPTURE et du groupe surréaliste belge, je te baptise Pierre LORENT ».*

*(Cahier du groupe Rupture, collection Simone Chavée)*

### introduction

Mener une analyse cohérente de ce que fut, dès 1934, le groupe **Rupture**, et par-delà son émergence, de ce que fut le surréalisme hennuyer, pose, par rapport aux études réalisées sur d'autres groupes surréalistes -- que ce soit celui de Paris ou encore celui de Bruxelles -- des problèmes spécifiques. Bien que répondant aux critères généraux que ces groupes ont consacré -- leur volonté de rupture totale (avec les implications politiques et morales considérables qui en découlent) et leur capacité à se survivre -- le groupe hennuyer ne reposait pas sur les mêmes bases structurelles que les groupes parisien ou bruxellois. Il n'en reste pas moins que **Rupture** a en commun avec eux une profonde volonté de négation des institutions politiques et culturelles.

Cela implique du point de vue de l'analyse, une approche spécifique, critique en ce qui concerne les critères généralement retenus par l'institution littéraire traditionnelle.

\* Extraits, choisis par J.-M. Rosier, du *Mémoire* présenté en 1985-86 à l'ULB et intitulé *Approche sociologique et politique des mouvements littéraires d'avant-garde - Etude des groupes Rupture et Front littéraire de gauche.*

Nouvelle orientation politique qui ne sera pas sans conséquences sur le déroulement des activités surréalistes : un clivage idéologique apparaît au sein de **Rupture**, les staliniens s'opposent aux trotskystes, et entraînent la disparition du groupe en juillet 1938.

Dans le but précis de maintenir les activités, le groupe avait pourtant adopté, le 8 mai, une position de réserve à l'égard de la FIARI (Fédération internationale des Artistes révolutionnaires indépendants) que Breton venait de définir avec Trotsky et qui affirmait : *« Si pour le développement des forces productives matérielles, la révolution est tenue d'ériger un régime de plan centralisé, pour la création intellectuelle elle doit dès le début même établir et assurer un régime anarchiste de liberté intellectuelle. Aucune autorité, aucune contrainte, pas la moindre trace de commandement ».*

Désormais, le surréalisme a vécu ses belles heures. Et si, tantôt à Mons, tantôt à La Louvière on tente de se rassembler à nouveau autour des idées de Breton, ce n'est plus le même ferment qui entraîne à la révolte : l'amitié, voire la nostalgie, ne suffisent pas à faire renaître le passé.

*nale du surréalisme (la première dans le monde) camouflée sous les auspices de la revue Minotaure. A cette fin, Mesens, qui était au nombre des organisateurs, avait départagé les oeuvres en affectant une salle aux Braque, Derain, Maillot, Matisse et autres, cependant qu'il avait regroupé, dans une salle distincte, les surréalistes, de Arp à Tanguy... » Ce n'est quand même pas la même chose !*

## la guerre d'Espagne

Quand parvient en Belgique la nouvelle du débarquement des troupes franquistes en Espagne, un mouvement de solidarité avec le Front populaire s'organise rapidement. De nombreuses familles envoient des vivres, de l'argent, recueillent des enfants de réfugiés ; des volontaires s'engagent dans les Brigades internationales. Parmi eux, Chavée, dont l'engagement est admiré par les uns, violemment critiqué par les autres. Pour Armand SIMON, « *Chavée est allé se battre en Espagne parce que c'était la suite logique de ses aspirations, de sa pensée profonde. C'est une confirmation de sa pureté, de la pureté de ses idéaux en tous cas* ». Albert LUDÉ nuance ce propos et avance que la guerre d'Espagne, tout en rejoignant sa volonté d'allier action et pensée révolutionnaire, a permis à Chavée de rompre, enfin, le cordon ombilical. Il ne nous appartient pas de porter un jugement sur les motivations d'un engagement courageux. Si des critiques doivent être formulées, elles portent sur les positions prises en Espagne même : Chavée s'engage d'abord dans les rangs du POUM de réputation trotskyste, qu'il quitte rapidement pour la Brigade Dombrowski, exaspéré par ce qu'il appelle le manque de discipline et convaincu que les troupes organisées par Staline sont les seules capables de mener à la victoire. On sait quels débats a provoqué au sein de la gauche l'écrasement du POUM et des anarchistes par les troupes téléguidées par Moscou. On sait que des « tribunaux révolutionnaires » ont torturé, tué, condamné pour imposer la loi stalinienne. Quel rôle Chavée a-t-il joué ? En Belgique, dès son retour en 1937, il est violemment attaqué par la presse de droite, traité de tortionnaire et inculpé. Bien que resté d'une grande discrétion sur son passé de combattant, il se défendait d'avoir jamais commis un acte violent. Il reste certain qu'il obtint le grade de lieutenant et devint commissaire politique à Albacete. S'il reconnaît avoir participé à des mises en accusation, des jugements, il prétend que ce fut uniquement contre des actes de délinquance ou des désertions... Le débat autour de cet épisode de la vie du poète louviérois n'a pas fini d'aiguïser les discussions. Peut-être un jour les recherches historiques y mettront-elles le point final ?

Chavée rentre en Belgique, malade, en 1937. Par la suite, il quittera définitivement le POB pour adhérer au PC jusqu'à sa mort en 1969.

A l'analyse minutieuse, ces quelques alinéas apparaissent comme une flagrante contradiction avec le contexte radicalement comminatoire des statuts du groupe. N'empêche : à ce moment, on peut effectivement parler d'un mouvement surréaliste à La Louvière. Politique à son origine, éthique dans son cheminement, il va déboucher sur une démarche créatrice.

Les conséquences de la mutation due à Fernand Dumont sont immédiates. Le 13 octobre 1935 s'inaugure à La Louvière, au « Salon des Flamands », une exposition surréaliste internationale. Le lieu est sordide. Contrairement à ce que certains affirment, il ne s'agissait toutefois pas d'un bordel désaffecté, mais d'une propriété communale peu avant réservée aux nombreux travailleurs flamands installés dans la région, progressivement intégrés mais restés légitimement soucieux de sauvegarder leurs traditions. Le local était abandonné, les crépis et les papiers peints y étaient en vadrouille :

*«Le cadre, dira peu avant sa mort Chavée dans « Anecdote », introduction à l'exposition Surréaliste de La Louvière en 1969, était sinistre, glacial, désespéré, condamné. C'était l'endroit idéal, rêvé, ce que nous désirions, à l'image de ce monde que nous voulions détruire, une sorte d'endroit où s'attarde la malédiction, où le Comte de Lautréamont eût été susceptible d'écrire l'un de ses chants... »*

MESENS joue un rôle discret mais fondamental dans l'organisation de l'exposition, prouvant ainsi l'attention amicale que portent les surréalistes bruxellois à leurs partenaires de **Rupture**. C'est Mesens qui invite les exposants, qui prend les contacts administratifs, qui organise les transports et contracte les assurances. Il est homme de métier, et il le prouve. En résulte une cimaise qui laisse aujourd'hui rêveur : ARP, BRAUNER, CHIRICO, DALI, ERNST, Marcel JEAN, KLEE, Dora MAAR, MAGRITTE, MESENS, MICHELET (Raoul UBAC), MIRO, MAN RAY, Max SERVAIS, TANGUY... Irène HAMOIR et E.L.T. MESENS lisent les textes, André SOURIS présente quelques airs de « sa » CLARISSE JURANVILLE, que chante Marie LANCELOT. Bien que le groupe ait été l'invité du premier salon « Tendances contemporaines », récemment fondé par André LORENT et Max MICHOTTE, animé à l'époque par le peintre Robert LIARD (peu suspect d'avant-gardisme subversif), l'événement n'est pas au goût du jour et ne suscite qu'une indifférence souriante ou un mépris désabusé. N'empêche : depuis, La Louvière peut s'enorgueillir du titre de « deuxième capitale mondiale du surréalisme » – après Paris, quand même, et Bruxelles, peut-être ! Mais au sujet de Bruxelles, MARIËN apporte la précaution qui s'impose : « *L'exposition au Palais des Beaux-Arts se présentait de fait comme une exposition internatio-*

*Subjectivement parlant, c'était la LIQUIDATION DE MA SOLITUDE INTELLECTUELLE, mais objectivement, c'était beaucoup plus que cela. POUR LA PREMIERE FOIS DANS L'HISTOIRE DU SURREALISME, ON POUVAIT ASSISTER A LA NAISSANCE D'UN GROUPE DE PROVINCE et je ne sais peut-être rien de plus émouvant que les premières prises de contact avec ces jeunes gens qui, venus des points les plus inattendus de l'immense région industrielle du Hainaut, se levaient subitement de terre et, chose incroyable, arrivaient aux réunions avec des bouquins de Breton dans les poches ».*

Nous avons à dessein transcrit en capitales les passages du texte qui nous paraissent particulièrement significatifs d'une démarche pour le moins étonnante. Au moment où il s'exprime ainsi, Dumont revient de Paris où, mis à part son indéfectible admiration pour André Breton, il n'a rien trouvé qui satisfasse sa soif de créateur. Bruxelles lui a paru déliquescent, superficiel. La Louvière répond par contre à ce qu'il souhaite. Politiquement, il s'insère sans problème dans le groupe. Philosophiquement, il est franc-maçon, c'est-à-dire qu'il a opté pour la liberté dans un esprit de constante et inachevable recherche. Après Lorent, le penseur calme, déterminé, aux options politiques sereines et décisives, il va apporter l'étincelle créatrice qui manquait à **Rupture** où, à part Chavée et Lorent, ne figurait aucune potentialité artistique véritable. Dumont figure parmi les signataires de l'avant-propos de *Mauvais Temps*, le premier numéro de la tribune du groupe paru en 1935 (le second numéro, terminé en 1939, ne paraîtra jamais). Le texte reprend en gros les principaux points des statuts de **Rupture** et les développe. Seules, les vingt dernières lignes précédant la conclusion de ce document de dix pages sont vraiment neuves et attestent l'incontestable et immédiate influence de Dumont avec, en filigrane, les messages de Breton :

*«Nos inquiétudes, nos espérances devaient tout naturellement nous conduire à porter le plus vif intérêt à la démarche surréaliste... A la lumière du matérialisme dialectique, le message d'André Breton nous autorisant à croire « qu'il existe un certain point de l'esprit d'où la vie et la mort, le réel et l'imaginaire, le passé et le futur, le communicable et l'incommunicable, le haut et le bas cessent d'être perçus contradictoirement » a pris pour nous la valeur d'une certitude.*

*Il nous était impossible de ne pas la considérer comme un mot d'ordre, alors même que la méthode d'investigation qui nous était proposée, permettait effectivement de progresser vers ce point... Le surréalisme, en intégrant sa certitude poétique dans la vision dialectique de l'univers, a réalisé la plus audacieuse, la plus valable des synthèses. »*

Le groupe **Rupture** se fonde chez Albert LUDÉ, ancien de l'Athénée provincial du Centre, le 29 mars 1934. Ils sont quatre d'abord, André LUDÉ, Achille CHAVÉE, André LORENT et Marcel PARFONDY. Albert LUDÉ intégrera peu de temps après Marcel HAVRENNE, qui y jouera un rôle d'une efficacité discrète mais fondamentale. Les statuts, publiés dans le cahier des procès-verbaux et non datés, portent huit signatures. Sont venus s'ajouter au noyau initial, BOVY, Jean LOUTHE et A.LHOIR. Ludé est ingénieur, Bovy avocat, Louthe musicologue (nous n'avons pu identifier Lhoir de façon précise).

Les statuts de **Rupture** situent bien le groupe et suffisent à en préciser l'originalité :

*« ... Les buts du groupe sont :*

*1° Tremper des consciences révolutionnaires*

*2° Contribuer à l'élaboration d'une morale prolétarienne...*

*Toute défaillance révolutionnaire dans son chef (entendez du membre du groupe) sera une cause d'exclusion...*

*Des conditions d'admission :*

*... Le membre est admis à condition d'être au préalable membre d'une organisation socialiste, communiste ou anarchiste...*

*3° Lors de l'admission d'un membre au sein d'un groupe il lui est donné connaissance que l'activité politique de tout membre peut être soumise à la critique du groupe...(sic)*

*4° ... Le membre s'engage à soumettre au contrôle préalable du groupe, les différentes manifestations de ses moyens d'expression qui revêtiraient un caractère public... »*

On n'a pas suffisamment, de ce texte pourtant rabâché, souligné l'aspect plus politique que surréaliste. On a le sentiment d'y lire plutôt l'expression de la ferveur révolutionnaire de jeunes gens en mal légitime de transformer le monde. A son origine, **Rupture** rame à contre-courant du message originel de Breton de qui, cependant, il a -- étourdiment peut-être -- pris le bateau. C'est alors que Fernand DUMONT revient de Paris et donne le coup de barre décisif :

*« Retour de Paris, en 1933, le petit noyau de surréalistes de Bruxelles ne m'avait pas apporté la vie, la chaleur qui auraient été de nature à provoquer la débâcle de la banquise intellectuelle de Mons où j'hivernais depuis des années.*

*On juge donc de ma surprise lorsque je fus mis au courant par mon ami Chavée de la création à La Louvière -- à deux pas de chez moi -- d'un groupe surréalisant.*

*d'équité à l'esprit patronal d'autorité » (Weiler). Grâce à cette innovation, on pourra dire : « Bien souvent, Mariemont et Bascoup devancent le législateur que ce soit pour le repos dominical, la réduction des horaires, les prestations des enfants et l'hygiène professionnelle. Fait remarquable : l'ankylostomiase si répandue dans les mines liégeoises, présente dans le bassin borain, ne semble pas atteindre les deux sociétés. Voilà pourquoi, de l'aveu même du PSR, les grèves y sont moins fréquentes et dures » (Darquenne).*

## naissance d'un groupe surréaliste : rupture

Coïncidence ou hasard objectif : c'est au moment des grèves de 1932 que CHAVÉE rencontre André LORENT -- « le colonel » dans les relations familiales. Lorent s'est fixé à La Louvière comme Chavée, par l'imprévu des pérégrinations de son père, Henri Lorent, appelé à la direction de l'école normale provinciale à Charleroi, lors de sa fondation en 1906, puis à Morlanwelz, lors du transfert en 1919. Le fait mérite une attention privilégiée : l'enseignement de la Province du Hainaut -- le plus prestigieux du pays -- doit son origine à l'énergique action anticléricale d'un potentat charbonnier local, Raoul Warocqué. Soucieux de combattre et de vaincre l'hégémonie catholique en la matière, Raoul Warocqué crée un réseau complet d'enseignement privé, de l'école fondamentale à l'école supérieure. Il choisit soigneusement son personnel et, franc-maçon notoire, accorde la priorité à ses amis philosophiques. Il en résulte immédiatement une modification profonde de la façon de concevoir les programmes fixant l'enseignement des sciences humaines et des arts, surtout de la littérature. C'est dans cet esprit qu'oeuvre Henri Lorent. Son fils André sera bibliothécaire dans une institution provinciale après que Warocqué aura légué « ses » écoles à la Province du Hainaut. Ceci explique l'introduction immédiate des *Manifestes* surréalistes parisiens dans les rayons de la bibliothèque de l'Athénée provincial du Centre à Morlanwelz, que fréquentent à l'époque nombre des futurs amis d'Achille Chavée. Ce dernier est impressionné par la passion calme, équilibrée, déterminée d'André Lorent, qui narre ainsi leur entrée en connaissance : « *J'ai rencontré pour la première fois Achille Chavée à la terrasse d'un café à La Louvière où il défendait un comité quelconque... Je crois bien qu'à ce moment-là, il écrivait des poèmes de facture classique à la gloire de la Wallonie... (Mais) je crois que les transformations qui se sont produites en son esprit à l'égard de la politique ont eu une influence sur sa conception de la poésie... Je lui ai prêté les livres d'André Breton... La politique et la poésie y sont mêlées... »*



## la composition sociale du groupe

Prolétariat	Petite bourgeoisie	Bourgeoisie	
		traditionnelle	libérale
Marcel Parfondry	André Lorent	— — — — >	Fernand Dumont
Constant Malva René Lefebvre	Jean Louthe Paul Bury Marcel Lefrancq Louis Van de Spiegele	Armand Simon Max Servais Albert Ludé	

*Tableau 1* - Classification des membres du groupe **Rupture** d'après la profession du père

Ce tableau qui classe les membres du groupe en fonction du métier de leur père -- et donc de leur origine sociale -- fait apparaître une certaine diversité ou disparité dans le recrutement. On constate, en effet, que toutes les classes sociales sont représentées (par exemple, Constant Malva, fils de mineur et lui-même mineur, cotoie quelqu'un comme Fernand Dumont, fils d'un industriel libéral montois, lui-même avoué au Palais de Justice de Mons, ou quelqu'un comme Achille Chavée dont le père était conservateur en hypothèques et qui était lui-même avocat). Elles sont cependant inégalement représentées.

a) Les membres issus de la classe ouvrière sont au nombre de trois : Marcel Parfondry (co-fondateur du groupe), Constant Malva et René Lefebvre, soit 23 % des effectifs.

Cette représentation, pour importante qu'elle soit dans un groupe littéraire, ne doit cependant pas nous abuser ; ces trois membres n'ont pas eu un rôle prépondérant dans la vie du groupe. PARFONDY, présent lors de la réunion de création du groupe en devint le secrétaire trésorier. Il ne s'investissait que très peu dans les débats et les conflits idéologiques ou culturels qui, très régulièrement, secouaient le groupe, et qui étaient le fait des « intellectuels » (Ludé, Lorent, Chavée, Dumont). CONSTANT MALVA, par sa participation, assurait au groupe une « aura », une dimension prolétarienne ; seul à rester « authentiquement » ouvrier, il apparaît comme la bonne conscience ouvrière du groupe surréaliste. Cette impression est encore renforcée par l'inexis-

tence d'une quelconque dimension surréaliste dans l'oeuvre de Malva. Le cas de RENE LEFEBVRE ne suscite pas, du point de vue de l'origine sociale, de remarque particulière. Notons cependant qu'en raison de circonstances particulières, il connaîtra une ascension sociale importante au regard de sa position de départ (nous y reviendrons plus loin, lorsque nous aborderons le problème de la dotation culturelle des membres du groupe).

b) Les représentations de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie sont nettement plus importantes. Elles sont aussi égales (38 %). On peut d'emblée remarquer que ceux que l'on peut qualifier d'« intellectuels » du groupe sont tous issus de la bourgeoisie, surtout de la bourgeoisie dite traditionnelle, comme CHAVEE et LUDE, par opposition à celle que FERNAND DUMONT représente, libre penseuse et libérale, ou bien de la frange supérieure de la petite bourgeoisie. André Lorent ne fait pas vraiment exception ; son père, d'abord inspecteur de l'enseignement à Ypres, finit sa carrière comme directeur d'école à Morfanwelz. On peut donc sans difficulté le classer dans la partie ascendante de la petite bourgeoisie, dont les caractéristiques, tant en capital économique que culturel, social ou symbolique, sont voisines de celles de la bourgeoisie.

L'appartenance de ces « cadres » du groupe aux classes dominantes est conforme à ce que l'on pourrait appeler les « instances de recrutement » propres à la plupart des mouvements littéraires, qu'ils se présentent ou non comme étant d'avant-garde. **Rupture** ne fait pas exception et Fernand Dumont fait une analyse cohérente de cette situation lorsqu'il écrit dans *La dialectique du hasard au service du désir* : « Si provisoirement, la bourgeoisie reste la grande pourvoyeuse de surréalistes, c'est, il faut bien le dire, parce que le surréalisme exige par définition une solide culture que seuls, ou presque, les fils de bourgeois ont jusqu'à nouvel ordre l'inqualifiable privilège d'acquérir. On sait par ailleurs qu'en donnant son adhésion totale au matérialisme dialectique, le surréalisme entend faire justice de la pseudo-culture bourgeoise et que, dans le domaine culturel qui lui est propre, par des moyens nouveaux qui sont spécifiquement les siens, il se fait gloire de précipiter l'effondrement du régime capitaliste » (1). Précisant son analyse en ce qui concerne les intellectuels de province, il ajoute : « En dehors des capitales où les grands courants de pensée peuvent se manifester d'une manière visible, où, par conséquent, il existe une atmosphère propice au recrutement de surréalistes, l'intellectuel de province ne peut atteindre un tel état d'esprit que s'il a vécu dès sa jeunesse dans une ambiance qui lui assure tout à la fois et la culture et la conscience du social. » (2)

Une telle situation est encore renforcée par le fait que, disposant d'un capital financier important, les fils issus de la bourgeoisie auront davantage de chances, pour ne pas dire toutes les chances, de réaliser des études d'un niveau supérieur. Cette affirmation, pour triviale qu'elle soit, ne connaît que de très rares exceptions (nous y reviendrons lorsque nous aborderons le parcours scolaire des membres du groupe).

Une telle description explique dans une large mesure que dans sa distribution des rôles et donc dans l'influence respective des personnages qui le composaient, le groupe **Rupture** ait agi, objectivement, en conformité avec les clivages sociaux traditionnels.

S'il ne s'agit pas d'engager formellement le groupe, si le débat porte sur un sujet qui n'est pas essentiel et ne concerne le groupe qu'à la marge, une certaine latitude est permise à tous les membres. Mais dès que les positions centrales du mouvement sont en jeu, il n'y a plus de partage et seuls les « ténors » deviennent à la fois les interlocuteurs et les décideurs, les autres membres du groupe étant appelés à rallier a posteriori telle ou telle position définie par les leaders.

**Rupture** n'était toutefois pas un groupe hyper-hiérarchisé et discipliné à l'extrême ! Il est évident que ce n'est pas d'autorité que tel ou tel membre influent imposait son opinion ou que tel ou tel autre membre était rejeté dans un silence plus ou moins passif ; beaucoup de ces mécanismes se reproduisent d'une manière plus ou moins inconsciente et ne sont pas ressentis en termes d'oppression continuelle.

Si une telle structuration était incontestablement de mise, elle ne doit pas faire oublier que la diversité sociale dans le recrutement des membres du groupe reste insolite et constitue une particularité des mouvements d'avant-garde.

Dans le cas de **Rupture**, la relative cohésion du groupe est essentiellement fondée sur des rapports d'affectivité et non pas de concurrence. C'est pourquoi on ne peut expliquer l'éclatement du groupe, en 1939, en raison de sa diversité sociale. La cassure s'explique davantage par l'opposition entre deux tendances parmi les « intellectuels » du groupe (les « idéologiques stricts » : André Lorent/Albert Ludé, et les « créatifs » : Fernand Dumont/Achille Chavée). Les sujets d'affrontement tournaient tous autour du rapport entre culture et politique et sur la fonctionnalité intrinsèque du surréalisme dans le processus révolutionnaire.

Dans ce cas précis, on peut constater une prépondérance du facteur politico-culturel sur le facteur social dans le processus d'éclatement du groupe.

## la position de classe des membres du groupe

Tenter de comprendre la dynamique qui a prévalu dans la constitution des groupes surréalistes, c'est aussi essayer d'appréhender les parcours individuels des membres qui les composaient. Il ne saurait être question ici de rappeler le parcours social détaillé de chacun des membres du groupe **Rupture**, mais de poser l'hypothèse selon laquelle la position de classe des surréalistes constitue un des fondements essentiels des mouvements surréalistes, « *chacun d'eux, dans sa pratique culturelle ou dans son mode de vie, trahissant le refus péremptoire de ses origines* » (3). Il n'y a pas dans ce cas de différence entre surréalistes parisiens et hennuyers. On constate tant chez les uns que chez les autres, une abondance de textes qui condamnent l'étroitesse d'esprit, le cléricanisme, l'inculture de leur famille. Les exemples foisonnent : ANDRE LORENT qui rompt non sans fracas avec sa famille alors qu'il entreprend des études universitaires ; MALVA qui parle, aussi bien dans ses romans que dans ses notes journalières ou dans sa correspondance, en des termes définitifs de la classe ouvrière dont il est issu, ou encore ANDRE BRETON parlant de son enfance « *massacrée par le soin des dresseurs* ».

Il n'y a pas d'exception : tous ces intellectuels surréalistes -- souvent jeunes dans le cas de **Rupture** -- apparaissent comme de jeunes bourgeois qualifiant de réactionnaires un ordre et une conception du monde dont leur famille serait le symbole. Quoi de plus normal, dès lors, que de trouver dans le manifeste de **Rupture** une volonté politique qui énonce que « *face à la désagrégation de la société capitaliste, nous persistons à estimer que, parmi d'autres, les positions moralement les plus efficaces restent de l'ordre de la négation, du sarcasme, de l'injure, du sabotage et de la destruction (...) parce que les moyens que le socialisme est appelé à employer pour assurer la libération totale de l'homme sont incompatibles avec les principes, les morales, les intérêts des religions et des croyances* » (4). Cette volonté de transgression sociale trouvera son expression politique la plus claire dans l'adhésion de ces intellectuels au Parti communiste. Fait significatif : si l'on réexamine le tableau n° 1 (classification des membres du groupe d'après la profession du père) et notamment sa partie droite, on constate que tous ceux qui ont joué un rôle important dans le groupe étaient, avaient été ou

deviendraient un peu plus tard membres du Parti communiste. ANDRE LORENT l'avait été jusqu'en 1928 ; CHAVEE le deviendra durant sa participation à la guerre d'Espagne dans les Brigades Internationales, auparavant il faisait partie de l'aile gauche du POB ; DUMONT l'était déjà au moment de son adhésion à **Rupture** et Ludé le deviendra un peu plus tard.

Si, avant d'aborder l'analyse de la dotation culturelle des membres du groupe et leur parcours professionnel, nous faisons le point en ce qui concerne les « cadres » de **Rupture**, nous pouvons constater qu'ils ont -- à l'exclusion des autres membres du groupe -- trois caractéristiques en commun :

- ils sont issus de la bourgeoisie ou de la frange ascendante de la petite bourgeoisie ;
- ils sont en rupture avec leur classe d'origine ;
- ils sont devenus, à un moment ou à un autre, membres du Parti communiste.

A ces trois caractéristiques s'en ajoute une quatrième, concomitante, concernant le parcours scolaire et professionnel : ils ont en commun une scolarité poussée jusqu'aux études universitaires, voire pour trois d'entre eux, jusqu'au doctorat, et un parcours professionnel marqué par la réussite. Mais qu'en est-il pour l'ensemble du groupe ?

## **dotation culturelle et trajectoire professionnelle**

Si l'étude de la dotation culturelle marque un redoublement de l'approche sociale (la première étant une composante significative de la seconde), elle permet cependant, compte tenu des informations obtenues à partir de la profession du père et donc de la position de classe, de préciser la notion de diversité que nous avons effleurée plus haut.

Elle va nous permettre aussi de mieux cerner le parcours personnel de chacun des membres du groupe.

La notion de dotation prend tout son sens lorsqu'on considère le niveau d'étude (cursus) atteint par chacun. C'est ce que synthétise le second tableau.

CLASSE	NIVEAU D'ETUDES	NOM
A	Etudes primaires commencées	Constant Malva
B	Etudes primaires achevées	René Lefebvre
C	Etudes secondaires commencées	Paul Bury, Max Servais
D	Etudes secondaires achevées	Marcel Parfondry, Marcel Lefrancq, Louis Van de Spiegele
E	Etudes supérieures commencées	André Lorent, Armand Simon, Jean Louthe
F	Etudes supérieures achevées	Achille Chavée, Fernand Dumont
G	Doctorat	Albert Ludé

*Tableau 2* - Détermination de « classes » en fonction du niveau d'études

Ce tableau appelle des précisions complémentaires pour chacune des classes, celles-ci n'étant pas forcément le reflet de parcours identiques.

### **Classe A**

C'est la première guerre mondiale qui empêche MALVA (alors Alphonse Bourlard) d'achever ses études primaires. Ayant fui le Borinage pour un voyage incessant à travers la France et la Belgique, il lui sera alors impossible d'avoir une scolarité normale. Rentré au pays avec sa famille à la fin de la guerre, ce sont les conditions matérielles et économiques qui l'éloignent cette fois de l'école et le poussent à rentrer à la mine. Ce n'est que la maladie qui l'en sortira à la veille de la seconde guerre mondiale. Atteint de la silicose, il survivra - à la faveur d'une trajectoire ambiguë qui le conduira à collaborer plus ou moins activement à l'ordre nouveau - de petits métiers puis de sa pension jusqu'à sa mort en 1969.

### Classe B

Ici aussi ce sont les conditions financières qui empêchent RENE LEFEBVRE de dépasser le cap des études fondamentales, qu'il achève cependant. Entré comme ouvrier à l'Union des Centrales Electriques du Hainaut (U.C.E.H.), il reçoit sa formation sur le tas. L'ouverture dont il fait preuve lui fait connaître une ascension importante au sein de l'entreprise (il occupe à la veille de la deuxième guerre mondiale un poste similaire à celui d'ingénieur technique). Protégeant l'entreprise contre les incursions de l'occupant nazi, il se voit offrir au lendemain de la guerre une position de « salarié-détaché » (il conserve son salaire tout en pouvant se consacrer à autre chose). Il fonde alors l'A.M.I. (Amicale des Malades et Invalides), école pour handicapés, dont il devient le directeur, et qui connaîtra très vite une importante renommée. Il meurt d'un accident de la route en 1957.

### Classe C

PAUL BURY et MAX SERVAIS achèvent le cycle des humanités inférieures. Le premier suit alors des cours à l'Académie des Beaux-Arts de Mons pendant un an, à la suite de quoi il abandonne. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'il connaîtra la renommée internationale qui est la sienne aujourd'hui. MAX SERVAIS, dont le père et le grand-père étaient officiers, s'engage, pour échapper à l'armée, sur le navire école belge. Ensuite, il est engagé au Crédit Communal de Belgique dont il deviendra en fin de carrière un des fondés de pouvoir principaux (un des deux responsables de la branche culturelle du Crédit Communal : Pro Civitate).

### Classe D

MARCEL PARFONDY termine l'Ecole Normale qui forme au métier d'instituteur. Issu d'un milieu ouvrier (père mineur), il doit à des circonstances particulières d'avoir eu un parcours scolaire plus important que ce que sa condition sociale ne lui aurait normalement permis de réaliser. En effet, ses six frères et soeurs sont tués par une épidémie de grippe espagnole alors qu'il séjourne chez son oncle, boucher prospère qui a ramené de ses voyages aux Etats-Unis et au Canada la technique de réfrigération de la viande, encore relativement inconnue en Belgique à cette époque. Cet oncle financera les études de Marcel Parfondy. Devenu, pendant la guerre, cadre dans un syndicat contrôlé par l'occupant, ainsi qu'échevin de l'Instruction Publique du Grand La Louvière, il sera lourdement condamné à la Libération.

MARCEL LEFRANCO finit le cycle des humanités supérieures. Il tente, mais abandonne très vite, des études d'ingénieur à Warocqué. Il

travaille alors pour le Musée d'Art et d'Histoire de Belgique ; il recense, comme photographe, les monuments et oeuvres d'art détenues par des particuliers de la région montoise. A la Libération, il ouvre un commerce de photographie qui devient assez vite prospère.

LOUIS VAN DE SPIEGELE fait des études à l'Académie des Beaux-Arts de Mons (sections dessin, sculpture, gravure). A la suite de ces études non achevées, il devient peintre et ouvre une galerie d'art à Mons : le Sagittaire.

### Classe E

ANDRE LORENT dont le père est inspecteur puis directeur d'école à Morlanwelz, commence à l'U.L.B. une licence en droit. Il n'achève pas le cycle à la suite de la rupture avec sa famille. Il devient bibliothécaire à l'Institut des Arts et Métiers de La Louvière. A la Libération, il devient gérant de la librairie Corman à Bruxelles. Celle-ci correspondant à ses convictions philosophiques et politiques, il y consacre l'essentiel de sa carrière professionnelle et assure, de par ses connaissances, une importante renommée à la librairie.

JEAN LOUTHE, benjamin du groupe (19 ans en 1934) achève ses études secondaires et entreprend des études de musique au Conservatoire de Bruxelles. Atteint d'une pneumonie, il décède en 1936, à l'âge de 20 ans.

ARMAND SIMON fait ses études d'humanités avec Achille Chavée et Fernand Dumont à l'Athénée Royal de Mons. Il commence, sous la contrainte de son père ingénieur, une licence en chimie à l'U.L.B. qu'il abandonne, très vite écoeuré. Toute sa vie, Armand Simon la consacre au dessin en vivant très modestement et très retiré. Sa participation aux groupes surréalistes qui se succèdent est davantage explicable par son amitié avec Chavée que par une quelconque préoccupation politique ou esthétique.

### Classes F et G

La distinction faite entre ces deux classes s'explique par le fait qu'une même terminologie (le doctorat) recouvre des réalités sensiblement différentes.

ACHILLE CHAVEE et FERNAND DUMONT ont fait toutes leurs études ensemble : humanités à l'Athénée Royal de Mons, doctorat en droit à l'U.L.B. (soit cinq années d'études qui confèrent le titre de docteur en droit). Ils s'inscrivent au barreau de Mons où ils deviendront avoués (notons que Dumont acquiert très vite ce titre puisqu'il n'a pas trente ans lorsqu'il se le voit attribuer). En 1942, il est arrêté, déporté et disparaît en 1945, dans les camps de concentration nazis.



ALBERT LUDE fait lui aussi une licence à l'U.L.B. mais en chimie. Devenu ingénieur chimiste, il réalise ensuite un double doctorat en chimie et en physique, puis encore un autre en mathématique. Ces doctorats ne sont pas intégrés dans le cycle de la licence (comme en droit), ce qui permet de constater que Ludé a eu une scolarité vraiment très importante ! Il fera une grande partie de sa carrière professionnelle comme chef de département à l'usine textile Fabelta de Tubize.

La description de ces parcours, même et peut-être surtout s'ils sont particuliers, permet d'approfondir et de recouper les constatations que nous faisons plus haut sur le statut social des membres du groupe.

Comme Jacques Dubois l'a constaté pour le groupe surréaliste parisien, on est frappé par le fait que rares sont les individus qui vont au bout du dernier cycle qu'ils ont commencé. Si l'on excepte les cas de Malva et Lefebvre qui ne dépassent pas le niveau primaire en raison de contingences matérielles, ils ne sont que cinq à achever le cycle.

Le nombre d'individus qui abandonnent leurs études, que ce soit par manque d'intérêt, par révolte ou pour d'autres raisons, est donc significatif : Lorent, Bury, Lefrancq, Simon, Servais, Van de Spiegele. Si ces abandons sont parfois compensés par une académie ou une école de marine, il n'en demeure pas moins que le niveau global reste en deçà du niveau des humanités supérieures. Il faut néanmoins remarquer que cette forte proportion d'abandons ne préjuge pas de la qualité du parcours professionnel : nombre des membres du groupe qui ont abandonné leurs études ont eu un parcours professionnel intéressant, à même de leur assurer une certaine promotion sociale (c'est le cas de Max Servais, André Lorent, Marcel Lefrancq, René Lefebvre, Paul Bury).

Il n'en reste pas moins que du point de vue de études, la plupart des abandons sont motivés par la volonté de faire échec aux ambitions de la famille et donc de créer une rupture symbolique ou effective avec celle-ci, encore que « *les parents n'investissent pas tous le même espoir dans les études de leur fils et l'on retrouve, à ce niveau, le clivage entre la petite et la grande bourgeoisie* » (5). Les parents issus de la petite bourgeoisie, relativement peu dotée en capital économique et surtout en capital culturel, voient dans ces études l'occasion d'une promotion sociale (c'est le cas de Marcel Parfondry qui devient instituteur alors qu'il était issu d'un milieu très modeste, ou celui de Paul Bury qu'on envoie à l'Académie alors que le père est petit indépendant. Ce peut être aussi le cas d'André Lorent qui commence une licence en droit).

Pour la grande bourgeoisie, en revanche, dont le capital économique est plus élevé que le capital culturel, l'ambition qu'elle place dans les études des enfants est vécue constamment sur le mode de la volonté de perpétuer un statut social : Chavée, docteur en droit et son père, conservateur en hypothèques, ou Dumont, mêmes études, le père étant un bourgeois libéral.

A partir d'une telle perception de la carrière scolaire des enfants, on peut aisément comprendre que l'abandon des études apparaisse comme une désillusion, voire ce que Dubois appelle une trahison. « *Les études remplissant une fonction distinctive, en reproduisant la hiérarchie sociale et en légitimant la situation dominante de la bourgeoisie par des prétentions d'ordre culturel, toute défaillance est très mal ressentie* ». (6)

### une évolution chaotique...

Beaucoup d'articles ont été consacrés à l'évolution formelle du groupe **Rupture**. Il ne peut être question de retracer ici l'ensemble d'une évolution déjà largement connue.

A l'image de Marc Quaghebeur, il nous semble intéressant de nous pencher surtout sur le processus d'émergence du groupe hennuyer car « *durant cette phase, toutes les contradictions se nouent positivement dans une dynamique collective où chaque acteur a son poids, où les incertitudes vont de pair avec la radicalité et l'ouverture réelle* ». (7)

C'est en effet durant cette période - qui s'étend de sa création en mars 1934 au début de 1936 - que **Rupture** produira l'essentiel de ses activités. Par la suite, les conflits internes ne sont plus canalisés et la tension monte ; les réunions s'espacent jusqu'à la dissolution du groupe en juin 1939. Le moment charnière - qui fait basculer le groupe vers son éclatement - semble coïncider d'une part avec le départ de Chavée en Espagne, en novembre 1936, et d'autre part avec l'adhésion définitive dans le mouvement de Fernand Dumont. La conjonction de ces deux facteurs - le premier verra Chavée évoluer politiquement du trotskysme au stalinisme lors de son incorporation dans les Brigades Internationales - contribuera à modifier très sensiblement l'équilibre politique au sein du groupe.

Dans l'évolution du conflit entre les tendances trotskyste et communiste, ce sont les intellectuels du groupe qui déterminent l'évolution du mouvement, ce qui corrobore ce que nous énoncions plus haut, lorsque nous avons analysé la structuration interne du mouvement. A la création

de **Rupture**, le groupe est principalement formé de jeunes gens qui soit viennent d'entamer leur parcours professionnel, soit achèvent leurs études (pour les universitaires) ; s'il est exact, comme le soulignait Marc Quaghebeur, que chaque acteur peut influencer sur l'évolution globale du groupe, il faut souligner néanmoins qu'André Lorent apparaît alors comme la figure morale du groupe. Sa personnalité et sa formation - qui le portent davantage vers l'idéologie que vers la littérature - alliées à celles des autres membres, contribueront à ce que le groupe se fixe, dans un premier temps, des objectifs politiques (« *tremper des consciences révolutionnaires* » et « *contribuer à l'élaboration d'une morale prolétarienne* ») à l'exclusion de tout autre.

Cette exigence idéologique très ferme se doublera de conditions de recrutement draconiennes.

Pour les membres effectifs - outre la technique de parrainage que nous avons déjà décrite plus haut - l'adhésion à **Rupture** supposait :

- l'adhésion concomitante à une organisation socialiste, communiste ou anarchiste, l'acceptation des critiques du groupe quant aux activités politiques posées par les membres,
- la soumission à l'acceptation du groupe pour toute manifestation ou moyen d'expression qui revêtirait un caractère public, et ce pour chacun des membres,
- la présence obligatoire (sauf excuse dont la recevabilité est appréciée par les autres membres) aux réunions du groupe (au rythme d'une réunion par semaine).

Pour les sympathisants, dits *membres coloniaux*, qui viendront assez vite grossir le noyau initial, les règles sont plus lâches ; elles exigent cependant la soumission à la technique du parrainage et « *que les activités et affinités intellectuelles et morales (de ces membres), s'identifient aux buts poursuivis par le groupe* ». Cependant, « *toute défaillance révolutionnaire dans (leur) chef sera une clause d'exclusion* ». Havrenne, Dumont et Malva notamment, entreront, dans un premier temps, dans cette catégorie.

La première année d'existence de **Rupture** est quasi entièrement cristallisée à l'élaboration d'une éthique nouvelle.

Cette préoccupation majeure d'André Lorent débouche sur des discussions délimitées aux domaines philosophique et politique (les séances ont pour thèmes : études de Hegel et du plan de travail de De Man, élaboration d'une morale prolétarienne) mais elle n'a pu être menée à bien en raison du fait qu'elle laissait de côté la majorité des membres du groupe. Sous la pression des nouveaux membres - surtout celle exercée par Fernand Dumont - le groupe est amené à reformuler

de nouveaux objectifs, à la fois plus pragmatiques et plus spécifiquement littéraires.

De ce point de vue, la séance du 9 mars 1935 constitue un tournant important dans la vie du groupe, puisqu'indépendamment de la révision des statuts (et la suppression des deux catégories des membres), elle est consacrée à « *la définition de la position des surréalistes devant les problèmes de la propagande révolutionnaire et de l'action directe* ». L'énoncé même de cet ordre du jour témoigne de la prise de conscience par les membres de la nécessité d'un changement dans la position du groupe au regard des objectifs initiaux. Si cette évolution trouve à cette date une expression concrète, elle n'en est pas moins le résultat d'une longue maturation. Elle correspond aussi à l'engagement à part entière de Fernand Dumont. Celui-ci proposera au groupe des changements fondamentaux qui deviendront - au fil des des séances et des activités - les nouvelles bases du mouvement. Pourtant, la conception de Dumont de ce que devait être un groupe surréaliste ne trouvera sa pleine expression que lorsque sera créé, en 1939, le *Groupe Surréaliste du Hainaut*. Dès 1935, il avait eu l'occasion de cerner les objectifs que devrait se fixer un groupe tel que celui-là. Dans une lettre à Chavée, le 13 mars 1935, il précisait notamment qu'il devrait :

« 1° organiser deux ou quatre réunions annuelles qui se tiendraient un dimanche après-midi, soit à La Louvière, soit à Binche, au cours desquelles auraient lieu des échanges de vue généraux.

2° créer une sorte de secrétariat permanent auquel les divers membres du groupe demanderaient des renseignements et auquel ils enverraient des textes, poèmes, communications, essais, récits de rêve, etc...

3° ce secrétariat réunirait les documents et les éditerait soit tapés à la machine, soit polycopiées, à un certain nombre d'exemplaires qui pourraient être distribués à tous les membres du groupe et à quelques amis... ».

On s'en rend compte immédiatement : entre la position de Dumont - « *plus attaché au surréalisme en tant que tel qu'à tout courant politique, révolutionnaire ou autre* » (8), et celle de Lorent (et même de Chavée avant son évolution politique) - qui plaide « *pour un surréalisme présent aux côtés des groupements politiques de gauche afin de pouvoir intervenir efficacement si les conditions le permettent* » - le fossé semble ne jamais être comblé. Il est pourtant incontestable que le groupe va réussir, durant quelques mois, à concilier ces deux positions. La preuve la plus tangible en est la fécondité des actions posées par *Rupture* durant l'année 1935 (exposition surréaliste, cahier *Mauvais Temps*, prises de position claires, mise sur pieds d'une maison d'édition), et le

fait d'avoir trouvé une base commune suffisante pour construire un manifeste du groupe.

A propos du manifeste, Marc Quaghebeur fait remarquer que « *Fernand Dumont avait émis le souhait que celui-ci soit 'un manifeste collectif rattachant la position du groupe au surréalisme et au matérialisme dialectique'* » et constate que cette exigence « *se trouve partiellement réalisée puisque l'Avant-propos effectue une opération plus complexe, plus dialectique et plus originale qui consiste à nouer son discours révolutionnaire à un ici très concret et très vécu ; à y mettre l'accent sur la rigueur matérialiste dialectique et à signaler comment cette interaction a amené le groupe à trouver une convergence dans le surréalisme* ». (9)

Cette volonté de Dumont doit être replacée dans le cadre du personnage : « *Pour Dumont, qui (à l'inverse des autres membres du groupe), n'est pas immédiatement et quotidiennement lié à la geste de La Louvière, mais qui a rencontré André Breton, l'idéal éthique tient plutôt à la liberté presque abstraite et à la transparence de l'amour. Plus coupé du réel social et plus encloué dans son monde propre comme dans sa pratique littéraire, Dumont est d'abord un écrivain pour qui le surréalisme constitue à peu près tout. (...) Sa rencontre avec les surréalistes hennuyers, plus fraternels, fut toute différente et lui assura de surcroît une stature plus enviable que celle qu'il pouvait attendre de sa collaboration avec les surréalistes bruxellois* » (10), qu'il fréquente, en 1933, l'espace de quelques mois.

« *Son souci premier en les (les Hennuyers) rejoignant, a trait au surréalisme (...). Sa préoccupation majeure pour Mauvais Temps 1935 concerne donc moins l'impact local que la reconnaissance de Breton, comme des surréalistes bruxellois. (...) Que la structure de réflexion proposée par Dumont s'inspire de la dichotomie chère à Breton, c'est-à-dire de la complémentarité non dialectisée du surréalisme et du marxisme est donc parfaitement logique* ». Elle n'en est que plus révélatrice de la singularité de la pensée de Fernand Dumont et de la relative divergence de ses positions par rapport au noyau initial de Rupture.

Cette distorsion, atténuée l'espace de quelques mois, reste donc la cause profonde et certaine de l'éclatement du groupe en 1939. S'il fallait s'en convaincre une dernière fois, ce texte de Dumont achèverait de lever les doutes : « *On sait que le surréalisme ne s'est jamais proposé d'autres buts que de démontrer qu'il n'existe aucune différence fondamentale entre la réalité extérieure, objective, et la réalité intérieure, subjective. Pour ce faire, il fait confiance à la poésie pratiquée automatiquement en dehors de toute préoccupation esthétique ou morale consciente. André Breton nous prouve aujourd'hui que cette confiance*

*était bien placée. Nous lui savons gré de nous apporter une certitude aussi précieuse » (11).* On reconnaîtra sans difficulté que nous sommes loin ici, et c'est un euphémisme, de la volonté initiale de **Rupture** de contribuer à l'élaboration d'une morale prolétarienne !

La seconde « activité-phare » posée par le groupe **Rupture** en 1935, est constituée par l'organisation à La Louvière d'une exposition surréaliste de retentissement international, et à laquelle participeront les surréalistes bruxellois. Achille Chavée rappellera plus tard la motivation qui guida les surréalistes lors de l'organisation de cette manifestation, ainsi que les réactions que cette dernière suscita :

*« Il fut décidé de débiter, pour donner un grand coup, par une exposition surréaliste. Il s'agissait bien sûr de secouer le cocotier. Ce qui réjouissait tout particulièrement ses promoteurs, c'était son caractère de provocation, de scandale, avec un certain espoir de voir changer les choses, de découvrir des complices. C'est dans ces conditions que le dimanche 13 octobre 1935 avait lieu le vernissage de cette exposition qui s'appelait exactement "Manifestation surréaliste". En fait, c'était la première exposition internationale du surréalisme en Belgique et la deuxième dans le monde. Ce qui a fait dire avec un grain d'humour que le surréalisme avait deux capitales : Paris et La Louvière.*

*Il fallait une salle. Alexandre André, alors échevin de l'Instruction et des Beaux-Arts, nous dit : "Vous pouvez disposer du Salon des Flamands. Si nécessaire est, l'Administration consentira à y faire quelques réparations". Nous prîmes bien garde de bouleverser l'économie communale. Le bâtiment tombait en ruines. Des murs et du plafond tombaient lamentables d'immenses lambeaux de papier peint.*

*Le cadre était sinistre, glacial, désespéré, condamné. C'était l'endroit idéal, rêvé, que nous désirions à l'image de ce monde que nous voulions détruire, une sorte d'endroit où s'attarde la malédiction, où le comte de Lautréamont eût été susceptible d'écrire l'un de ses chants. Quand l'accrochage des toiles fut terminé, mes amis et moi nous fûmes saisis d'une sorte d'angoisse sacrée. Pour nous, les initiés, nous nous trouvions dans le Temple que nous avons créé et que nous occupions spirituellement avec tous nos amis connus et inconnus dispersés dans le monde. Ils s'appelaient Arp, Brauner, Chirico, Dalí, Ernst, Marcel Jean, Klee, Dora Maas, Magritte, Messens, Michelet alias Raoul Ubac, Miro, Man Ray, Max Servais, Tanguy. Presque tous ces noms inconnus à l'époque sont devenus célèbres dans le monde entier. Le jour du vernissage, tous les surréalistes de Belgique se trouvèrent rassemblés à La Louvière.*

*L'exposition rencontra un extraordinaire succès de curiosité et, faut-il l'ajouter, une quasi totale incompréhension. Il y eut bien des sourires, des sarcasmes, des ricanements. » (12)*

La portée internationale de la manifestation, et le rassemblement à cette occasion de tous les surréalistes belges, font d'elle un des sommets dans les activités réalisées par **Rupture**.

Au sein du groupe même, à la suite de cette année 1935 « consensuelle » au cours de laquelle les actes majeurs du groupe furent posés, la radicalité et l'accélération tensionnelle de l'interaction collective ne durent pas longtemps. Les tendances s'opposent de plus en plus durement. On en a une marque lors de la séance du 1<sup>er</sup> décembre 1935 durant laquelle est abordé le différend qui oppose Albert Ludé à Fernand Dumont - auquel André Lorent ne pourra apporter aucune solution. La situation s'envenime. Elle le poussera à poser une première fois la question de la viabilité du groupe, en 1938, sous la forme d'un questionnaire soumis à tous les membres, qui a pour caractéristiques principales son ton - très direct - et le fait qu'il laisse transparaître l'état de délabrement du groupe.

Il pose :

*« 1. Le groupe Rupture tel qu'il fonctionne actuellement répond-il encore, pour vous, à une nécessité ? Doit-il disparaître ou les moyens qu'il met en oeuvre et les buts qu'il poursuit doivent-ils être révisés ?*

*2. Est-il encore possible de maintenir dans les statuts du groupe un impératif politique ? Lequel ?*

*3. Quels moyens, autres que les réunions et les éditions, préconisez-vous pour rendre au groupe sa vitalité ? (...)*

*5. Le groupe peut-il, doit-il rester indépendant ou s'intégrer dans un mouvement (idéologique, artistique, politique) d'intérêt plus général ?*

*6. Dans le cas d'une réponse négative à la question n° 2, estimez-vous que l'activité du groupe pourrait valablement se continuer sur le seul plan "artistique et littéraire" (...)* »

Ce questionnaire - auquel chaque membre se devait de répondre sous peine d'être considéré comme démissionnaire - est révélateur des débats qui ont toujours secoué le groupe. A la suite de ce questionnaire, Chavée, Dumont et Lorent ont beau publier un tract - dans lequel ils disent représenter respectivement « les tendances orthodoxe, front populaire et oppositionnelle » - et qui réaffirme « que le maintien du groupe Rupture est désirable sur le rapport de l'activité intellectuelle

dont il est le centre », et « qu'il serait inopportun d'agiter à l'heure actuelle (le 8 mai 1938) au sein du groupe, des questions de tactique politique qui seraient de nature à amener inévitablement des frictions regrettables et propres à déterminer rapidement la liquidation du groupe » (14), le climat est néanmoins sursaturé. L'éclatement est proche. Reflet de cette tension, une lettre de Dumont à Chavée, peu de temps après la dissolution de **Rupture** et la constitution du *Groupe Surréaliste en Hainaut* :

«... Je ne suis nullement étonné, mon cher Achille, de te voir tant travailler pour le moment : il est EVIDENT que tu dois ce regain d'activité à la liquidation du groupe Rupture qui, de plus en plus, nous apparaît comme un véritable boulet mental qu'il s'agissait de semer sous peine de mort... » (15).

Rideau, donc.

#### Notes:

1. DUMONT F., *La dialectique du hasard au service du désir*, Bruxelles, Brassa Editeur, 1979, 292 p.
2. Ibidem, p. 145.
3. DUBOIS J., et al., Approche institutionnelle du premier surréalisme (1919/1924) in *Pratiques*, Metz, n° 38, 1983.
4. Manifeste du groupe **Rupture**, avant-propos in *Mauvais Temps*, cahier annuel du groupe Rupture-Hainaut-La Louvière, Ed. des Cahiers de Rupture, 1935, p. 4-11.
5. DUBOIS J., op. cité, p. 32.
6. Ibidem.
7. Marc QUAGHEBEUR, Cristallisation d'une dynamique surréaliste en Hainaut, in *Surréalisme en Hainaut 1932/1945*, Bruxelles, Palais des Beaux-Arts, 1980, p. 47 et suivantes.
8. Michel GHEUDE, Le mineur et les poètes, in *Surréalisme en Hainaut 1932/1945*, Bruxelles, Palais des Beaux-Arts, 1980, p. 89-93.
9. QUAGHEBEUR, op. cité, p. 53.
10. Ibidem, p. 53.
11. DUMONT F., Compte-rendu d'un ouvrage de Breton in *Mauvais Temps*, 1935, Cahier annuel du groupe Rupture, Hainaut 1935, Ed. des Cahiers de Rupture, p. 91.
12. CHAVEE A., Anecdotique in *Introduction au Surréalisme en Belgique*, La Louvière 1969.
13. Convocation datée du 28 avril 1938, pour la séance du 8 mai 1938, envoyée par André LORENT de La Louvière, extrait du catalogue Achille Chavée 1906-69, Centre culturel du Hainaut, 1979, p. 46-47.
14. Résolution du groupe - adoptée le 8 mai 1938, op. cité p. 47-48.
15. Lettre de Dumont à Chavée, le 13 juillet 1939, in *La dialectique du hasard*, op. cité p. 18-19.



## les oubliés de la culture

jean delval

### olivier degée

1918. Jean Tousseul, alias Olivier Degée, ouvrier carrier, est en chômage volontaire. Abandon de travail, objection à la réquisition de l'occupant allemand. Curieusement, il écrit pourtant quelques articles qui paraissent dans une presse contrôlée par ces mêmes Allemands.

L'ambiguïté s'estompe à la lecture de ces articles. Ce sont des récits, des témoignages et des réflexions personnelles qui, tous, plaident pour le pacifisme et fustigent les jusqu'aboutistes. Ceux qui, au nom de la patrie, entendent poursuivre la guerre jusqu'à l'anéantissement de l'ennemi. Pour Tousseul, ce n'est ni le nationalisme, ni l'amour du pays qui les guident. Ce sont au contraire des appétits égoïstes, le goût de l'enrichissement par le marché noir et la corruption. Alors que ceux qui paient le lourd tribut de la guerre, par la mort, les blessures, les amputations, la misère et la famine, ce sont les pauvres.

En récompense de son engagement, au lendemain de la première guerre mondiale, Tousseul fut inculpé de défaitisme, de trahison, d'activisme et incarcéré, dans l'attente d'un jugement, durant six mois, à St-Léonard d'abord, à Forest, ensuite. Heureusement pour lui, il avait quelques amis, intellectuels, influents, convaincus de la pureté de ses sentiments et de son talent d'écrivain. Ces amis multiplièrent courageusement leurs interventions et finirent par obtenir, d'Emile Vandervelde alors ministre de la Justice, sa libération et le prononcé d'un non-lieu.

Même si a posteriori, Tousseul regrettera la publication de ses articles dans une presse collaboratrice, il restera intransigeant sur son pacifisme. C'est celui-ci et son incarcération qui inspireront largement *La Mélancolique Aventure* (1), recueil de nouvelles édité à Huy dès 1920. Certes Tousseul ne s'y révèle pas un marxiste, pas un bolchevik, pas un dialectien matérialiste ; il y apparaît plutôt comme un humaniste moralisateur, sinon chrétien, au moins déiste. Ce regard sur le monde ne l'empêche nullement d'affirmer sa solidarité avec les révoltés de l'histoire, et il salue, au passage, et admire sans réserve l'action pacifiste de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, entre autres.

Dans une des nouvelles qui composent *La Mélancolique Aventure* et qui s'intitule « En Marche », il n'hésite pas dans une grande envolée lyrique à annoncer, au terme de la guerre, l'avènement irrésistible et irréversible du peuple :

*« Dix millions de cadavres pourrissent dans la terre, dont la vie spirituelle allait être harmonieuse. Les esclaves n'étaient pas encore assez forts pour empêcher la catastrophe. Les systèmes élaborés par les apôtres étaient encore obscurs et l'humanité, distraite : les têtes n'étaient pas assez hautes pour voir au-delà des horizons, des cheminées et des terrils. Ce peu de foi l'a perdue !...*

*Mais aujourd'hui, plaies saignantes, ventres irrassasiables, dans sa frontière de croix, le peuple s'est ressaisi. Il a compris que la foi est toute puissante, et que seuls le défendent vraiment ceux qui ont partagé avec lui ses misères et ses défaites.*

*L'humanité s'est lavée dans son propre sang, un monde nouveau germe sur les tombes, bientôt le peuple se présentera à l'assaut du pouvoir, homme comme homme, et nous contemplerons son immense ruée vers le Bonheur... »*

Etonnante confiance en l'avenir du vingtième siècle dans cette nouvelle qui commence par ces mots : « *Au fond des temps, les hommes velus...* » Oui, Tousseul, en quatre pages, brosse, de la préhistoire à l'époque contemporaine, le difficile combat pour le passage de l'inhumanité à l'humanité !

Son pacifisme, son sens de la justice, son goût du social, son quasi féminisme (énorme, pour l'époque !) associés à son statut d'ouvrier et d'autodidacte lui valurent des parrainages et des reconnaissances de Romain Rolland, de Barbusse, de Poulaille, etc. Tousseul était de la famille des littérateurs prolétariens, même si cette expression fut surtout validée dans les années trente.

1929-1930, justement c'est la rupture. Tousseul vire de bord. Son souci majeur devient la notabilité littéraire. C'est de ce revirement qu'il gagnera (ou se perdra dans) son statut d'écrivain mosan, localiste, campagnard. Lui, qui avait toujours rêvé d'être instituteur, fera fureur dans les écoles primaires. En guise d'ironie, on pourrait dire qu'il joua pour la prose francophone de Belgique, le rôle qui sera tenu plus tard par Maurice Carême pour la poésie. Le changement de Tousseul fut tel qu'il s'efforça d'occulter sa production littéraire de la première période. Etrange, mais réel.

## alphonse bourlard

1929-1930. Commencement de celui qui allait rapidement devenir le symbole et le fleuron de la littérature prolétarienne de Wallonie ; celui dont la production, en tout cas, serait la plus abondante et la plus diversifiée, Constant Malva, alias Alphonse Bourlard. Ouvrier mineur de gré ou de force au service d'un système économique et politique qu'il hait, mais dont il ne peut se passer puisqu'il faut bien manger.

Dans ses livres, écrits pour porter témoignage comme il se plaisait à le dire, pointe en permanence l'appel à la révolte. Dans son militantisme politique, Malva ne cachera jamais son désir de révolution marxiste, que ce soit dans le communisme, dans le trotskysme ou dans le daugisme (2) auxquels il adhéra successivement. Ses démêlés avec la social-démocratie furent acerbes, et son opposition « injurieuse » à l'égard d'Achille Delattre lui vaut encore aujourd'hui d'être à l'index des socialistes borains.

1940, Malva désespéré de l'accession au pouvoir d'Hitler et de la certitude de la guerre, s'est mis en remorque de De Man. A la différence d'autres qui comprirent rapidement où cette voie les entraînait, Malva avait perdu toute force pour la lutte. Il collaborera toute la guerre durant en produisant des articles qui furent publiés dans la presse contrôlée par les nazis. Dans une lettre à Gabriel Figeys, responsable de l'INR nazifié, il écrit :

*« (...) Mais les petits militants trotskystes qui sont objectifs, tout en déplorant qu'on n'ait pu faire la révolution selon le schéma marxiste reconnaissent que l'ordre nouveau est un progrès sur la pseudo-démocratie bourgeoise. Et revenus de leurs erreurs sur la capacité des masses, ils sont prêts à adhérer à l'ordre nouveau. (...) Bien entendu dans l'ordre nouveau il y a des choses qui me choquent : Fidélité au roi... Répudiation du marxisme... Rejet de la lutte des classes... Mais enfin, nous sommes vaincus. (...) Savez-vous pourquoi j'avais de la sympathie pour les Allemands et, de ce fait pour le régime totalitaire ? D'abord la constatation de la pourriture démocratique, la fourberie des chefs et la veulerie des masses. » (3)*

Dans cette dernière phrase, se trouvent ramassées les frustrations accumulées par Malva en dix ans de militantisme ponctués par l'échec. Ajoutons-y l'échec relatif de la reconnaissance littéraire qu'il espérait et celui de sa situation sociale, puisqu'il était obligé de poursuivre un travail de mineur qu'il haïssait, et nous nous trouvons devant un homme écrasé.

Ecrasé, il le restera dès lors. Condamné après la deuxième guerre mondiale pour cette « collaboration idéologique », -- tels sont les termes qu'il utilise pour qualifier son comportement pendant le conflit -- il est assigné à résidence à Bruxelles. Il y vivra jusqu'en 1956 avant de retrouver son Borinage pour quelques jours. Cette visite lui inspirera ce qu'on peut considérer comme son testament littéraire : *Ramentevoir*.

Dans ce dernier récit, il fait assaut de localisme. C'est Quaregnon -- son village natal -- passé / présent. Malva y traque ses origines dans moult libations un peu veules, assez désespérées ; mais avec des moments d'un orgueil retrouvé et exacerbé. Ainsi, dans une église où il aboutit presque par désœuvrement, il en vient à se dire qu'il est le seul homme intelligent de l'assemblée. Récit sans style, écrit au fil de la plume. C'est vraiment la fin de parcours.

## malva - tousseul

Quelles corrélations ? Une bonne génération les sépare. L'un est humaniste, l'autre révolutionnaire. Ils ne se sont rencontrés qu'au cours d'une mince relation épistolaire. En 1928, Malva, guidé par Romain Rolland, écrit à Tousseul ; il y cherche des conseils, des encouragements, il n'y trouvera qu'une réponse mi-figue, mi-raisin qu'il jugera peu engageante et en tout cas peu en rapport avec son appétit pour le témoignage littéraire. Les choses en resteront là.

Mais il y a, au moins, une caractéristique essentielle qui leur est commune : tous deux renieront leur engagement politique après l'avoir exercé pendant une dizaine d'années. Ils ne sont pas les seuls d'ailleurs, et l'on sait que bien des écrivains dits prolétariens sombrèrent dans le même renoncement. Pourquoi ?

Bon nombre d'analystes y ont déjà répondu de manière pertinente. Relevant, déjà à l'origine, le choix du pseudonyme. En effet, on ne pourrait mieux illustrer, de manière prémonitoire, cette sorte de monomanie du désespoir, de la solitude, de l'incompréhension. Comme si ces écrivains autodidactes que sont Tousseul et Malva pressentaient, voire programmaient, leur échec. Etrange appétance sado-masochiste pour le martyr.

A l'inverse de cette désespérance native, (ou peut-être en raison d'elle) Tousseul et Malva ont attendu et exigé une reconnaissance littéraire. Tous deux ont pâti de ne pas être les élus du Goncourt. Tousseul a même, semble-t-il, rêvé du Nobel. Et dans toute sa deuxième période, il a poursuivi sans relâche sa désignation à l'Académie.

Tous deux ont souffert de frustrations, générées par leur propre caractère ou réellement provoquées par leur entourage ou manque

d'entourage. Frustrations de nature culturelle autant que sociale. Tous deux ont vécu un exil qui les rebutait : Malva à Bruxelles, Tousseul de ville en ville d'abord, puis à Machelen ensuite.

Tout ce mal vivre dû, en grande partie, à leur psychologie respective ou aux circonstances de leur vie suffit largement à expliquer leur renoncement militant.

Les malheurs cumulés les ont fait disjoncter, Malva ayant complètement perdu les pédales en 40. L'égarément de Tousseul est bien sûr moins spectaculaire ; mais enfin, on ne peut s'empêcher de constater qu'il se désengage au moment de la crise économique des années trente, du début de l'ascension du fascisme, et qu'il se taira sur ces sujets.

Pour justes et, largement, suffisantes que soient ces constatations, on sent néanmoins chez les analystes qui les ont dégagées qu'une part de mystère subsiste.

Tout paraît pourtant clair. Ainsi en va-t-il du destin des hommes au gré des avatars qu'ils se confectionnent ou qui leur adviennent. Mais si ce n'était que la plus grosse partie de l'iceberg qui eût été rendue visible ?

## **l'absence de politique culturelle**

C'est Michel Hannotte, qui préface par ailleurs la réédition de *La Mélancolique Aventure*, qui en avance l'hypothèse. Il ne distingue dans les congrès et les résolutions du POB que peu de préoccupations culturelles. Tout au plus y demande-t-on à la culture d'aider à la diffusion des thèses économiques et sociales du parti.

La conclusion s'impose presque d'elle-même : la marginalisation de la culture n'aurait pas contribué à la consolidation des implants idéologiques, notamment auprès des littérateurs prolétariens.

On peut évidemment critiquer la crédibilité de cette conclusion un peu facile. S'il y a eu absence de politique culturelle, elle était générale et elle n'explique donc pas la propension des littérateurs prolétariens au reniement de leur engagement, là où les autres littérateurs ne l'ont pas ou peu abandonné.

C'est peut-être dans cette objection que se trouve le noeud du problème. En effet, là où il y a absence de politique déclarée, il y a présence d'une politique souterraine. On passe de l'officiel à l'officieux. De la relation sociale aux relations privées.

En fait tout se passe comme si le terrain laissé en jachère était accaparé et réglementé par les littérateurs eux-mêmes. Dès lors, en

toute bonne foi ou par méchanceté foncière ou encore par intérêt calculé, on aboutit presque inéluctablement à privilégier des particularismes, à s'attribuer des exclusivités, à constituer des monopoles. Cela conduit en littérature à donner, plus ou moins, libre cours aux cénacles qui, réfléchissant sur eux-mêmes ou entre eux, propulsent sur le devant de la scène les goûts et les arômes qu'ils nominent.

Or, dans ce concert de distribution d'oscars et de césars, les cénacles de littérature prolétarienne -- car il y en eut -- ne font pas le poids. Et dans cette lutte inégale, et par ailleurs débilite, certains individus se cassent les dents d'abord, le nez ensuite, la tête enfin.

Il est étonnant que le parti ouvrier d'hier et socialiste d'aujourd'hui ait intégré et intègre si peu ces mécanismes. Il les a pourtant parfaitement identifiés en économie. Qu'est-ce qui différencie fondamentalement un cénacle d'un lobby ? Or, sa politique économique cherche, notamment, à contrecarrer cette forme de dérive afin de protéger les producteurs les plus fragiles et de garantir, autant que faire se peut, une pluralité productive. Et un producteur littéraire autodidacte n'est-il pas plus fragile qu'un producteur littéraire universitaire ? N'est-il pas aussi le protagoniste, particulièrement méritant, d'un pluralisme de l'idée et de la forme, que l'éducation et l'instruction auraient plutôt tendance à confisquer.

De même, le complexe édifice de la sécurité sociale qui a été patiemment et obstinément construit par le POB, le PS et les autres forces politiques progressistes vient pour corriger, atténuer les effets pervers d'une radicalisation des dominants à l'égard des dominés. Revenus de remplacement, assurance maladie-invalidité, vacances annuelles, autant d'interventions dans le cours naturel du destin humain pour venir en aide aux plus défavorisés.

On ne trouve rien de comparable à l'intention des littérateurs prolétariens. Mais sans doute les aides matérielles sont-elles plus aisées à attribuer. Elles peuvent contribuer à la constitution d'un capital de reconnaissance qui se traduit en chiffres électoraux et, de toute façon, elles continuent à alimenter le système, même si elles le contredisent marginalement. En termes de communication intellectuelle, la rentabilité des aides dispensées est autrement aléatoire. Mieux, ou pis, elles peuvent servir très directement à la contestation sévère du système. C'est peut-être ce qui explique l'absence de politique culturelle à l'intention de tous les littérateurs. Chacun étant tenu de mesurer intimement son degré d'acceptation ou de refus des convenances.

Si tel était le cas, ce serait, pour un parti politique, avouer une pusillanimité peu glorieuse, une croyance peu ancrée en ses propres thèses, un cordon sanitaire de défense de l'oreille. Se garder d'écouter

les cris, les piaffements, les plaintes des autodidactes qui émergent d'un peuple dont on s'attribue la représentativité est quelque peu paradoxal... et affaiblissant à terme.

Au-delà de tout ce qui a été déniché et dit si justement par les spécialistes de la littérature prolétarienne, au-delà de toutes les spécificités psychologiques et événementielles qui ont jalonné l'itinéraire de Tousseul, de Malva et d'autres, cette voie lactée diffusante qui doit être la fonction de toute politique culturelle n'a-t-elle pas cruellement fait défaut ?

Malva « secouru » par ce climat bienfaisant et chaleureux aurait-il versé dans l'apologie, même si c'est à défaut de mieux, de l'ordre nouveau ? Malva lu, mieux et plus, par ses camarades de classe -- et cela par la grâce d'une politique culturelle consciente -- n'aurait-il pas apporté à ceux-ci une capacité accrue de résistance à la montée du fascisme ? Car, comme le répète souvent Jacques Cordier, le malheur de Malva voulut qu'il soit écrivain ; et qu'il couche noir sur blanc pendant la guerre, ce que bien d'autres affirmaient verbalement.

L'hypothèse est invérifiable. On ne revient pas sur le passé. Mais au moins, fort de cette expérience désastreuse, on aurait pu s'acharner à l'édification d'une politique culturelle populaire. Il n'en est rien.

J'en parle d'autant plus à l'aise qu'étant acteur engagé dans la recherche, combien improbable, de l'émergence d'une culture populaire, je pâtis aujourd'hui encore et toujours d'une absence de politique qui l'accrédite quelque peu. Et j'en viens, comme Tousseul et Malva, après quelque dix années d'acharnement, à devoir lutter contre moi-même pour poursuivre. Et que j'en vois autour de moi d'autres qui y renoncent, écrémés de toute substance ou cédant aux sirènes de la respectabilité.

Je me dis, intuitivement, que peut-être je tends par là à repousser les limites sacrées de la démocratie formelle. A moins que tout maladroitement je sois en train de projeter, à l'instar de Malva et Tousseul, mes frustrations fantasmatiques sur l'histoire et le présent des autres.

#### Notes

(1) Réédition par les Editions du Cerisier et Présence et Action Culturelles - 1990 - 192 p - 350 FB.

(2) Dauge, tribun politique borain et de gauche qui avait acquis une grande renommée régionale dans les années 30.

(3) Lettre citée par Jacques Cordier dans sa préface à *Ramentevoir* - Editions du Cerisier et W'Allons-Nous ? - 1989 - 174 p.

## voyage au coeur du campus

jean-pierre michiels

68. Bruxelles. Les idées se bousculent. Les idées basculent. Pour les quelques étudiants en droit qui pratiquent le théâtre à l'ULB, l'heure est aux interrogations. Quelle fonction pour le théâtre ? Que dire et à qui ? Des réponses s'esquissent. Il faut aller vers le public. Pas n'importe quel public. Il faut toucher le « non public ». Celui qui ne vient pas au théâtre. Celui, fait de gens riches de toute une culture qu'ils ont rarement l'occasion d'exprimer. Il ne faut plus seulement faire du théâtre pour les gens. Il faut le faire avec eux. Place à l'animation théâtrale. Place au théâtre « moyen d'expression » qui ne s'use que si l'on ne s'en sert pas... L'Atelier du Campus est né.

Dix ans plus tard. Haine-Saint-Pierre. Sur la petite place communale : le Foyer Culturel. Haut lieu de rencontre des gens engagés. Son animateur : Franco Dragone, talentueux touche à tout. Le théâtre, la musique, le chant, il connaît. Il aime. Au Foyer, il fait dans le socio-culturel en milieu immigré. Il rêve cependant de donner un prolongement à ce travail en usant d'autres outils. Il rêve de théâtre-action. Et quand Franco rêve... Un petit groupe se forme. L'Atelier-Théâtre du Campus prend ses racines dans le Centre.

Les années septante sont passionnantes. C'est l'époque où éclotent, dans la région, une multitude de groupes, clubs, associations, concertations, cercles,... qui gravitent autour du Foyer. Le Campus grandit. Vite. Ils sont une trentaine à s'intéresser et à réfléchir aux problèmes politiques et sociaux du moment. Leur travail « de conscientisation » (un mot, alors, très à la mode) aboutit à la création de sketches d'intervention sur les logements sociaux, le droit de vote des immigrés,... L'osmose entre le Campus et le mouvement associatif régional, les organisations syndicales (notamment la CGSP) est parfaite. Le Campus rayonne certes sur l'ensemble de la Communauté française de Belgique, mais son ancrage louviérois se consolide. De fil en aiguille, se tisse un



spectacle plus complet : c'est « Bye bye Belgique ! ». De nouvelles exigences apparaissent. Le groupe se professionnalise. Bye bye l'Atelier. Bonjour la Compagnie !

La fusion des communes se met en place en 1977. Les milieux culturels sont en effervescence. L'heure est au regroupement. Le « louviéro-centrisme » est plutôt mal perçu ; mais il faut bien vivre avec son temps. Exit le Foyer Culturel d'Haine-Saint-Pierre. Le Centre ESQUIF porte sur les fonds baptismaux ce qui deviendra quelques années plus tard, sous l'impulsion de Jean-Pierre Hubert et de ses collaborateurs, la Maison de la Culture de La Louvière.

Nostalgie, nostalgie... Rien ne sera plus jamais comme avant. Malgré quelques tentatives (trop timides), la Maison de la Culture ne parvient pas à sauver le tissu associatif qui s'effiloche.

Le climat socio-politique change lui aussi. Les coups durs portés à l'économie régionale, la rancoeur laissée par des mouvements de grèves infructueuses, l'austérité néo-libérale érigée en mode de pensée, l'idéologie de la fin des idéologies : cela marque la région. On épilogue sur le repli sur soi, sur l'exacerbation de l'individu. Sensibiliser ou, pire, mobiliser les gens pour défendre leurs droits n'est pas une sinécure.

La Compagnie du Campus perd le contact avec ce qui reste de mouvement associatif, avec les syndicats. Elle doit repenser son action. Le message politique que ses comédiens-animateurs se plaisaient à mettre en avant dans leurs sketches ne passe plus. En tout cas plus comme ça. Les valeurs restent bonnes en soi. Mais elles ne semblent plus porteuses d'actions. Ni de théâtre-action...

Progressivement, l'investissement porte sur la recherche de la forme théâtrale au détriment d'une réflexion, en profondeur, sur l'action. La forme prime-t-elle sur le fond ? On essaie, plutôt, de trouver dans la forme et dans la manière d'agir ce qui peut correspondre au terrain d'engagement. Ainsi « Barbiana, ne me regarde pas comme ça », la dernière co-production de la Compagnie met-elle en avant-plan des faits du quotidien pour tisser, en filigrane, la toile de fond sociale et politique.

Faire du théâtre reste donc le leitmotiv. Est-ce un retour à la case départ d'avant 68 ? L'abandon de ce « non-public », objet de tous les engagements ? Egarés, oubliés ces gens à qui l'Atelier s'était donné pour mission d'offrir un cadre différent parce qu'ils ne se reconnaissaient pas à l'intérieur d'institutions ? Apparemment non. Certes, ils ne constituent plus la cible privilégiée de la Compagnie, version 90. Elle compte

cependant le toucher autrement. Le but sera de donner des moyens d'expression performants (le vocabulaire a changé lui aussi au Campus) grâce à une équipe de pros, au travers d'une formation s'étalant sur deux ans. Une autre manière pour le Campus donc de chercher à retrouver son public dont on perçoit aujourd'hui si difficilement la demande.

Fini pour cela la rue des manifs ; fermée l'arrière-salle enfumée du bistrot. La Compagnie du Campus investit d'autres lieux. Plus officiels. Ceux de la Maison de la Culture de La Louvière, par exemple, qui ne manquent pas sur le territoire de l'entité. Porter, dans ces salles-là, le propos du Campus ; faire en sorte que ces institutions intègrent dans leur politique le fait que le Campus existe aussi : voilà l'orientation prise. Il s'agit là de collaborations d'une tout autre teneur que celle qui liait jadis le Campus au Foyer Culturel d'Haine-Saint-Pierre. Le Campus n'intervient plus dans la politique globale de l'institution, mais répond, ponctuellement, à sa demande. Celle-ci émane de la région, ce qui confirme l'ancrage louviérois de la Compagnie. Mais son rayonnement sur la Communauté n'est resté pas moins manifeste.

Une dizaine de personnes -- certaines subventionnées, d'autres exerçant dans le cadre d'un TCT -- portent la Compagnie à bout de bras.

Gianfranco Covino -- qui fut notre guide durant ce voyage au coeur du Campus -- en est le coordonnateur. C'est lui surtout qui établit les ponts entre les différentes actions ; y participe en jouant le rôle de relation publique, recherchant les moyens pour leurs réalisations. Comédien lui aussi, il donne une formation à la technique de jeu de masque. Il est encore l'acteur principal dans « La Légende de Colin », un spectacle de contes et légendes au départ de la technique de conteur assis qui, depuis octobre 1989, a déjà tourné une trentaine de fois et sera présenté, cet été, au festival pour l'enfance et la jeunesse à Huy.

Giovanni Orlandi et Patricia Macaux collaborent ensemble à un atelier scolaire à l'Athénée de Koekelberg qui compte un grand nombre d'étudiants immigrés. Ancien de l'Atelier-Théâtre du Campus, Giovanni Orlandi anime aussi un groupe d'immigrés à Tubize.

Claude Lemay est Québécoise. Installée en Belgique depuis 1980, elle travaille sur le projet de co-production entre un groupe namurois et le Campus : « Butato II ». Il s'agit, en fait, d'une deuxième expérience dans le genre. La première, « Butato I » a permis la formation aux techniques théâtrales d'une quinzaine de jeunes sans-emploi et va se concrétiser par la Première d'une pièce créée dans le cadre de cette formation.

---

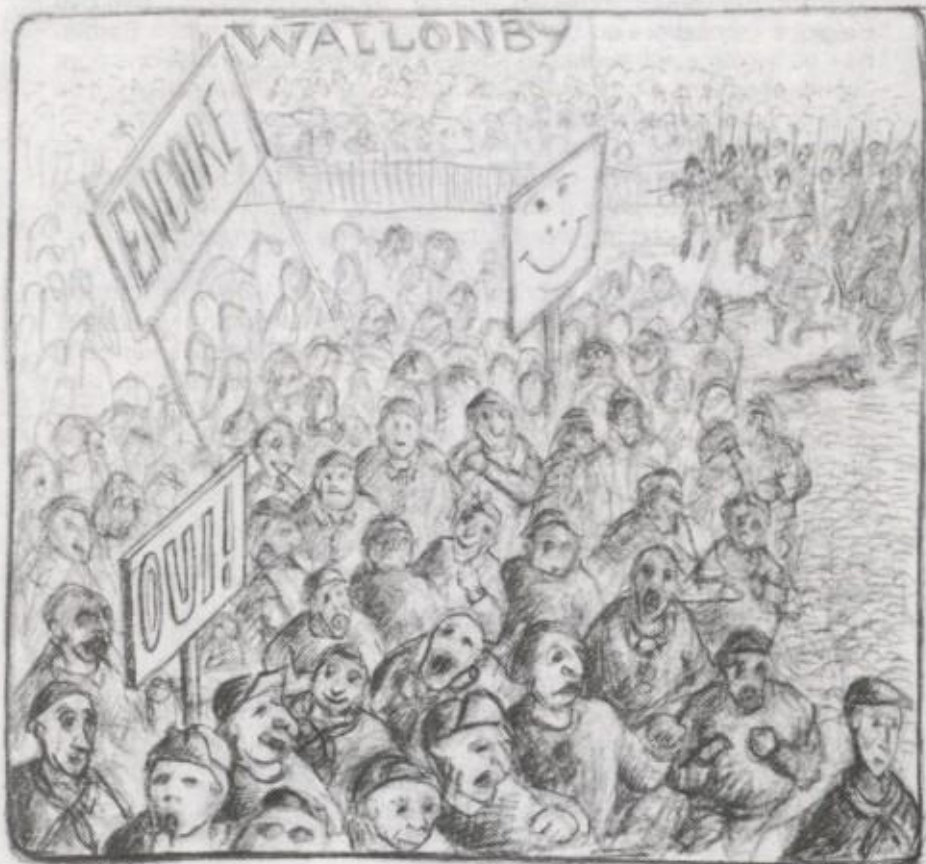
Mario Benvenuto, musicien, attaché au Campus depuis « Bye bye Belgique », collabore au Centre d'expression et de créativité « Barbiana » où il exerce ses talents en animant un atelier de percussions pour enfants et adultes. Son travail fait de musique et de théâtralisation fait de lui le compositeur attitré des spectacles du Campus.

Dominique Rathmès, elle, est nouvelle. Elle vient du Théâtre de la Renaissance. Spécialisée dans le domaine de l'écriture, elle est amenée à intervenir dans chaque atelier ou spectacle de la Compagnie.

Côté technique, Tina Diprima joue le rôle combien important de « super intendante » de la Compagnie ; tandis que Giuseppe Mozzarella en est le régisseur. Il fabrique les décors et se forme, actuellement, à la conception d'éclairages. Dany Adam est le coordonnateur du staff administratif, mais s'occupe aussi d'animations théâtrales. Il s'est ainsi occupé d'une animation demandée par la Maison de la Culture de Charlevoix dans le cadre d'une formation destinée aux aides-familiales.

Quant à Franco Dragone, il a poursuivi le voyage au-delà de l'océan, jusqu'au Cirque du Soleil. Au Québec.

Rideau.



Louis Folger 30

## le grand complot

jean louvet

*La grève, la Wallonie, la grève, les copains, la grève, le sexe, la grève, le syndicat, la grève, la télé, la grève, l'Histoire. Et Jean Louvet au milieu. Dans le théâtre de Jean Louvet, il est des thèmes aussi lancinants qu'une rage de dent. Qu'on fasse dans la dérision, comme les auteurs de Wallonby, ou dans l'introspection socio-psychologique, comme Louvet, impossible de passer à côté de l'éruption sociale – la grève – quand on parle de La Louvière. Le texte qui suit est extrait du Grand Complot, une pièce inspirée par les grèves de mai 1986, quasiment insurrectionnelles dans le Centre. LE GRAND COMLOT sera un spectacle en plein air joué dans la cour du charbonnage de Bois-du-Luc, du 15 août au 1er septembre 1990.*

Moi, ce qui me surprendra toujours, c'est le premier.

Le premier qui, tout à coup, s'arrête, comme ça, au milieu de la cour, au milieu de la rue ; chez lui, en train de se raser.

Le premier, tout seul.

Il n'y a pas de mot d'ordre, bien sûr, rien. Le premier tout seul qui dit : « Faut arrêter ».

Ca vient de loin, de très loin.

Tant qu'il y aura un premier tout seul, tu verras.

Et puis, deux ou trois jours plus tard, il va dire à un autre : « Faut faire grève. »

Il y a ses mains, sa voix qui tremblent un peu.

Il crie fort, plus fort que d'habitude.

Il regarde l'autre.

Plus tard, ça va gagner du terrain, deux, trois cents, mille, dix mille.

On dira : ils ne savent même pas pourquoi ils font grève.

En partie, c'est vrai. Il retient un ou deux chiffres dans sa tête. Regarde-le bien : il garde toute la durée de la grève un tract, très complet, dans sa

poche, avec tout. Tous les renseignements. Un aide-mémoire ; il est paré. Il est censé savoir pourquoi il fait grève.

Oui, bien sûr, il faut prendre très au sérieux les motifs économiques de la grève, mais ne perds pas de vue que, depuis des mois, des années peut-être, il se fait chier. Chier comme un rat. On a beau lui raconter des histoires, c'est toujours des histoires de rats : l'ennui, les emmerdements, les fins de mois, les vieux, les jeunes, la télé de merde, le boulot, j'en passe.

Tout à coup, il dit : non. Pendant une, deux, quatre semaines parfois. Tu te rends compte ? On va la perdre, la grève. Comme s'il s'agissait encore de perdre ou de gagner. Il dit : non.

Bien sûr, on perd toujours.

Il est là, le premier, tout seul, en train de se raser, en train de pisser.

Il a envie de savoir ce que c'est, les autres, rire avec eux, marcher dans les rues, oublier les horaires.

Il est heureux.

C'est la bande qui va d'un coin à l'autre du pays, qui dé-territorialise. C'est la grande prairie, la ruée vers l'or, qui va voir à Liège ou à Tournai ce qui se passe.

En temps normal, tu veux aller à Charleroi, facile, tu prends ta bagnole, facile. En temps de grève, tu veux voir les copains dans une assemblée. Non. Tu arriveras plus vite en Patagonie. C'est le règlement. Est-ce que tu t'es déjà posé la question du règlement ; ça n'a l'air de rien, un règlement, c'est pas glorieux, mais tu devrais y réfléchir.

Et une assemblée interprofessionnelle ? Tu rigoles ? Essaie de voir un peu, ceux qui sont au premier étage, ceux qui sont au second, ceux qui sont au troisième ; le lundi, le mardi, jeudi. C'est nous, tout ça : les ABF, les CGL, les RIKIKI, et tout ça à 250 balles par mois de cotisation.

Tu perds ton temps ? Regarde-le : ses yeux, ses grands gestes, ses grands pas, il revit, je te dis. A grands pas.

Il passe à travers tout : les manifs à 400.000, les micros qui ne vont jamais, la dislocation - ah - bon - c'est-tout ?, les discours emmerdants. Fallait pas faire grève, je te l'avais bien dit.

Tu rigoles ou quoi ? C'est me faire crever que tu veux ?

On le sait bien qu'on sera battus.

L'essentiel, c'est que je suis avec toi, et ça, il ne faut pas l'oublier.

Qui fait grève pour rien ? L'enfant ? L'enfant fou, le sauvage, celui des grands espaces, des belles lumières dans le ciel. C'est l'escargot avec sa maison sur son dos, tout seul, qui avance, seul, rien dans les mains, rien dans les poches, un anorak, une vieille écharpe, une bonne paire de godasses. 1950, 1960-61, les belles marées.

Fais-lui confiance.

T'as beau lui raconter ce que tu veux, il a dit, l'enfant fou, le monde, c'est pas ça, IL FAUT CHANGER.

***Penser le XX<sup>e</sup> siècle***

Editions Complexe - Bruxelles.

Vient de paraître aux Editions Complexe un recueil de textes intitulé *Penser le XX<sup>e</sup> siècle*. Ces textes constituent les actes d'un colloque tenu en 1986, mais ils débordent 1986, en ce sens que les historiens-politologues qui ont participé au colloque ont pris soin de mettre à jour leurs contributions respectives. Quelques bouleversements majeurs ont en effet marqué l'année 1989...

*Penser le XX<sup>e</sup> siècle* : il s'agissait de poser des questions essentielles autour de mouvements considérés comme autant de « rendez-vous de l'histoire » : la première guerre mondiale, le communisme, le fascisme, le nazisme, la deuxième guerre mondiale, les rapports Est-Ouest, l'Union européenne, la Chine devenue « troisième Grand », l'émergence du tiers-monde.

Menu copieux, auquel se sont attelés François Bédarida, Gérard Chaliand, Marc Ferro, Pierre Gerbet, Alfred Grosser, François Joyaux, Fred Kupferman, Pierre Milza, Anne de Tinguy, tous « spectateurs engagés », comme l'indique André Versailles dans son introduction.

Pour chacun de ces thèmes, les participants au colloque ont tenté des synthèses qu'il ne peut être question de schématiser ici, et dont l'objectif était d'alimenter un débat. Nous avons particulièrement apprécié les réflexions de Bédarida sur le « drame planétaire » que fut la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, qui a produit une historiographie abondante, parfois marquée par des principes moralisateurs. La contribution d'Alfred Grosser sur la spécificité du nazisme, par rapport notamment au fascisme mussolinien, est intéressante, et utiles ses questions sur la capacité du régime hitlérien « à contrôler tous les groupes sociaux et à modeler les esprits », bref à exercer un pouvoir vraiment totalitaire.

On peut s'interroger par contre sur la validité d'un « constat » de Gérard Chaliand, pour qui « les pays sous-développés ont réussi à faire reconnaître leur droit à contrôler leurs ressources naturelles »...

*Penser le XX<sup>e</sup> siècle* ne se veut pas une encyclopédie, et encore moins un document définitif : son ambition est d'aider à appréhender quelques problèmes-clés de ce siècle.

R. L.

*Paris, Capitale du XIX<sup>e</sup> siècle.*  
*Le Livre des passages*  
Walter BENJAMIN

Editions du Cerf - 1989 - 972 pages - 350 FF.

Progressivement, depuis une dizaine d'années, les oeuvres du philosophe allemand Walter Benjamin (1892-1940) deviennent accessibles au lecteur francophone. Ce dévoilement par étapes ne répond à aucune logique intellectuelle. Il résulte plutôt des choix successifs opérés par les éditeurs, au gré des modes ou de leurs moyens financiers. Aussi est-ce dans le désordre que nous avons pu prendre connaissance des différentes versions de ses textes fondamentaux, de la correspondance et de fragments épars. De là, l'image un peu floue de notre philosophe, célébré dans un premier temps comme le représentant d'un marxisme non dogmatique, et que l'on continue à découvrir à une période où les interrogations sociologiques semblent passées de mode. L'observateur passionné de mythes qu'était Benjamin n'est pas loin de s'être réincarné en un vaste recueil de citations étincelantes où chacun va quérir son bien.

Au centre de la réflexion de Benjamin, entre 1927 et 1940, se trouve le projet d'un ouvrage sur les passages parisiens, qui aurait constitué pour le XIX<sup>e</sup> siècle ce que sa thèse de doctorat sur le drame baroque allemand avait entrepris pour le XVII<sup>e</sup> : une traversée « oblique », nourrie de tout le savoir traditionnel de la philologie, mais préoccupée avant tout par le jeu de reflets tendus par celui qui s'efforce de réfléchir le présent dans le miroir du passé. La nature de ce présent, toutefois, s'est fortement modifiée entre les deux recherches. A la visée allégorique et personnelle de son doctorat a succédé une intention plus politique, alimentée par la rencontre des philosophes de l'Ecole de Francfort (Adorno) autant que par l'actualité des années trente.



Ce texte majeur, qui donne sinon la clé, au moins les sources, des écrits de Benjamin sur Baudelaire, sur *l'Oeuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique* ou sur les *Thèses sur la philosophie de l'histoire*, Benjamin ne l'a jamais achevé. Il en subsiste un manuscrit formé de citations, de notes de lectures, de remarques disparates, résultat des longues heures passées à la Bibliothèque nationale, qui ne se prête guère à la découverteursive, mais qui s'impose comme le centre des intérêts multiples de Benjamin. C'est cet ouvrage que les Editions du Cerf viennent de publier, dans une excellente traduction de Jean LACOSTE, qui suit, en simplifiant hélas son appareil de notes, l'édition allemande établie par Rolf TIEDERMANN.

A la formulation souvent énigmatique des œuvres achevées de Benjamin, les fragments du *Livre des Passages* ajoutent une autre difficulté : chaque lecteur doit chercher le fil d'Ariane qui le guidera dans l'amoncellement des références. Mais c'est à ce prix qu'il se familiarisera avec le mode de pensée du philosophe, en ne pouvant s'empêcher de flâner à son gré dans le labyrinthe de l'histoire poétique d'une capitale dont Benjamin compare précisément le métro à l'ancre d'une douzaine de minotaures.

Au départ du projet se place la lecture du *Paysan de Paris*, d'ARAGON, ou plus exactement son avant-propos, où le passage de l'Opéra se voyait élevé à la dignité de mythe moderne, exhibant la prostitution, le commerce et les loisirs dans cette lumière glauque qui leur donne l'apparence d'entrer dans la légende. Mais tandis que le surréalisme se plongeait avec délectation dans cette irréalité, Benjamin lui opposait la catégorie du *réveil* c'est-à-dire le moment dialectique où tout le passé qui s'est endormi dans les passages oubliés par le capitalisme triomphant qui les a fait construire revient au grand jour pour transformer notre présent. « *Chaque période, écrit-il, ne rêve pas seulement de la prochaine, mais en rêvant elle s'efforce de s'éveiller* ». Cette proposition n'est pas à prendre au sens trivial selon lequel le passé éclaire le présent, ou inversement. Mais elle insiste sur l'existence d'images condensant le choc de leur rencontre, ce que, dans un autre contexte, BRETON appelait une « explosante fixe ». Ce sont ces constellations que Benjamin va repérer dans le monde du cirque, des jouets, des miniatures, des prospectus publicitaires ou des images poétiques du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le concept de réveil lui permet de caractériser, dans une admirable formule condensée, l'art fin-de-siècle : « *Lorsque nous devons nous lever tôt pour partir en voyage, il peut arriver que nous rêvions que nous sommes déjà debout et que nous nous habillons, parce que nous*

*n'avons pas envie de nous arracher au sommeil. La bourgeoisie à l'époque du modern style fit un rêve de ce genre quinze ans avant que l'histoire ne la réveille en grondant* ». On perçoit mieux, en lisant cette manière d'apologue, ce qu'entend Benjamin par la confrontation de deux époques. L'anecdote et le détail deviennent pour lui les règles de la méthode historique. Cette technique de proximité transforme notre saisie du temps comme en témoigne la remarque suivante : « *Imaginons qu'un homme meure à cinquante ans exactement, le jour même de la naissance de son fils, et que cela se produise à chaque génération : si l'on fait commencer cette chaîne à la naissance du Christ, on s'aperçoit que depuis le début de notre ère, quarante hommes à peine ont vécu* ».

L'enjeu de ce travail, pour Benjamin, était d'avancer sur la voie d'un matérialisme historique qui ait banni toute idée de progrès de son champ d'investigation. Au même moment, il récusait d'ailleurs autant les visions stalinienne que sociale-démocrates de l'histoire en ce qu'elles reposent également sur le sacrifice du présent au profit de l'avenir. Pour lui, l'option révolutionnaire devait être guidée moins par l'image des arrière-petits neveux libérés que par celle des ancêtres en esclavage (\*). Sa vision du passé est donc éminemment politique. Elle rejette l'histoire traditionnelle et ses deux principes fondateurs : la coupure entre le passé et le présent (la crainte des anachronismes) et la tentative de s'introduire dans le passé pour s'y fondre avec sympathie. Benjamin n'accepte pas non plus la notion d'autonomie (une histoire séparée des formes, de la littérature ou de l'art), et tout autant la vision déterministe selon laquelle la superstructure serait le reflet des rapports de classes. A l'heure actuelle, la lecture d'ALTHUSSER ou de FOUCAULT nous permet de jeter sur cette double exigence une lumière compréhensive. Mais à l'époque, c'est à la théologie et au messianisme juif que Benjamin a dû faire appel pour formuler la révélation que les images dialectiques devaient produire dans le présent. Son propos porte la marque des difficultés dues au contexte. Pourtant, comme il le suggère lui-même à propos d'un critique, les obstacles dressés devant la communication, les obscurités mêmes se révèlent souvent comme un stimulant indispensable pour une compréhension active. Leur nombre est la mesure de l'oeuvre à laquelle Benjamin a voué tous les instants que lui accordaient les aléas de son existence matérielle d'écrivain indépendant.

Paul ARON

(\*) La formule est de P. MISSAC dans son excellent *Passage de Walter Benjamin*, Paris, Seuil, 1987, p. 126.

«Anatomie d'une polémique : l'Islam et l'école»,  
par Pierre Blaise et Vincent de Coorebyter

Courrier hebdomadaire du CRISP N°1270-1271

Ce double numéro du Courrier du CRISP vaut son pesant de recherches: ses auteurs ont rassemblé sur un problème complexe et passionnel les éléments qui permettent de le situer correctement. Ils établissent d'abord une chronologie des événements et prises de position, depuis l'ouverture à Bruxelles, en septembre 1989, de la première école libre islamique. Sont regroupés dans ce chapitre les faits, les polémiques, leurs échos sur les plan politique et judiciaire.

Les référents juridiques font l'objet du deuxième chapitre : depuis la Constitution belge de 1831, jusqu'à la loi de janvier 1989, en passant par les lois de 1870, de 1974 et de 1978. Le cheminement parlementaire de ces deux dernières est analysé avec soin, mais «*les raisons profondes de la reconnaissance de l'Islam et de son organisation restent largement non éclaircies*», estiment les auteurs.

L'épineux problème de la représentation de «l'Islam» en Belgique est abordé et on sait qu'il n'est pas résolu: les ministres de l'Education nationale ont attribué à cet égard au Centre islamique un rôle que la loi ne prévoit pas. Après une proposition contestée du Commissariat royal à la politique des immigrés, le gouvernement belge a décidé en mars 1990 de créer un Comité des Sages....

Enfin, ce Courrier du CRISP décrit les conditions dans lesquelles s'effectue l'enseignement de la religion islamique.

Le troisième chapitre est consacré au débat sur le «hijab», le fameux «voile» dont il s'agit de savoir la fonction et/ou la portée symbolique. De fait, le «hijab» est interprété comme une simple coutume vestimentaire, comme une manifestation d'intégrisme, comme une obligation religieuse, ou encore comme une manifestation de sexisme. Les auteurs montrent qu'on peut, au nom d'un souci d'intégration des immigrés, aussi bien refuser le «hijab» que l'admettre.

Devant cette difficulté (ou cette confusion), ils font un pas de plus dans l'analyse et tentent de définir la laïcité. Et comme ils sont courageux, ils nous offrent même un parallèle entre la notion (et la pratique) de

la laïcité en France et en Belgique. C'est salubre, car en dépit des différences considérables d'un pays à l'autre, l'amalgame est fréquent.

Au terme de cette recherche qui pose la question des droits des minorités, Pierre Blaise et Vincent de Coorebyter rappellent que «*seul l'exercice des droits politiques assure la pleine réciprocité des droits (délaborer les lois) et des devoirs (de se soumettre aux lois)*».

La réplique des partis au pouvoir est connue : que les immigrés se naturalisent, et le problème disparaît ! Or, non seulement la naturalisation reste une procédure lente et semée d'embûches, mais aux étrangers installés chez nous depuis dix, vingt ou trente ans et qui payent leurs impôts, on ne peut continuer à ne parler que de devoirs.

R. L.

### *La Revue Nouvelle,*

mai-juin 1990-240 F

En même temps que les CM, La Revue Nouvelle a consacré une épaisse livraison (5-6) à l'Europe centrale et orientale. On trouve au générique, outre les noms de Gérard Roland et de Nicolas Bardos, que nos lecteurs connaissent bien, ceux de J.M. Rombeaux et Rainer Volz.

La Hongrie, la Pologne, la RDA, mais plus largement l'Europe centrale dans toute sa complexité et avec toutes ses singularités sont scrutées par des yeux critiques et souvent inquiets.

Idée-force de Gérard Roland : «*Le marché ne peut se développer qu'en démantelant le plan et en démantelant le plan, on enrave la machine économique existante. Passer de l'économie planifiée à l'économie de marché est aussi difficile que de vouloir changer le moteur d'un avion en plein vol.*» Le même rappelle qu'ailleurs «*Même les systèmes de protection sociale sociaux-démocrates n'ont pu empêcher l'exclusion sociale et la réapparition d'une misère que l'on croyait enterrée avec les années trente*». Et de conclure : «*Plus que jamais, la modestie intellectuelle et la tolérance sont de mise.*»

Rainer Volz souligne le rôle joué par la télévision ouest-allemande dans l'évolution de la RDA : elle a accredité l'idée que «*tout est possible à l'Ouest*».

Une réflexion de Jean-Claude Williams sur «*la démocratie ménopausée*», à partir d'un livre de Guy Hermet, alimente opportunément l'invitation de La R.N. à remettre en question notre démocratie «*molle*» et «*affadie*».

---

*Bulletin de la Fondation A. Renard*

Grosse livraison aussi (datée de septembre-décembre 1989) pour le Bulletin de la FAR, conçue et présentée avec une évidente préoccupation pédagogique.

Jean-Pierre Dawance offre la première d'une série (3 par an) de «Notes de conjoncture». Ses prévisions sont relativement optimistes pour 90, mais ses réserves très vives à propos du niveau d'activités économiques, surtout pour la Wallonie, dès lors qu'on prend en compte les aspects structurels du dossier. Dawance émet aussi des réserves quant à la pertinence de l'utilisation des indicateurs boursiers, souvent liés à des activités spéculatives. Et il souligne que le cadre de plus en plus mondialisé de l'économie impose un regard critique à l'égard des indicateurs traditionnels.

Roger Piette aborde un problème important, celui de la propriété des entreprises. Il entend examiner l'évolution des mécanismes de la formation du capital, la vision qu'avait Marx de l'accumulation du capital et enfin l'évolution des formes de propriété en URSS et aux Etats-Unis.

Etude ambitieuse et volontiers provocante, dans la mesure où l'auteur oppose à la faillite du système d'économie centralisée et autoritaire d'Europe de l'Est (indûment rapprochée de la «société communiste» selon Marx) la situation des Etats-Unis, où les Fonds de pension «*deviennent propriétaires d'une part croissante des entreprises américaines*». L'auteur souligne les difficultés que vivent Gorbatchev et son équipe pour réussir «*la restructuration drastique des modes de propriété socialiste*». Il observe que la privatisation est déjà en marche, notamment en Hongrie et en Pologne. Aux USA, le problème-clé semble bien être la contradiction entre recherche de gains boursiers à court terme et investissements économiques à long terme. Les travailleurs américains, propriétaires des Fonds de pension, n'interviennent pas pour surmonter cette contradiction. Leurs titres de propriétaires sont plus théoriques que réels.

Et l'Europe? Et la Belgique? Nous savons depuis longtemps (voir notamment les CM de janvier 1979) qu'une nationalisation n'a pas en soi un caractère socialiste ou démocratique. Piette a donc bien raison d'écrire : «*Notre mouvement syndical va devoir formuler des réponses concrètes aux questions que pose la formation de l'épargne et l'orientation des investissements qu'elle finance. Face aux solutions proposées par les tenants d'un libéralisme pur et dur, il lui faudra définir les formes de propriété des entreprises qu'il entend promouvoir pour*

*réaliser la démocratie économique.*» On en revient ainsi à la notion de contrôle démocratique par les travailleurs et par les citoyens .

Figurent encore au sommaire: de Patrick Biren une analyse sur les aides publiques aux entreprises de Wallonie, d'André Bernard une étude sur l'exclusion sociale, de Francis Longdoz une étude sur l'industrie des fabrications métalliques en Wallonie(1980/1988), et enfin la précieuse chronique de droit social de Jacqumain et Gennen.

R. L.

#### COMMUNIQUE DE PRESSE

9  
D'un montant de cent mille francs, le prix 1990 de la Fondation « Prix Jules et Marie Destrée » sera attribué à une étude portant sur l'histoire du mouvement wallon ou un de ses aspects.

Les travaux, inédits ou publiés postérieurement à 1986, doivent être adressés, en trois exemplaires, avant le 31 décembre 1990, à Monsieur Jacques LANOTTE, président de la Fondation, 3 rue du Château, à 6100 Mont-sur-Marchienne (071 36 80 15).

## LES BONNES AFFAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE LA CGER.

Un véritable partenaire, qui veille à vos intérêts? A la CGER, c'est ainsi que nous envisageons notre rôle. Des spécialistes toujours prêts à vous écouter et à vous conseiller: voilà un des services bancaires que vous trouverez chez nous, en particulier si vous sollicitez un prêt. Car la CGER offre un large éventail de formules dans ce domaine: des crédits à court ou à long terme, du "prêt à porter" au "sur mesure," calculés selon les besoins de votre entreprise. Et, cela va de soi, les taux de la CGER pour ce genre d'emprunt sont parmi les plus intéressants du marché.

Quelle que soit votre situation, venez nous en parler. Il vous suffit de faire appel à nos experts en crédit via votre agence CGER.

**CGER**   
nous sommes à vos côtés

Les Cahiers Marxistes sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER  
rue du Midi 162  
1000 Bruxelles

LIBRIS - TOISON D'OR  
avenue de la Toison d'Or 29  
1060 Bruxelles

F.N.A.C.  
City II, rue Neuve  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO  
rue de la Régence 53  
4000 Liège

PRESSES UNIVERSITAIRES  
DE BRUXELLES  
av. Paul Héger 42  
1050 Bruxelles

LIBRAIRIE ANDRE LETO  
rue d'Havré 9  
7000 Mons

LE LIVRE INTERNATIONAL  
bd. Lemonnier 171  
1000 Bruxelles

L'ILE LETTREE  
6914 Redu

LIBRAIRIE LEFEBVRE  
rue des Colonies 7-9  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE DERIVE  
rue des Augustins 17  
5200 Huy

TROPISMES  
galerie des Princes 5-11  
1000 Bruxelles

CLUB ACHILLE CHAVEE  
rue Abelville 34  
7100 La Louvière

LIBRAIRIE L'AVENIR  
rue St Léonard 102  
4000 Liège

Editeur responsable : FREE asbl  
20 av. de Stalingrad - 1000 Bruxelles - Tél : 02/514.53.52

Revue bimestrielle  
Membre de l'Association  
des revues scientifiques et culturelles (ARSC)

150 F